

france forum

- *Nouvelles attitudes face à la crise*
- *L'enjeu des euromissiles*
- *Stratégies souhaitables pour l'Europe*
- *L'alpinisme : de droite ou de gauche ?*
- *Démocratie et personnalisme*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Arts et lettres*



FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 80 F

Abonnement de soutien 100 F

Sommaire *205 - 206*

Juillet - Août 1983

20 F

DOSSIERS ET ETUDES

- DE NOUVELLES ATTITUDES FACE A LA CRISE**
PAR JEAN-CLAUDE LAMBERTI p. 2
- COLLOQUE FRANCE-FORUM :
LES RAPPORTS EST-OUEST** p. 10
- L'ENJEU DES EUROMISSILES**
RAPPORT DE PIERRE LELLOUCHE p. 10
- LES STRATEGIES SOUHAITABLES
POUR L'EUROPE ET LA FRANCE**
RAPPORT DE M. L'AMBASSADEUR
FRANÇOIS DE ROSE p. 19
- L'ALPINISME :
SPORT DE DROITE OU SPORT DE GAUCHE ?**
PAR JEAN FABRE p. 26
- DEMOCRATIE ET PERSONNALISME**
PAR ETIENNE BORNE p. 32
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 40
- LES FAUX EN HISTOIRE**
PAR JEAN CHELINI p. 44

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTERAIRE**
PAR PHILIPPE SENART p. 46
- POESIE : LE TEMPS ET LA LUMIERE**
PAR JACQUES BLOT p. 51
- AUGUSTE CHABAUD**
PAR HENRI BOURBON p. 52

NOTES DE LECTURE

- HISTOIRE ET DECADENCE DE PIERRE CHAUNU**
PAR JEAN-YVES CHEVALLIER p. 54
- A TOUS LES RETRAITES...
ET A CEUX QUI ONT PEUR DE LE DEVENIR**
DE CHARLES DELAMARE PAR HENRI BOURBON p. 56
- LE SYSTEME POLITIQUE DE LA V^e REPUBLIQUE
DE SERGE SUR**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 57
- PARTIS ET FAMILLES POLITIQUES DE D.L. SEILER**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 58
- LE PARI FRANÇAIS DE MICHEL ALBERT**
PAR PHILIPPE LE GALL p. 60
- SCIENCE ET FOI**
PAR ALAIN DUSAULT p. 61
- DOCUMENT : UNE LETTRE D'EDUARDO FREI** p. 63

PROPOS DU TEMPS

- UNE ATHENA PENSIVE**
PAR ETIENNE BORNE p. 66

DE NOUVELLES ATTITUDES FACE A LA CRISE ?

par Jean-Claude LAMBERTI

La crise que nous traversons touche la société autant que l'économie et le ralentissement durable de la croissance risque d'accroître les tensions entre les groupes, sans que l'on puisse assurer pour l'instant que les attitudes s'adapteront aux nouvelles données. Il appartient aujourd'hui au sociologue autant qu'à l'économiste d'observer la crise et d'analyser, en toute autonomie, ses effets, en mesurant les changements qui s'opèrent dans les attitudes par rapport aux années de croissance accélérée. A première vue, il y a lieu de penser que les transformations en cours affectent sensiblement les attentes de la société et les comportements acquis dans les trois dernières décennies. Déjà il y a plus d'une dizaine d'années, Bertrand de Jouvenel avait noté, dans *"Arcadie, essai sur le mieux-vivre"* que cette société de "toujours plus" avait engendré des institutions et des conduites de plus en plus adaptées à la croissance et annoncé "une crise très grave" (1) au cas où la croissance ferait défaut. Faut-il, aujourd'hui que la croissance est durablement compromise, s'attendre à de véritables ruptures dans l'ordre sociologique, semblables en leur genre, à celles qu'il est maintenant logique de pronostiquer dans l'ordre économique ?

En vérité, l'emploi de la notion de rupture est fort délicat dans l'analyse des systèmes sociaux, et toujours relatif aux critères de l'observateur. Dans ses *"Mille sentiers de l'avenir"*, Jacques Lesourne a fort bien noté la difficulté de cette question : "Quand dans un système complexe, cesse la continuité et s'amorce la rupture ? La réponse n'est pas simple, car tout dépend du noyau de

relations dont se sert l'observateur pour définir l'identité du système" (p. 317). Et le même auteur ajoutait : "Tous les scénarios envisageables pour les prochaines décennies sont des scénarios de crise... ce ne sont pas nécessairement des scénarios de rupture" (2). Compte tenu du caractère très disparate des situations que la notion de crise est susceptible de recouvrir, nous préférons, au cours de cet article, en réserver l'emploi, pour plus de clarté, au changement de longue durée qui altère progressivement notre système socio-économique et nous excluons de l'utiliser au sens de fluctuation économique courte ou de brève période d'instabilité des rapports de force. A l'intérieur du système en crise, nous nous proposons d'analyser les changements d'attitudes et les tensions socio-culturelles qui en résultent, car il nous semble nécessaire, pour une analyse adéquate, d'aller au delà de la simple analyse économique, en recourant à une méthode plus large, celle de l'analyse systémique, à condition toutefois de rester particulièrement attentif aux relations du système global et du sous-système économique. C'était déjà la méthode de Schumpeter, dans *"Capitalisme, socialisme et démocratie"*, et bien avant que l'on parle d'analyse systémique, l'illustré économiste avait su montrer de façon saisissante l'opposition entre une économie capitaliste vigoureuse et une société capitaliste minée de l'intérieur par des ferments de décomposition, et de plus en plus hostile au système capitaliste (3).

Avant de présenter ici quelques réflexions relevant de la prospective sociale, c'est à Daniel Bell, dont les ana-

lyses semblent si souvent prolonger celles de Schumpeter, que nous empruntons une définition de cette discipline : "La prospective ne vise pas la prédiction des résultats, elle tente de déterminer les contraintes ou limites à l'intérieur desquelles les décisions prises peuvent exercer leurs effets" (4). Le lecteur peut donc se rassurer : il ne s'agit en aucune façon de futurologie et nous ne suivons nullement Herman Kahn et Alvin Toffler dans l'exercice périlleux et intellectuellement mal fondé qui consiste à prévoir le futur. Les remarques qui suivent s'inspirent de ce que l'on pourrait appeler l'école française de prospective sociale fondée par Gaston Berger, et développée par Bertrand de Jouvenel, André-Clément Decoufle, et par quelques-uns des hommes qui ont joué des rôles éminents dans la planification française, au premier rang desquels il faut nommer Pierre Masse, mais aussi Jean-Jacques Bonnaud, Bernard Cazes et Jacques Pelletier, groupe particulièrement attentif, on s'en doute, aux évolutions à moyen et long terme qui conditionnent les grands choix de politique économique. Avec l'apport de Jacques Lesourne et de Michel Crozier, l'analyse systémique s'est imposée dans les recherches prospectives, et il faut, selon nous, ajouter aujourd'hui aux méthodes utiles à la prospective sociale l'analyse méthodique des styles de vie, telle que la pratiquent, notamment, Alain de Vulpian et Bernard Cathelat.

CHANGEMENTS SOCIO-CULTURELS OU REVOLUTION SILENCIEUSE ?

Gaston Berger aimait rappeler que la bonne prospective s'enracine dans la rétrospective, et, pour le sujet qui nous occupe, il est particulièrement évident que le repérage des forces de changement ne peut se faire qu'à partir d'une analyse rétrospective des effets de la croissance passée. Jusqu'aux environs de 1970 la croissance rapide n'a fait qu'élargir les disparités entre les régions, les secteurs d'activités et les catégories socio-professionnelles et c'est, seulement à partir de 1970, grosso modo, qu'une prise de conscience se manifeste et que s'organise un effort de réduction des écarts, souvent efficace et notamment en matière de revenus. Quel est le résultat global de ces mouvements successifs et contradictoires qui cachent derrière la croissance des agrégats des mouvements très hétéroclites de mutation ou d'adaptation lente, de progression ou de régression ? Si l'on en croit le groupe long terme du Commissariat au Plan, la réflexion sur les "*changements des modes de vie*", doit se garder de formuler des conclusions trop tranchées et le groupe, quant à lui, se contente d'analyser, sous divers aspects, "la dialectique de l'homogénéisation et de la différenciation"... et tout se passe, nous dit-il, "comme si la société française avait été entraînée au cours des dernières décennies dans un vaste mouvement de restructuration aux finalités contradictoires, les unes tendant à accélérer son unification, à éliminer de plus en plus brutalement ses particularités internes... les autres, par réaction, renforçant les différenciations sociales et géographiques...". Cependant, sur deux points au moins,

le groupe donne des conclusions d'une netteté frappante ; il observe, d'une part, que l'individu est aujourd'hui moins soumis qu'auparavant à un mode de consommation et il note, d'autre part, que le développement technologique qui avait puissamment contribué, dans une première phase à renforcer l'uniformité sociale et les grandes organisations, tend au contraire aujourd'hui à accentuer l'importance des choix et des interventions des individus et des petites unités.

C'est dans ce contexte que nous devons poser la question du changement des valeurs : nous satisferons-nous de transposer dans notre pays l'idée de "*Révolution silencieuse*" exposée par Inglehart dans un livre de 1977 ; croirons-nous avec lui que le groupe des "matérialistes" épris de prospérité, d'ordre et de sécurité, est en passe d'être débordé par le groupe des "post-matérialistes", attachés en premier lieu aux valeurs d'identité, d'estime et d'appartenance, et déjà majoritaire chez les jeunes. Ce tableau semble trop simple pour la France, où les attitudes face à la crise peuvent aussi bien s'orienter vers les valeurs nouvelles que ramener certains groupes, surtout parmi les moins jeunes, vers les conceptions les mieux ancrées. Il n'est d'ailleurs pas facile de savoir exactement quelle est la place des valeurs "matérialistes" dans la jeunesse d'aujourd'hui, et l'enquête de J.M. Donegani et G. Lescanne sur "*les raisons de vivre des Français de 20 à 40 ans*", si elle n'analyse, parmi sept familles de conception du bonheur, qu'un seul modèle explicitement défini par une logique de l'avoir, note aussi qu'il apparaît comme référence négative dans tous les autres discours, ce qui est, à tout le moins, le signe d'une solidité persistante, et peut-être même, selon la suggestion des auteurs, l'indice d'une fixation majoritaire (5).

Plus complexe, et plus profond qu'on ne l'a cru d'abord, le changement des attitudes, à l'œuvre depuis une vingtaine d'années appelait des outils d'observation et d'analyse scientifique adéquats. En France les instruments de cette sorte de "météorologie sociale", comme aime la nommer Bernard Cathelat, ont été mis au point surtout par le *Centre de Communication avancée*, qu'il dirige, et par la COFREMCA, que préside Alain de Vulpian. Depuis 1970, les équipes de Bernard Cathelat, pratiquent, tous les deux ans et demi environ, auprès de 4000 personnes, une enquête en profondeur fondée sur des entretiens de longue durée qui portent à la fois sur les modes de vie réels et sur les attentes et les préférences. L'analyse des résultats fait apparaître la continuité et les modifications de véritables courants d'attitudes, regroupés en quelques styles de vie, qui constituent des indicateurs synthétiques des changements en cours, utilisables pour analyser les transformations passées mais aussi pour révéler les tendances d'avenir. De son côté, Alain de Vulpian, à la COFREMCA, analyse chaque année depuis 1954, l'évolution des courants socio-culturels. Pour donner une idée du nombre et de la diversité des catégories utilisées, nous reproduisons ci-après une liste des courants suivis par la COFREMCA, document extrait de l'article d'Alain de Vulpian : "*L'évolution des mentalités : conformisme et modernité*" (6).

Courants selon l'époque à laquelle ils ont commencé à se diffuser parmi les masses

Courants se diffusant dans les masses dès 1955

- 2 - Différenciation marginale.
- 4 - Déclin du primat de la sécurité économique.
- 8a - Recherche de la nouveauté.
- 13 - Anti-accumulation.
- 15 - Hédonisme.
- 22 - Sensibilité au cadre de vie.
- 25 - Polysensualisme.
- 30 - Souci de son apparence personnelle.
- 31a - Souci de sa santé.

Courant se diffusant à partir de 1960

- 5 - Créativité personnelle.
- 12 - Dévaluation de la supériorité nationale.
- 17 - Libéralisme sexuel.
- 18 - Sensibilité à la manipulation.
- 21 - Mythe de la nature.
- 28 - Moindre différenciation des sexes.

Courants se diffusant à partir de 1965-1967

- 1 - Déclin du standing.
- 3 - Expression de la personnalité.
- 6 - Automanipulation.
- 7 - Epanouissement professionnel.
- 8 - Ouverture du changement.
- 9 - Rejet de l'autorité.
- 10 - Moindre attachement à l'ordre.
- 11 - Ouverture aux autres.
- 16 - Déclin du besoin d'"*Achievement*".
- 19 - Sensibilisation aux contraintes sociales.
- 20 - Simplification de la vie.
- 24 - Besoin d'enracinement.
- 26 - Intraception.
- 27 - Attirance pour l'irrationnel.

Courants se diffusant au cours des trois dernières années

- 14 - Vie intense et animée.
- 31b - Souci de sa forme.
- 32 - Intégration de la durée.
- 33 - Sensibilisation à la violence.

Il est difficile de résumer les conclusions de ces enquêtes, car les outils forgés par Alain de Vulpian et Bernard Cathelat valent surtout par leur précision, et c'est justement leur effet scientifique le plus sûr que de nous faire renoncer à des images trop générales et parfaitement désuètes que nous portons en nous ; mais après tout, il reste cependant conforme aux conclusions de ces enquêtes de dire qu'elles marquent la fin du "Français moyen", produit d'une tradition culturelle privilégiant à la fois le respect de l'ordre et un certain individualisme, et qui entretient un style plutôt contraint dans les relations avec autrui ainsi qu'une bonne dose de conformité apparente aux modèles admis. En vingt cinq ans les traits

culturels spécifiques du Français se sont estompés et les relations interpersonnelles sont devenues plus libres et plus ouvertes, en même temps que la tolérance aux diversités individuelles se faisait plus grande. La rigidité des institutions et, plus encore des idéologies, se trouve ainsi remise en cause par le mouvement général des esprits vers plus d'autonomie, d'ouverture et de richesse affective. Les différences sont mieux acceptées et les valeurs d'intuition émotionnelle, d'expression et de réalisation de soi-même accentuent leurs progrès au détriment des valeurs de raison, d'ordre et d'autorité.

Les classes sociales, ou même les groupes d'âge ou les groupes socio-professionnels ne suffisent plus à expliquer la manière dont les attitudes peuvent se regrouper par affinités. "Jamais, déclarait en 1981 à T.F.I. Bernard Cathelat, il n'y a eu autant de différences entre deux cadres, entre deux jeunes, entre deux femmes actives, entre deux agriculteurs". Et il opposait la situation du début du siècle caractérisée par une relative homogénéité des valeurs et une très large diversité des conditions de vie à la situation actuelle, organisée, à l'inverse, par l'association d'attitudes et de valeurs plus diversifiées et de conditions de vie de plus en plus homogènes. Cependant B. Cathelat est parvenu à regrouper les attitudes en styles de vie et à mesurer l'évolution de familles qui correspondent aux divers styles, et cela en affinant constamment sa méthode comme on peut s'en rendre compte en comparant son livre sur "*Les styles de vie des Français*" à ses derniers articles (7). En résumant à l'extrême ses conclusions, distinguons quatre grandes familles de mentalités. La mentalité "utilitariste" (20 % en 1974, 15 % en 1980) regroupe une population plutôt âgée, à faible pouvoir d'achat, ouvriers et employés semi-ruraux ou petits agriculteurs relativement sous informés et attachés aux valeurs traditionnelles d'effort et de sacrifice ainsi qu'aux valeurs familiales ; ce groupe décline lentement en même temps que la France rurale. La mentalité "d'aventure" (42 % en 1974, 15 % en 1980) décline plus rapidement ; elle rassemble des habitants des grandes villes, d'âge moyen en général, de haut niveau de consommation, sensibles au modèle américain des belles années, avides de compétitivité et de modernisation et surinformés ; cette vague moderniste atteint son plus haut flux en 1974 ; et, depuis, elle n'a cessé de refluer, le ralentissement de la croissance économique ayant amplifié son recul, surtout chez les jeunes. La diminution de ces deux familles "utilitariste" et "aventurière", où se recrutaient l'essentiel des électors de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing, profite aux deux autres micro-cultures définies par Cathelat comme mentalités de "recentrage" et de "décalage". Les "recentrés" (38 % en 1974, 49 % en 1980), c'est la France moyenne des téléspectateurs assidus et de la presse du cœur, cols blancs et cols bleus, peu sensibles aux grands débats, mais sentimentaux et volontiers moralisateurs et surtout très attentifs à ce qui touche de près leur vie quotidienne : sécurité, conditions de travail, vie locale, participation, défense des acquis. La principale préoccupation de cette famille, comme l'avait noté Jean-François Deniau "c'est

que la société lui garantisse son avenir" (8). Le slogan de "la force tranquille" a efficacement mobilisé ce groupe où le parti socialiste trouve naturellement la grande masse de ses électeurs et en examinant leurs traits culturels on peut mesurer à quel point les électeurs de gauche sont devenus conservateurs. Les "décalés" ou "branchés" (21 % en 1980, année d'émergence, mais 33 % chez les jeunes de moins de 40 ans) regroupent des éléments jeunes, généralement de formation supérieure, qui consacrent le moins possible de leur énergie à leur vie sociale, professionnelle ou civique, pour se concentrer sur leur vie privée. Totalement dénué de civisme, ce groupe professe un mépris total pour la classe politique et ne se reconnaît en aucun des grands leaders nationaux.

La tentation est grande, lorsqu'on prend connaissance de ces résultats, d'attribuer à la crise économique un rôle causal dans le changement des attitudes. Il y aurait eu pendant les années de croissance rapide une homogénéisation de la société française portée par de grands mouvements unificateurs : consommations et communications de masse conjuguent alors leurs effets à ceux de l'urbanisation et de l'industrialisation accélérée : puis, le ralentissement de la croissance aurait entraîné des réactions défensives et la remise en cause des valeurs dynamiques de l'âge industriel. En réalité, un tel schéma néglige le fait décisif que la constestation des valeurs liées à la croissance a pris corps dès la fin des années 60, longtemps avant le premier choc pétrolier de 1973. Aussi, plutôt que de prêter au facteur économique un rôle précis et créateur dans la mutation en cours des attitudes, nous préférons considérer que son rôle a été plus probablement d'amplifier les transformations en cours, d'exagérer les besoins de sécurité et de multiplier les réactions défensives de repli sur soi de certains groupes sociaux, ce qui rend plus difficile encore la solution des problèmes économiques. Il faut ajouter que l'adaptation des attitudes aux évolutions nécessaires ne sera pas déterminée exclusivement et mécaniquement par de nouvelles données économiques, mais il est probable qu'elle serait facilitée par une action collective moins centralisée, moins hiérarchisée et plus respectueuse des initiatives des individus et des groupes.

CASSURE OU DIVERSITE ? SOCIETE DUALE OU SOCIETE POLYMORPHE ?

On ne peut douter que le changement en cours conduise à une profonde transformation, car il se traduit par une triple tendance à restructurer l'espace, le temps et le travail. La question est seulement de savoir si cette mutation se fera de façon continue, et, si l'on peut dire, civilisée, par une sorte de diversification et de complexification continue, ou bien à la façon brutale d'une cassure, comme Lionel Stoleru en a exprimé la crainte dans son livre récent : "*La France à deux vitesses*" (9).

La redécouverte du local, l'attachement aux régions et aux communes, la résistance et quelquefois même la volonté de développer, voire, de recréer les particularismes culturels constituent une des expressions caracté-

ristiques des mentalités d'aujourd'hui et témoignent avec force de la vitalité des liens sociaux au niveau local, capables d'équilibrer les lourdes tendances à l'uniformité véhiculées par l'urbanisation massive. Non moins caractéristique est la tendance à un réaménagement du temps, la recherche du temps choisi, ou, pour reprendre le titre d'un ouvrage publié par le Club *Echange et Projets* : "*La révolution du temps choisi*" (10). Selon une enquête du CREDOC, effectuée en 1979, les 2/3 des salariés préféreraient plus de temps libre à salaire égal, plutôt que des gains augmentés par une durée égale de travail. Et selon un rapport remis par Jean Ravel au Ministre du Plan à la mi-février 1983, 34 % des salariés sont prêts à accepter une baisse des rémunérations pour une diminution de la durée du travail et 16 % se déclarent intéressés par une formule de travail à temps partiel. Plus significative encore de l'évolution des attitudes est la remise en question de certaines dimensions du travail. Un groupe de préparation du VIII^e Plan a mis en lumière, dans un document intitulé *Réflexions sur l'avenir du travail* (11) les nouvelles aspirations des travailleurs et l'élévation générale du niveau des attentes. Là encore s'affirme l'aspiration à une meilleure maîtrise du temps et à des relations de travail plus gratifiantes. Rappelons que le désajustement entre l'offre et la demande de travail n'est pas seulement quantitatif et global, mais aussi qualitatif et différencié selon les secteurs d'activité. Déjà en 1972, Olof Palme notait, avec un brin d'inquiétude, la tendance chez les jeunes des pays industrialisés à éviter le travail industriel et cette tendance n'a cessé de se confirmer depuis.

Dans la France d'aujourd'hui, les valeurs liées au travail semblent reculer, alors que la situation économique appelle un effort accru. Chez les cadres eux-mêmes, l'esprit d'entreprise, le goût du travail et la volonté de réussite sociale régressent au bénéfice de l'individualisme et du souci de sécurité.

La préférence, de plus en plus générale, pour les emplois et les secteurs protégés alourdit le fonctionnement de l'économie et diminue sa compétitivité globale, alors que les contraintes du commerce extérieur et de l'intégration au marché mondial imposent un niveau de compétition minimal à certains de nos produits. Le VI^e Plan utilisait déjà la notion de secteur exposé, mais c'est avec le VIII^e Plan que cette opposition technique du secteur exposé et du secteur traditionnel a pris une dimension socio-politique. Plus précisément avec l'annexe au rapport sur la technologie présentée par Georges Amado et Christian Stoffaes sous le titre : "*Vers une économie duale*". On pouvait y lire ceci : "Dans la bataille économique qui ressemble fort à une guerre, il est clair que l'effort principal, majeur, doit être assumé par le secteur à haute technologie. C'est par conséquent ce secteur qu'il convient de protéger, tant dans ses moyens et ses structures que dans ses hommes, parce que c'est l'outil le plus essentiel, comme le plus vulnérable. Cette protection sera la contrepartie nécessaire des sujétions particulières qui seront exigées de lui notamment en termes de productivité, rendement, compétition,

résultats, mobilité et incertitudes... Le secteur traditionnel, parce qu'il est traditionnel, ou le secteur des nouveaux modes de vie, sera nécessairement plus fruste et rustique, et, de ce fait, nettement moins vulnérable. Il n'a pas à être protégé par la législation. Il sera suffisamment protégé par son archaïsme et sa viscosité...". Des distinctions aussi tranchées et des recommandations aussi éloignées de nos habitudes ne pouvaient manquer de susciter de vives réactions. Elles ne firent pas défaut, en effet, et, parmi les plus significatives des oppositions, se situe celle du club *Echange et Projets* que présidait alors Jacques Delors : "La convivialité proposée pour le secteur non compétitif est une convivialité d'exclusion, imposée plus souvent que choisie... il est clair que la plus grande pente de la société duale mène à une société inégalitaire, ségrégative et hiérarchisée" (12). Ainsi la réflexion économique débouchait sur un problème de société et un débat politique, débat repris de façon ample et nette par Lionel Stoleru dans son livre de 1982 : "*La France à deux vitesses*" : "La France à deux vitesses, écrit l'auteur (p. 136-137), c'est la mort de la France... elle consiste à couper le progrès économique et social en ses deux composantes pour juxtaposer une France économique et une France sociale.

Lionel Stoleru analyse avec beaucoup de clarté "le mécanisme de la fracture" - c'est son expression - qui oppose de plus en plus la France abritée et la France exposée à la concurrence extérieure. Il dénonce le paradoxe de rémunérations et d'avantages inversement proportionnels aux productivités et aux risques, "c'est le pain sec au front, dit-il, la brioche et la sécurité à l'arrière". Il montre sur la carte de France comment la ligne Brest-Nice sépare la France abritée de la France exposée, et il remarque que ce partage coïncide avec les territoires électoraux de la majorité socialo-communiste au sud et de l'opposition au nord de la ligne, à deux exceptions près qui s'expliquent toutes deux par le poids des traditions historiques. Le Nord, socialiste alors qu'il est exposé, et la Bretagne, qui reste à l'opposition bien qu'elle se situe dans la France abritée. Les coïncidences sont tout à fait frappantes et conduisent Lionel Stoleru à montrer comment la France ouvrière est en train de basculer à droite et la France rurale à gauche. Notons toutefois que les cartes électorales sont celles de 1981 et que depuis les élections municipales de 1983, la gauche ne semble plus à l'abri, même dans la France abritée.

L'auteur refuse énergiquement la "fracture" socio-économique du pays et il lutte "pour une France à la fois plus unie et moins uniforme". Il plaide pour une "alternance douce" et recommande toute une série de mesures qui visent à la fois à mieux assurer la solidarité et à libérer l'économie informelle. L'ouvrage, destiné à un très vaste public, cherche à fonder des conclusions politiques simples, et c'est sans doute pour cette raison que l'auteur s'attache à superposer les divisions politiques du pays à un clivage économique significatif ; mais, ce faisant, il renonce, et on peut le regretter, à la richesse des analyses socio-culturelles, invoquées au début de l'ouvrage, mais utilisées de façon exclusivement négative pour montrer

l'obsolescence des idéologies.

L'opposition de la France tranquille, abritée et de la France dynamique est évidemment très significative et il faut remercier Lionel Stoleru de l'avoir mise en relief ; elle contribue aux prises de conscience nécessaires et sa valeur pédagogique est indéniable. Mais sa valeur descriptive n'est pas aussi certaine et nous avouons ne pouvoir la considérer que comme une vérité de première approximation, inévitablement riche de son éloquente simplicité et propice aux dérivations idéologiques. Plutôt que de croire à l'existence d'une ligne de fracture cristallisant autour d'elle toutes les oppositions, mieux vaudrait considérer les situations dans leur diversité irréductible aux simplifications bipolaires. Et sur ce point, plus que de Jacques Delors et Lionel Stoleru, nous nous sentirions proches d'Alain Minc lorsqu'il écrit : "Inutile de s'indigner devant le concept de la société duale et d'y voir le retour mal camouflé d'une conception aristocratique d'un monde partagé entre une élite suractive et souvent névrosée et une masse presque oisive. La société n'est à l'évidence pas duale au sens de cette vision fantasmagorique ; elle ne cesse en revanche de générer et de gérer d'autres dualités" (13). Alain Minc discerne quatre lignes de fracture ; comme Stoleru, il distingue la société exposée à la concurrence extérieure et la société abritée, mais il oppose aussi la société protégée des corporatismes et la société non protégée (exclus, marginaux, smicards, isolés et retraités mal protégés) ; il confronte également le travail organisé des titulaires d'emplois traditionnels, au travail non organisé (travail noir, autoconsommation, travaux occasionnels) et enfin, Minc considère à part l'opposition d'intérêt des actifs et ses inactifs qui est appelée à prendre de plus en plus d'acuité. Il affirme que ces clivages ne se superposent pas et "ne s'additionnent qu'aux deux extrêmes de la hiérarchie sociale" (p. 124). Et peut-être d'ailleurs y a-t-il là une des raisons pour lesquelles Lionel Stoleru, particulièrement informé sur ces situations extrêmes, a préféré superposer les diverses dimensions de l'analyse. Tout en refusant l'économie duale Stoleru semble admettre le développement d'une économie informelle et, selon lui, il vaudrait mieux reconnaître à ce troisième secteur sa légitimité plutôt que de voir s'étendre la part des activités économiques souterraines. Ni Stoleru, ni Minc ne précisent la part tolérable que peut prendre l'économie alternative par rapport à l'économie marchande. Il est frappant en tout cas de constater, que, si Stoleru a simplifié le diagnostic pour mieux dramatiser, son objectif final "d'alternance douce", "pour une France plus unie et moins uniforme", n'est pas fondamentalement différent de celui qu'envisage Minc sous le nom de "société polymorphe", mais il demeure à coup sûr bien des oppositions dans les moyens politiques et économiques envisagés pour y parvenir. Selon les politiques choisies, et, plus largement, selon l'efficacité du contrôle social des changements en cours, les diverses tensions peuvent se cumuler autour de deux pôles et, faute d'une action appropriée, c'est alors que se réaliserait la crainte exprimée par Lionel Stoleru d'une France coupée en deux.

CHANGEMENT DES VALEURS ET CONTROLE DU CHANGEMENT

Les analyses économiques font apparaître des clivages de plus en plus marqués, alors que les attitudes des acteurs changent rapidement dans des sens difficiles à préciser. Dès lors, la question se pose avec acuité de savoir quel peut être le contrôle social de ces changements.

Il y a déjà plus de dix ans, Michel Crozier analysait dans *"la Société bloquée"*, l'épuisement du style français d'action dans les trois grands systèmes de contrôle : système éducatif, système administratif et système politique. En 1981, interrogés sur la question de savoir si les démocraties européennes deviennent ingouvernables, François Bourricaud et Michel Crozier donnent une réponse inquiète et nuancée, que l'on lira avec intérêt dans la *"Démocratie pluraliste"* (14). Sans entrer dans l'analyse rigoureuse des réflexions de ces auteurs, nous nous contenterons ici de noter rapidement l'usure des régulations traditionnelles avant de centrer nos remarques sur les contraintes nouvelles qui résultent de l'évolution des mentalités.

Comme l'a noté Jacques Lesourne, dans ses *"Mille sentiers de l'avenir"* (p. 244) la croissance économique pendant les "trente glorieuses" reposait sur trois piliers aujourd'hui ébranlés, sinon en ruine : les marchés, la politique macro-économique et l'Etat protecteur. Mais actuellement, les marchés sont plus ouverts sur un monde plus vaste et plus complexe, plus interdépendants et engagés dans des relations de plus en plus complexes avec les Etats nationaux, de sorte que si l'on parle encore de régulation par le marché on désigne par ce terme un ensemble de phénomènes complexes aux effets souvent contradictoires. La politique macro-économique d'inspiration keynésienne, après vingt ans d'un règne presque incontesté a perdu les conditions de son efficacité d'antan et elle risque d'entraîner dans sa ruine les idées sociales et la conception de l'Etat qui constituaient des aspects essentiels du compromis keynésien. Enfin, pour des raisons multiples, l'Etat-protecteur, après s'être gonflé au point d'apparaître comme un Etat providence, traverse aujourd'hui une double crise d'efficacité et de légitimité : la croissance des prélèvements obligatoires atteint, ou dépasse, les seuils de tolérance, tandis que le rapport entre les résultats visés et les coûts ne cesse de se dégrader et que les politiques de redistribution sont de plus en plus décevantes ; ceux-mêmes qui sont le plus attachés aux politiques sociales ne peuvent plus aujourd'hui les comprendre comme la poursuite des tendances du passé, et dans une critique remarquable de lucidité, Pierre Rosanvallon a pu écrire que la crise de l'Etat-providence était pour une bonne part liée à "une crise des représentations de l'avenir" (15). Ajoutons que la croissance économique accélérée a multiplié les aspirations des consommateurs plus vite que les moyens de les satisfaire et que son freinage révèle brutalement le décalage qui existe entre les attentes sociales et les capacités éco-

nomiques. N'oublions pas non plus, parmi les contraintes héritées du passé, qui font obstacle aux choix rationnels de politique économique, les deux phénomènes corrélatifs de la montée des corporatismes et du développement de ce que les américains appellent "le marché politique" et, qu'à la suite de Jean-Claude Colli, nous préférierions appeler "le phénomène de l'accumulation étatique". Une analyse très claire de ce processus est donnée par l'auteur dans son ouvrage : *"Libérez l'égalité"*, où il montre (16) comment les organismes publics une fois mis en place ont une tendance naturelle à développer les services dont ils sont producteurs, comment, en ces domaines, l'offre crée la demande, et enfin comment est "payée" en avantages collectifs chaque catégorie sociale dont on attend un vote favorable, alors que le coût pour le contribuable reste diffus.

Mais l'usure des modèles traditionnels et l'évolution des mentalités sont, peut-être, pour l'avenir des sujets aussi dignes de retenir l'attention que les difficultés de la régulation économique. Tous les modèles extérieurs sont aujourd'hui récusés : américain, japonais, ou autres, aucune ne recueille une adhésion assez forte et nombreuse pour définir une orientation. Les modèles normatifs à visée universelle sont plus gravement encore méconnus et le Sénateur Edouard Bonnefous a noté, dans *"Le monde en danger"*, (17) que de nos jours la contestation touchait non seulement les religions et les philosophies, mais également la science, en tant que guide de la société. Il semble que la transmission des valeurs s'effectue de plus en plus mal et l'on peut se demander si l'avenir ne confirmera pas le diagnostic fort sombre de Daniel Bell qui dans ses derniers livres, *"Vers la société post-industrielle"*, et *"Les contradictions culturelles du capitalisme"* (18), analyse le divorce en Occident entre culture et structure sociale. Selon lui, la disjonction est toujours plus profonde entre l'univers de l'économie, de la technologie, de l'organisation, et celui de la culture, définie comme expression symbolique des significations, car chacun de ces deux univers obéit à un principe propre, celui de la rationalité fonctionnelle et de l'efficacité dans le premier cas et, dans le second, la recherche de l'épanouissement du moi. Mais à un tel niveau de généralité, il est difficile d'échapper à la pure spéculation, et, s'agissant de systèmes aussi vastes et très imparfaitement intégrés, il est impossible de décider de façon certaine si l'ordre culturel et l'ordre socio-économique doivent durablement obéir à des principes antagonistes. Mais à coup sûr la question mérite une attention vigilante, pays par pays et génération après génération, spécialement chez nous, où l'on a pu l'entendre, en 1972, au Colloque *Economie et société humaine*, François-Régis Bastide déclarer que "le vrai progrès culturel se fait et se fera parallèlement, ailleurs, contre, jamais avec le progrès économique".

Devant de telles affirmations, une fois dépassée la première inquiétude, et la tentation de tomber dans le piège de la provocation en restant sur le plan du discours idéologique, on ne peut que chercher à savoir ce que représentent dans les opinions collectives de telles posi-

tions. Et c'est alors que l'on souhaite trouver dans des études positives, comme celles de Cathelat et de Vulpian, des réponses nettes. Or, il apparaît à l'examen qu'il n'est pas facile d'interpréter à coup sûr l'évolution des mentalités. Et certes le mérite des études citées ci-dessus est déjà d'exclure les interprétations trop simples qui consisteraient à dire seulement que la recherche de la qualité de la vie a pris le pas sur celle du bien-être. Mais si l'on regarde de plus près, les difficultés ne manquent pas d'apparaître ; n'y a-t-il pas contradiction, par exemple, entre la soif de libération et le besoin d'enracinement ? N'y a-t-il pas surtout une ambiguïté du "groupe de recentrage" et une grande difficulté de saisir la signification du "groupe de décalage" ?

Le groupe dit "de recentrage" est le plus vaste de tous, mais c'est aussi le plus hétéroclite ; sans entrer dans le détail technique de l'analyse des sous-familles qu'il rassemble, notons cependant qu'il y a bien des différences, par exemple, entre "les flottants" qui sont à la recherche d'une identité et "les exemplaires" caractérisés par l'équilibre qu'ils établissent, ou qu'ils recherchent, entre la vie privée et la vie sociale, encore que ces deux sous-familles ne soient pas sans affinités, et qu'elles regroupent souvent des jeunes citoyens plutôt aisés ; ces deux sous-familles se distinguent plus nettement des autres : les "vigiles" surtout soucieux de défendre leur vie privée, les "moralisateurs" et les "conservateurs", souvent plus âgés, plus provinciaux et plus disciplinés. Les liens entre sous-groupes sont assez lâches et il suffirait d'évolutions d'ampleur relativement moyenne pour que de nouveaux regroupements se définissent. De plus la mentalité de recentrage peut être interprétée dans deux registres bien différents, comme Cathelat d'ailleurs l'a lui-même fait à l'émission de T.F.I. du 30 juin 1981. "Nous sommes à la croisée des chemins, a-t-il déclaré, entre un recentrage passif, vers une mentalité d'assisté et une mentalité de recentrage dynamique". Et il concluait qu'il y avait là un choix à faire pour les hommes politiques. L'étendue, la composition, le dynamisme de ce groupe presque majoritaire à lui seul semble dépendre en définitive des capacités d'innovation et de communication des hommes politiques et il serait absurde de croire que les mentalités collectives s'imposent aux décideurs politiques comme des données rigides et stables. Mais il est vrai aussi que les leaders politiques doivent désormais tenir compte de la "météorologie sociale", comme dit Cathelat et que les victoires de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et de François Mitterrand en 1981 s'analysent aisément en termes d'évolution des mentalités, puisque le ralentissement de la croissance économique a amplifié le déclin du groupe dynamique des "aventuriers" et gonflé les familles du "recentrage" et du "décalage".

Bernard Cathelat a interprété le groupe de décalage comme "une nouvelle forme de marginalité sociale presque clandestine qui se dissimule sous une intégration d'apparence", une expression, en somme du refus des jeunes, mais à l'opposé du militantisme des contestataires de 1968. Cette interprétation peut sembler excessive, et peut-être, préférera-t-on voir dans le groupe de

décalage l'expression des difficultés d'identification des jeunes d'aujourd'hui à des modèles collectifs, difficultés d'autant plus grandes qu'il est malaisé d'imaginer la société française de demain, mais qu'il est certain en tout cas qu'elle n'offrira pas aux jeunes d'aujourd'hui les mêmes possibilités qu'à leurs aînés. Même si la réalité actuelle de ce groupe ne semble pas aussi désastreuse que le pense Bernard Cathelat, il reste vrai qu'il porte en lui le risque d'un dérapage vers les formes pathologiques de dégradation du civisme. Là encore tout dépend, semble-t-il, de la capacité de la société française et de ses dirigeants politiques de proposer des projets et des modèles mobilisateurs. De l'aveu même de Bernard Cathelat, l'évolution en cours peut aussi bien conduire à la décadence qu'à la régénérescence de la société française. Et en définitive, l'étude des courants socio-culturels n'apporte à l'homme politique qu'une meilleure connaissance des contraintes d'opinion et de communication mais elle ne permet en rien de déterminer positivement les solutions politiques.

TROIS SCENARIOS

Des données aussi ambiguës sont-elles susceptibles d'apporter un complément utile aux moyens classiques de l'analyse économique et politique ? A coup sûr, mais à condition d'en user avec prudence et discernement. Il faut tout d'abord se garder de confondre les groupes de mentalités et les groupes sociaux, car des éléments de tous les groupes sociaux et de tous les groupes d'âge se retrouvent, mais en des proportions diverses, dans les groupes de mentalités qui correspondent aux divers styles de vie. Il faut d'ailleurs également se garder de confondre le rapprochement des conditions de vie et la formation d'un vaste groupe moyen de mentalité homogène, réfractaire aux idéologies. L'homme politique sait bien, ou devrait savoir aujourd'hui, que c'est à l'intérieur des classes moyennes que passent les clivages idéologiques les plus significatifs, et il a maintenant les moyens, grâce aux études d'Alain de Vulpian et de Bernard Cathelat, de mieux communiquer avec l'opinion et de mieux apprécier le soutien qu'elle peut apporter à son action. Le premier intérêt de l'étude des courants socio-culturels et des styles de vie est de nous éviter les illusions simplificatrices.

Plus précisément, ces études aident à mesurer les effets de la crise économique sur les mentalités et à déterminer l'ampleur des réactions de sécurité et de repli qui ont primé toutes les autres dans les dernières années. Par là-même, elles constituent un instrument utile de mesure des interactions entre le système social et le sous-système économique. L'évolution observable des attitudes, notamment à l'égard du travail va à l'inverse de ce qu'exige le redressement économique. Il y a contradiction entre l'évolution des attitudes du type "recentrage" et "décalage" et la pression internationale qui exige de nous toujours plus d'efforts et de compétitivité. Quant aux relations du système social et du sous-système politique, elles apparaissent fondamentalement divergentes depuis mai 1981, puisque les dirigeants du pays imposent, avec

tous les moyens de l'Etat, un changement contraignant à une société qui attend une libération des personnes et des initiatives, une société toujours plus complexe, qui appelle une large diffusion des responsabilités et des systèmes de contrôle assouplis.

Trois scénarios semblent plausibles, à partir des données actuellement disponibles, trois scénarios de croissance lente ou nulle jusqu'à la fin des années 80. La première voie est celle du déclin tranquille, sur la pente naturelle de l'inertie ; cette figure se dessine par simple extrapolation des tendances socio-culturelles, économiques et politiques. Le deuxième scénario est celui du déclin convulsif, c'est-à-dire marqué de crises brusques et graves, économiques, sociales ou politiques ; c'est, hélas, une probabilité qui est loin d'être négligeable si les contraintes ne sont pas allégées et si les politiques menées ne cessent pas d'aller à l'inverse d'une société complexe qui a besoin de plus de liberté. Le troisième scénario, qui, fort heureusement cette fois, n'est pas dénué non plus de probabilité, est celui du consensus retrouvé sur l'effort de restauration des équilibres fondamentaux et sur une croissance différente, qui pourrait emprunter certains de ses traits à ce que Lionel Stoleru appelle "l'alternance douce" et Alain Minc, "l'après-crise". Mais une politique de redressement national est nécessaire, qui exige, à notre sens, que trois conditions soient réunies. La réduction du poids de l'Etat-providence, en premier lieu, et un nouvel équilibre entre l'Etat, la société et le marché. Deuxièmement, un appel efficace à l'initiative et à l'effort ; et en ce qui concerne les courants socio-culturels, il est indispensable que les valeurs politiques mises en avant et les méthodes de l'action collective, favorisent ce que Bernard Cathelat appelle un type "de recentrage actif et dynamique" et permettent la réduction du "groupe de décalage". Enfin, il est nécessaire que se rétablisse une nouvelle communication politique basée sur la confiance.

Jean-Claude LAMBERTI

- (1) *Bertrand de Jouvenel : Arcadie, essai sur le mieux vivre.* Paris S.E.D.E.I.S. 1968 p. 32
- (2) *Jacques Lesourne : Les Mille sentiers de l'avenir.* Paris. Seghers 1981
- (3) *J.A. Schumpeter : Capitalisme, socialisme et démocratie.* Paris. Payot 1974
- (4) *Daniel Bell : Vers la société post-industrielle,* p. 38. Paris Robert Laffont 1976
- (5) *J.M. Donegani et G. Lescanne : Les raisons de vivre des Français de 20 à 40 ans.* Paris Le Centurion 1982
- (6) *Cet article figure dans l'ouvrage collectif, publié sous la direction de J.D. Reynaud et Y. Grafmeyer (Paris - La documentation française - 1981), sous le titre : "Français, qui êtes-vous ?".*
- (7) *Bernard Cathelat : Les styles de vie des Français : 1978-1998.* Paris A. Stanké 1977
Voir aussi le texte de l'émission "Questionnaire" du 30 juin 1981 à T.F.1. Jean-Louis Servan-Schreiber reçoit Bernard Cathelat : Les électeurs de gauche sont-ils conservateurs ?"
- (8) *J.F. Deniau : Les cents jours de l'ex-majorité, "Le Monde" 2 septembre 1981.*
- (9) *Lionel Stoleru : La France à deux vitesses.* Paris Flammarion 1982
- (10) *Club Echange et Projets : La Révolution du temps choisi.* Paris Albin Michel
- (11) *Réflexions sur l'avenir du travail.* Paris - La documentation française 1980
- (12) *Revue Echange et Projets n° 25-26 de mars 1981. Les mirages de la société duale.*
- (13) *Alain Minc : L'après-crise a commencé.* Paris Gallimard - nrf. 1982 p. 124
- (14) *In La Démocratie pluraliste, textes réunis et présentés par Jean-Louis Seurin. Paris Economica, 1981. François Bourricaud : "A quelles conditions les démocraties pluralistes sont-elles gouvernables ?" Michel Crozier : "Les démocraties européennes sont-elles devenues ingouvernables ?".*
- (15) *Pierre Rosanvallon : La Crise de l'Etat providence* Paris Seuil 1981 p. 35
- (16) *Jean-Claude Colli : Libérez l'égalité,* Paris La Table Ronde 1982, p. 106-107.
- (17) *Edouard Bonnefous : Le Monde en danger* Paris Le Moniteur 1982.
- (18) *Daniel Bell : les contradictions culturelles du capitalisme.* Paris. P.U.F. Collection sociologies 1979.

COLLOQUE FRANCE-FORUM

LES RAPPORTS EST-OUEST

*Le Colloque organisé par la revue **France-Forum**, le 24 février 1983, sur les rapports Est-Ouest, a consacré la majeure partie de ses réflexions aux problèmes des euromissiles et de la défense de l'Europe, dans les salons de la présidence du Sénat, obligeamment prêtés par M. Alain Poher.*

L'importance et l'urgence de ces problèmes, la difficulté qu'il y avait à rendre compte en une seule fois de débats très denses nous ont incité à publier dès que possible les textes mis à jours des rapports de M. Pierre Lellouche et de M. l'Ambassadeur de Rose.

Ce sont deux textes fondamentaux, d'une grande actualité. Le premier éclaire, avec précision l'enjeu stratégique, et plus encore politique, des négociations de Genève. Le second définit les orientations souhaitables d'une stratégie militaire de l'Europe et de la France, capable de faire face à la montée des périls.

On trouvera également dans les pages qui suivent un bref résumé par la Revue des discussions auxquels ils ont donné lieu. Au lendemain des vacances nous publierons le second volet du colloque : le rapport introductif du Professeur Hassner et les observations de Michel Tatu sur la stratégie soviétique, la communication du Professeur Smolar sur la Pologne, les déclarations de représentants de la dissidence soviétique et de la résistance afghane, ainsi que la synthèse générale des travaux.

Nous tenons encore une fois à remercier les personnalités de diverses tendances, les diplomates, les officiers généraux, les universitaires, les journalistes, les experts, qui ont participé à cette journée d'étude. Nous espérons qu'elle contribuera utilement à la recherche de réponses cohérentes à l'un des grands défis de notre temps.

Jacques MALLET

L'ENJEU DES EUROMISSILES

Rapport de Pierre LELLOUCHE

Depuis six ans que dure la bataille des Euro-missiles, le problème central du rééquilibrage du rapport des forces nucléaires en Europe a, le plus souvent, été occulté quant au fond, de par la façon même dont il a été posé devant

l'opinion publique. D'un côté, les pacifistes et certains partis sociaux-démocrates européens, relayés bien sûr par la propagande soviétique, ont choisi la voie la plus simple : celle de la démagogie et de l'intimidation. A les en croire, Pershing = guerre nucléaire "limitée" en

Europe. De l'autre, les milieux de l'OTAN qui ont eu à justifier la "double" décision du 12 décembre 1979 - prévoyant le déploiement des Pershing et des Cruise - ont cru devoir poser le problème en termes purement techniques (tant de missiles américains contre tant de SS-20 soviétiques), comme si le rapport des forces nucléaires en Europe pouvait se ramener à une sorte de décompte de "haricots" de part et d'autre. Bien évidemment, la tenue des négociations INF (1) de Genève sur ces mêmes missiles n'a fait qu'accentuer cette présentation "numérique" -donc parfaitement abstraite- du problème : puisqu'il n'est question que d'option "zéro", d'option "intermédiaire", d'option "162" etc...

Entre ces deux approches, bataille de propagande et bataille de chiffres, l'enjeu pourtant fondamental du déploiement des Pershing a trop souvent été perdu de vue. Sauf peut-être en France, où le Gouvernement de François Mitterrand a eu le courage, sur ce point, de poser les vraies questions.

A six mois du début du déploiement, il est donc important de revenir à l'essentiel, c'est-à-dire aux enjeux tant stratégiques que politiques de toute cette affaire pour l'avenir de l'Europe. Ceci nous permettra de mieux comprendre le cours des négociations actuelles à Genève et les scénarios possibles pour les mois qui viennent.

L'ENJEU STRATÉGIQUE

Au plan stratégique, l'enjeu de l'affaire des euromissiles -et des négociations INF de Genève- n'est autre que la détermination du rapport des forces nucléaires en Europe à l'horizon des années 1990 au moins.

Toute importance de cet enjeu ne peut être comprise que par référence à l'évolution de l'ensemble du rapport des forces Est/Ouest sur le Vieux Continent depuis une vingtaine d'années. Au cours de cette période, les Soviétiques ont réussi à imposer ce qu'ils considèrent à juste titre comme la donnée centrale du jeu stratégique mondial : à savoir la "parité" stratégique avec les Etats-Unis : en fait, la *neutralisation* du potentiel nucléaire stratégique central américain pour la défense de territoires autres que les Etats-Unis eux-mêmes.

C'est là le nœud du problème stratégique actuel pour ce qui concerne l'Europe protégée jusqu'ici par l'extension de la garantie nucléaire américaine. Le fait que les Soviétiques disposent aujourd'hui de fusées non seulement capables d'atteindre le territoire américain, mais aussi d'infliger une frappe contre-force contre les armes stratégiques américaines est une réalité éminemment importante pour l'avenir autant que, comme le prouvent les démêlés de l'Administration Reagan avec son programme de réarmement, la parité est là pour durer. Il est extrêmement peu probable en effet que les Américains arrivent à retrouver leur supériorité nucléaire d'antan ou bien même qu'une percée technologique intervienne dans un avenir prévisible, qui permette à l'un ou l'autre des deux Grands de dégager un avantage stratégique fondamental. Le Président Reagan aura beau multiplier

les discours sur la "guerre des Etoiles", le fait fondamental est que la vulnérabilité mutuelle des deux Grands -et de chacune des composantes de leurs arsenaux stratégiques- est désormais une donnée probablement intangible de la relation stratégique entre les superpuissances et partant, du système stratégique mondial.

Pour ce qui concerne l'Europe, les conséquences de cette "parité" au plan nucléaire central sont d'autant plus importantes que l'on assiste depuis une vingtaine d'années à une progression constante des forces *conventionnelles* soviétiques. Ce n'est pas là une révolution, mais au contraire une évolution presque "permanente" à laquelle les Européens se sont d'ailleurs résignés depuis longtemps. De fait, la dernière fois que des Occidentaux ont tenté de remédier à cette situation remonte à ... 1952, date d'une réunion ministérielle des pays de l'OTAN à Lisbonne, au cours de laquelle l'Alliance devait fixer des objectifs de réarmement conventionnels ambitieux : 90 divisions et 9000 avions. Objectifs qui furent rapidement enterrés du fait de contraintes économiques et sociales au demeurant toujours visibles aujourd'hui.

Si pendant toute cette période, l'Occident -et l'Europe en particulier- s'étaient habitués à vivre avec la supériorité de l'Armée Rouge, c'est que la supériorité nucléaire américaine de l'époque était perçue comme suffisante pour compenser l'infériorité conventionnelle de l'Occident. Le fait est cependant que cet "équilibre des déséquilibres" est désormais rompu : la supériorité nucléaire américaine a disparu depuis la fin des années 60 ; par ailleurs les Soviétiques sont parvenus, depuis 15 ou 20 ans, à accroître leur avantage conventionnel, non seulement sur le plan quantitatif, mais en déployant également des systèmes qualitativement aussi modernes que les systèmes américains ou occidentaux, notamment dans des domaines où ils n'avaient pas d'armes équivalentes auparavant (hélicoptères de combat par exemple, missiles anti-chars etc...).

Mais, le fait nouveau et capital dans cette transformation du rapport des forces sur le Vieux Continent, tient à ce qui s'est passé au cours des années 1970 au niveau des forces *nucléaires* en Europe même. Pour comprendre cette évolution, il convient de faire un bref retour en arrière d'une vingtaine d'années : à l'issue de la crise de Cuba, Américains et Soviétiques avaient conclu une sorte d'accord de désengagement nucléaire présenté à l'époque, mais à tort, comme une grande victoire pour l'Administration Kennedy : Washington obtenait le retrait des fusées soviétiques de Cuba en échange du retrait des fusées américaines à moyenne portée, essentiellement de systèmes THOR et JUPITER déployés à l'époque en Angleterre et en Turquie. Les soviétiques conservaient cependant leurs fusées SS-4 et 5 braquées sur l'Europe : à l'époque où ils ont été déployés, dans les années 50, ces systèmes étaient les seules armes réellement stratégiques dont disposait l'Union Soviétique face à la supériorité nucléaire américaine. Armes anti-cité à très forte puissance, très peu précises, nécessitant une

longue préparation au tir, mais de portée insuffisante pour atteindre les Etats-Unis, les SS-4 et 5 étaient essentiellement destinés à prendre l'Europe pour otage et donc à prémunir l'Union Soviétique contre le risque d'une attaque américaine contre le territoire soviétique, à une époque où les Américains restaient eux-mêmes invulnérables à une frappe nucléaire équivalente. Cet équilibre de la terreur par "Européens interposés" n'était certes nullement réjouissant pour l'Europe (souvenons-nous des précédents mouvements pacifistes des années 50), mais il était du moins compréhensible sur le plan stratégique.

Ce qui est beaucoup moins compréhensible, c'est que les Soviétiques n'ont jamais cessé de déployer ces fusées à moyenne portée et que leur nombre n'a cessé d'augmenter, *longtemps après* qu'ils aient atteint eux aussi la capacité de frapper directement le territoire américain au moyen de fusées intercontinentales. Ainsi, à la fin des années 60, l'URSS disposait de 750 SS-4 et 5. Par la suite, ce nombre devait légèrement diminuer jusqu'à ce que dans les années 70, donc au beau milieu de la détente, les Soviétiques prirent la décision de construire le SS-20. Fait significatif, cette décision a très probablement été prise en 1972, l'année même de la signature du Traité SALT I. Les premiers essais du SS-20 ont eu lieu en 1974, au beau milieu de la détente, un an avant les accords d'Helsinki. Quant au déploiement des SS-20, celui-ci a commencé en 1976-77 alors que la détente régnait encore en Europe.

Ce contexte là est fondamental pour la compréhension du "pourquoi" du SS-20. On le voit, le SS-20 n'est donc pas une simple "modernisation" des SS-4 et 5 en riposte au prétendu accroissement des "systèmes avancés" (FBS) américains (lesquels ont en fait été fortement réduits après la crise de Cuba). L'alibi des forces françaises et britanniques, avancé tardivement par M. Andropov, n'est pas davantage convaincant puisque celles-ci étaient inférieures dans les années 70 à 1 % du potentiel nucléaire stratégique soviétique et que l'URSS disposait -et dispose toujours- de toute une panoplie d'armes capables de vitrifier de nombreuses fois Paris et Londres.

Si l'on garde à l'esprit l'évolution du rapport des forces qui vient d'être rappelé à grands traits, s'agissant notamment de la neutralisation du potentiel nucléaire américain et de l'accroissement de la supériorité conventionnelle soviétique en Europe, alors le SS-20 prend toute sa signification. La supériorité nucléaire régionale qu'il confère à l'URSS lui permet d'atteindre en effet un triple objectif : d'abord une capacité de frappe militaire contre tous les objectifs importants de l'OTAN, ensuite un moyen d'intimidation politique contre les opinions publiques européennes, et surtout le SS-20 devient le maillon essentiel du découplage stratégique entre l'Europe et les Etats-Unis dans le cadre d'une politique délibérée de contre-dissuasion, de déni de l'escalade nucléaire infligé à la partie occidentale.

LES RISPOTES DE L'OTAN AU SURARMEMENT SOVIETIQUE

C'est qu'en effet, la doctrine actuelle de "riposte graduée" de l'OTAN -définie en 1967 après 10 années de controverses au lendemain du lancement de Spoutnik- prévoit précisément que face à la supériorité conventionnelle de l'URSS, les Etats-Unis seraient prêts au besoin à utiliser l'arme nucléaire *en premier*. Ce que les Soviétiques ont fait c'est précisément de dénier cette capacité du premier emploi de l'arme atomique, d'abord en neutralisant les armes stratégiques américaines, ensuite en établissant en Europe une suprématie nucléaire absolue au sens militaire du terme. C'est donc cela l'enjeu stratégique central du SS-20 et c'est en ce sens là que l'on ne peut pas dire que le SS-20 n'ajoute rien aux SS-4 et 5 ni qu'il s'agit d'une simple "modernisation". Le résultat de cette évolution du rapport des forces, c'est que le premier emploi de l'arme atomique par les Etats-Unis a été remis en question et que, dès lors, l'OTAN s'est vu contraint de repenser l'ensemble de sa posture nucléaire.

Face à cette situation, les responsables de l'OTAN ont très maladroitement pris un certain nombre de décisions à partir du milieu des années 70. Trois types de mesures ont été prises qu'on a eu trop tendance à oublier dans la cacophonie qui a entouré l'affaire des euromissiles. La première de ces mesures, prises en 1977, avait pour objectif d'élever le seuil nucléaire et donc de ne pas contraindre le Président américain à utiliser l'arme nucléaire en premier très tôt après le début des hostilités. Elle consistait en un programme de réarmement conventionnel à long terme et en un engagement des pays de l'OTAN (France non comprise) d'augmenter leur budget de défense (donc leurs forces conventionnelles) dans une proportion de 3 % par an après inflation. (Cette insistance sur le réarmement conventionnel réapparaît aujourd'hui sous une autre forme avec le "Plan Rogers"). Les deux autres mesures -la bombe à neutrons en 1977-78 et la modernisation des armes à moyenne portée en 1979- visaient à restaurer la dissuasion au plan nucléaire. On connaît la suite : l'engagement des 3 % et la modernisation des forces conventionnelles ont largement capoté avec la crise économique ; quant à la "décision" sur la bombe à neutrons, celle-ci s'est traduite par la catastrophe politique que l'on sait : après que l'Administration Carter ait fait pression sur les Européens pour qu'eux-mêmes prennent la décision -ce qui était en soi une transformation fondamentale de la règle du jeu dans l'Alliance- et après que le Chancelier Schmidt ait au bout d'un an et demi obtenu un consensus en Allemagne pour déployer la bombe à neutrons, le Président Carter qui était profondément anti-nucléaire a finalement fait volte face en abandonnant le projet de déploiement. Schmidt s'est alors retrouvé au milieu du gué et complètement isolé au plan intérieur.

La lamentable affaire de la bombe à neutrons jouera deux ans plus tard un rôle tout à fait fondamental dans le dossier des euromissiles. La troisième mesure -la moder-

défense du Continent européen. L'objectif était de restaurer la continuité stratégique entre le territoire "sanctuarisé" des deux Grands et le territoire européen à l'ère de la parité stratégique et de la supériorité conventionnelle soviétique.

Mais -et c'est cela qui est fondamental et qui constitue l'une des sources de la controverse actuelle- il faut bien comprendre que le Pershing à lui seul ne représente pas une garantie absolue. Ceux qui, en effet, voient dans la décision de 1979 le remède idéal aux contradictions de la posture stratégique de l'Alliance se trompent. Tout comme se trompent ceux qui critiquent la décision en arguant que les Pershing n'ont aucune signification militaire pour le recouplage. La vérité -qui n'est certes pas bonne à dire politiquement- c'est que le Pershing donne au Président américain les moyens de mener à bien le recouplage entre l'Europe et l'Union Soviétique sans recourir aux systèmes centraux. Mais, même dans ce cas, le déploiement des Pershing ne confère pas de garantie absolue ou automatique que le Président américain "appuiera sur le bouton". Cette garantie là vient de l'ensemble de la corrélation des forces en Europe aussi bien au niveau conventionnel qu'au niveau nucléaire. C'est ce malentendu qui a donné lieu aux critiques désormais bien connues contre la décision de l'OTAN. Soit que le Pershing ne recouple pas, au contraire... qu'il signifie la guerre nucléaire limitée, soit qu'il est préférable d'écarter tout risque nucléaire en se contentant d'un réarmement conventionnel et en renonçant carrément à l'option de l'emploi nucléaire en premier.

Ce qu'il faut bien comprendre cependant c'est que le déploiement des euromissiles, face au potentiel nucléaire soviétique est essentiel à la restauration de l'équilibre nucléaire en Europe, mais que cet équilibre nucléaire là n'est pas en lui-même une condition suffisante de l'équilibre global dans la région parce que l'élément conventionnel est stratégiquement tout aussi important. C'est précisément parce que la décision de 1979 sur les euromissiles est à la fois imparfaite et incomplète que nous assistons à un nouveau grand débat, dirait Raymond Aron, sur le fond du problème qui est le partage du risque nucléaire entre les alliés. D'un côté, les Européens essayent de repousser ce risque sur les superpuissances et sur les Etats-Unis en particulier. C'est ce que disait justement Kissinger lorsqu'il évoquait le "rêve secret des Européens qui consiste à voir les deux super-puissances se faire la guerre au-dessus de leurs têtes". Tandis que du côté américain au contraire, la tentation a toujours été -et demeure- de limiter le risque nucléaire à l'Europe aussi bien au niveau de l'emploi des armes qu'au niveau de violence. C'est pour cela que l'on trouve à l'heure actuelle aux Etats-Unis chez les Conservateurs un certain nombre de personnes qui raisonnent en terme de contrôle de l'escalade et de guerre nucléaire limitée ou de "Warfighting" tandis qu'à "gauche", chez les Libéraux, on trouve l'idée qu'il faut se désengager nucléairement en Europe et que la défense de l'Europe doit être essentiellement conventionnelle. D'où la proposition de "No First Use" l'idée de non emploi en premier, idée sous-jacente chez

URSS : missile S.S.20

nisation des fusées à moyenne portée au moyen des Pershing et des Cruise- quant à elle à recréer les moyens du couplage entre la garantie nucléaire américaine et la

beaucoup de ceux qui appuient les projets du Général Rogers.

Ceci nous mène à une première conclusion d'ensemble: quoiqu'il arrive à la fin de l'année s'agissant de l'application de la fameuse décision de 1979, le problème nucléaire de l'Alliance demeurera. Les Pershing 2 et les Cruise sont une condition nécessaire mais non suffisante aux problèmes nouveaux de la défense de l'Europe dans le contexte actuel de la corrélation des forces avec l'URSS. Le problème de la redéfinition de la stratégie et de la posture nucléaire de l'Alliance continuera donc à se poser et exigera sans doute d'autres types de solutions au plan des armes conventionnelles notamment.

UNE ENJEU POLITIQUE MAJEUR

Venons en maintenant au second volet de la bataille des euromissiles : son enjeu politique. Cet enjeu tient à une évidence, que l'on a trop tendance pourtant à oublier, à savoir que toute relation politique équilibrée avec l'Union Soviétique ne peut être fondée que sur un équilibre des forces militaires. Ceux qui citent le fameux Rapport Harmel de 1967 pour préconiser la négociation en même temps que la défense devraient se souvenir que la notion clé de ce rapport est que la détente n'a pu être construite que sur la base d'un équilibre des forces nucléaires et conventionnelles et qu'elle ne peut se poursuivre que si cet équilibre est maintenu. Or, depuis quinze ans force est de constater que l'on a eu trop tendance, notamment en Europe, à oublier la partie défense de ce fameux couple défense/détente, tout en fermant les yeux sur les "accros" soviétiques à la détente. Pire, devant l'intimidation croissante de la puissance soviétique, l'Europe a donné l'impression de chercher à acheter des "concessions" de la part de l'URSS -notamment par le commerce- alors que le rapport de forces, lui, ne cessait de se dégrader. Il est parfaitement illusoire donc, si la restauration du rapport de forces ne se fait pas à partir de la fin de cette année d'imaginer qu'on pourra reconstruire par la suite une relation politique équilibrée avec l'Union Soviétique. C'est là aussi l'enjeu essentiel de la décision de 1979 et des choix qui devront être faits dans les mois qui viennent.

Au delà, l'issue de l'affaire des euromissiles recèle un autre test capital pour les démocraties occidentales : si, sous la pression de l'URSS et d'une partie de leurs opinions publiques, les Européens étaient amenés à revenir sur leur décision de déploiement -en cas de désaccord à Genève- alors la preuve aura été faite que l'Alliance Atlantique est désormais incapable d'appliquer une décision militaire qu'elle aura prise elle-même.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, il faut évidemment revenir à l'affaire déjà évoquée de la bombe à neutrons. L'erreur tragique a consisté alors pour le Président Carter, à demander aux Allemands de prendre une décision nucléaire qu'ils ne pouvaient pas prendre. L'Allemagne non-nucléaire et divisée de l'après-guerre ne peut pas prendre de décision nucléaire. En demandant

aux Européens de décider pour lui, le Président Carter a enclenché une réaction en chaîne que personne n'a contrôlé depuis lors. Que s'est-il passé en effet ?

Il s'est passé que l'Allemagne, prise entre les exigences américaines et les pressions de l'URSS, s'est arrangée pour ne pas décider. Bien qu'elle ait soulevé la première le problème des armes à moyenne portée (par le fameux discours d'Helmut Schmidt en 1977), la RFA s'est rapidement trouvée dans l'impossibilité politique d'y remédier, dès lors qu'il a été question de déployer de tels systèmes sur le sol allemand. La raison fondamentale de

cette impossibilité tient bien sûr à la division de l'Allemagne, situation qui avait conduit vingt ans auparavant le Chancelier Adenauer à refuser le déploiement de fusées américaines analogues. Qu'a donc fait l'Allemagne ? Elle a mis deux conditions au déploiement. La condition de "non-singularité" qui consiste pour les Allemands à dire qu'ils ne déploieront les armes que si un autre Etat non-nucléaire en fait de même. Autrement dit, on "repassse le bébé", si je puis dire, à des petits Etats comme la Belgique ou la Hollande, et donc une décision de caractère fondamental comme celle du rééquilibrage nucléaire est finalement sensée être décidée par une poignée de députés belges ou hollandais.

L'avantage de la formule est que, ce faisant, on gagne du temps, on fait partager la responsabilité nucléaire dont on ne veut pas et on "européanise" le problème de sécurité allemand. Mais du même coup, le sort de l'Alliance échoit à des partis ou à des petites nations dont certains ont de réelles tendances neutralistes, ce qui n'était pas le cas, au départ, de l'Allemagne.

La deuxième condition posée par les Allemands était l'idée d'une négociation parallèle en attendant l'échéance du déploiement. Intellectuellement et moralement, l'approche paraissait attrayante : puisque le nombre final des missiles devant être déployés sera fonction des réductions de l'autre partie, n'était-ce pas là le moyen idéal de rééquilibrer le rapport des forces nucléaires, mais à des niveaux inférieurs, peut-être même, qui sait, à zéro ? L'ennui c'est que cette admirable formule exigeait pour réussir que deux conditions au moins fussent réunies :

- qu'elle puisse fonctionner bilatéralement d'abord, et que l'URSS "joue le jeu", et
- que l'opinion publique occidentale ne vienne pas au fil des mois vider de son sens l'engagement initial de déploiement en cas d'échec des négociations.

LA "DOUBLE DÉCISION" DE 1979

Malheureusement, chacune de ces conditions s'est retournée -comme cela était d'ailleurs prévisible- contre les auteurs de la décision de 1979. En premier lieu, les Soviétiques n'ont pas joué le jeu, ou plutôt ils l'ont joué à leur manière : ils ont d'abord déployé leurs SS-20 et ce n'est qu'ensuite qu'ils ont proposé de négocier. En fait, la courbe de ces dernières années révèle que plus les Soviétiques ont accumulé de SS-20, plus ils ont eu "envie" de négocier. Dans ces conditions, l'approche occidentale qui consistait à n'échanger que des missiles en papier, une promesse de missiles, contre des missiles en métal, devenait véritablement problématique. Elle aboutissait en réalité à conférer à l'Union Soviétique un droit de veto préventif sur le déploiement des moyens de l'Alliance. On imagine aisément ce qu'il adviendrait si le Président de la République Française décidait de construire un huitième sous-marin et si, au lieu de prendre la décision, il téléphonait au Kremlin en disant : "Est-ce que vous êtes d'accord pour ouvrir des négociations au sujet de mon huitième sous-marin ?". C'est un peu ce qu'a fait l'OTAN en la matière en créant de ce fait un énorme précédent

pour toutes les modernisations ultérieures de son arsenal nucléaire. Il faut craindre, en effet, que le problème demeurera à l'avenir et que nous ayons dans cette affaire un précédent politique fondamental dont on n'a pas fini de mesurer toutes les conséquences à long-terme.

Autre conséquence, le débat s'est trouvé rapidement transféré de la table des négociations au niveau de l'opinion publique et devant les écrans de télévision. C'est là que la deuxième condition a joué à contre sens : avec cette "double" approche, on répand du même coup dans l'opinion publique l'idée que si l'on arrive à se mettre d'accord, entre diplomates à Genève, on pourra alors faire l'économie d'un déploiement et d'une décision militaire. Il se crée par conséquent dans l'opinion publique la perception que ou bien les armes en question ne sont pas vraiment nécessaires, ou bien que l'on peut aisément parvenir à un accord, alors que les gouvernements eux savent très bien qu'une négociation de ce genre ne peut aboutir qu'au bout de longues années -dans le meilleur des cas. Il en résulte ainsi un décalage fantastique entre les attentes des opinions publiques et le déroulement réel du rapport de puissance entre les Etats. S'enclenche alors une nouvelle mécanique infernale. Précisément parce que les gouvernements doivent rassurer leurs opinions tout en négociant, la charge de la preuve se trouve subitement renversée. Alors que les Soviétiques accumulent semaine après semaine leurs SS-20 depuis six ans, c'est aux Occidentaux et surtout aux Américains qu'il revient d'apporter la preuve quasi quotidienne de leur "bonne foi" dans les négociations. Tâche immensément difficile de par la complexité du sujet, mais surtout de par le fait que les Soviétiques jouent de l'assymétrie fondamentale des opinions publiques entre l'Est et l'Ouest. Tandis que le Kremlin n'a pas à se préoccuper des états d'âmes du citoyen soviétique moyen, il a par contre accès à nos opinions et sait les utiliser. Evidemment, l'Union Soviétique ne s'est pas privée d'exercer cette prérogative en alternant depuis quatre ans les menaces (sur l'imminence de la guerre, surtout en cas de déploiement) et les fausses concessions apparemment alléchantes (moratoire, inclusion des forces française et britannique en échange de réductions des SS-20 etc...). D'un choix de caractère militaire pris à l'unanimité entre gouvernements responsables, la décision de 1979 s'est donc transformée au fil des années en une sorte de psychodrame public dont les Européens sont à la fois les acteurs inconscients et surtout les objets.

J'en arrive à ma seconde conclusion, politique cette fois. Si, en cas d'impasse à Genève, la décision de 1979 n'est pas appliquée dans sa partie déploiement, la preuve sera faite que l'Union Soviétique dispose d'ores et déjà de davantage d'influence politique sur l'Europe de l'Ouest que les Etats-Unis et que de facto elle a établi un droit de regard sur les politiques de défense des Etats européens. A terme évidemment, l'Union Soviétique, si elle obtenait un tel résultat, chercherait par la suite à le consolider en imposant le système de dénucléarisation de sa périphérie qu'elle vise à obtenir depuis longtemps, au moyen de diverses propositions concernant la dénucléarisation de

la Scandinavie, des Balkans, de l'Europe centrale. A plus long terme, l'objectif de cette politique consiste à obtenir l'expulsion de ce qui resterait alors de la présence américaine en Europe, ce qui changerait bien sûr l'ensemble de la corrélation des forces à l'échelle mondiale.

L'autre risque majeur d'une telle issue qui cette fois-ci est américain, concerne l'effet de la non-application de la décision sur l'attitude des Etats-Unis à l'égard de l'Europe. L'effet de "boomerang" anti-européen qu'entraînerait la non-application de la décision de l'OTAN est d'autant plus prévisible en effet que les Etats-Unis sont traversés, on le sait, par de nouveaux courants "unilatéralistes" et parfois néo-isolationnistes aussi bien dans les milieux conservateurs que libéraux.

Survie politique de l'Europe démocratique, équilibre des relations avec l'URSS, sauvegarde de l'Alliance Atlantique, voilà donc le triple enjeu politique de la bataille des euromissiles. Examinons maintenant la partie diplomatique en cours à Genève et les hypothèses possibles d'évolution jusqu'à la date prévue pour le premier déploiement, en décembre prochain.

IMPASSE A GENÈVE !

Le 17 mai dernier, les délégations américaines et soviétiques ont repris leurs négociations après 6 semaines d'interruption. Disons tout de suite que les chances d'un accord apparaissent aujourd'hui -à six mois de l'échéance du déploiement- aussi éloignées qu'en novembre 1981 lorsque s'ouvrirent les conversations INF.

Sur le fond en effet, les positions des deux parties restent inchangées, même si par touches successives, celles-ci se sont peu à peu affinées et si les divergences fondamentales sont désormais clairement définies.

Du côté américain, l'"option zéro" proposée initialement a été finalement abandonnée quelques semaines après l'élection du Chancelier Kohl le 6 mars dernier, au profit d'une "solution intérimaire", non chiffrée qui consiste -comme le veut la décision de 1979- à trouver un plafond égal entre le nombre de fusées américaines qui

sera finalement déployé et celui des fusées soviétiques, après d'éventuelles réductions.

L'abandon de l'option zéro était de toutes façons prévisible depuis longtemps. Lorsqu'elle fut avancée pour la première fois, en novembre 1981, la solution zéro visait avant tout un double objectif politique : faire pièce à l'offensive de paix soviétique et prendre de vitesse les pacifistes européens en avançant l'idée d'un "Ni Pershing, ni SS-20".

De fait, l'avantage politique non négligeable qui fut ainsi obtenu devait être assez rapidement contrebalancé par deux inconvénients majeurs :

- au plan militaire d'abord, l'option zéro était un non-sens, en contradiction flagrante en tous cas avec les termes de la décision de 1979. Ou bien, en effet, les Pershing s'imposaient pour que soit atteint l'objectif du recouplage, SS-20 ou pas (étant donné l'évolution du rapport des forces dans son ensemble), ou bien l'Alliance pouvait se passer des Pershing. Mais, dans ce cas, quelle était donc la rationalité militaire de la décision de 1979 ?

- autre inconvénient, politique cette fois : chacun du côté occidental savait l'option zéro inacceptable pour les Russes et donc non négociable. A terme, s'y accrocher finirait par faire apparaître les Etats-Unis, aux yeux de l'opinion européenne, comme cherchant à saboter les négociations. C'est en effet ce qui se passa au cours de l'année 1982, si bien que l'un après l'autre, chacun des gouvernements européens devait publiquement "lâcher" l'Administration Reagan et son option zéro, tout en faisant pression sur Washington pour que les Etats-Unis adoptent une position à la fois plus "réaliste" et plus "flexible". Au total, la phase de l'option zéro aura duré un an : dès la réunion annuelle des pays de l'OTAN fin 1982, il était clair que l'option zéro avait vécu. Les Etats-Unis attendirent pour l'enterrer officiellement que le cap fondamental des élections allemandes fut franchi avec succès en mars 1983.

L'option "intérimaire" quant à elle ne présente pas l'inconvénient stratégique de l'option zéro. Elle satisfait

au contraire pleinement à l'objectif du couplage. Elle présente, toutefois, au plan politique les mêmes problèmes que la position précédente, à savoir l'opposition d'une partie importante de l'opinion publique européenne à *tout* déploiement quel qu'il soit. L'évolution du SPD depuis le départ du Chancelier Schmidt est sur ce point symbolique et importante à la fois, puisqu'il est désormais probable que ce parti se prononcera lors de son prochain congrès en novembre prochain, contre toute forme de déploiement, même en cas d'échec à Genève.

L'autre inconvénient de l'option intérimaire c'est qu'elle a été jugée inacceptable pour les Soviétiques bien avant qu'elle n'ait été officiellement proposée. Contrairement à nombre d'Européens qui continuent de croire qu'un accord à Genève-quel qu'il soit- permettra de faire l'économie du déploiement, les Soviétiques ont fort bien compris que par définition toute solution intérimaire signifie au moins un certain nombre de fusées américaines.

Or, sur ce point, la position soviétique, malgré certaines retouches récentes destinées avant tout à influencer l'opinion publique européenne, n'a absolument pas varié. Les Soviétiques continuent de s'opposer à *tout* déploiement américain. "Une seule fusée" a écrit Valentin Faline dans *Izvetzia* "modifierait le contexte stratégique global" puisqu'un tel déploiement irait à l'encontre du sacro-saint principe de "sécurité égale". Pour Moscou, "sécurité égale" veut dire que l'URSS s'arroge le droit de menacer l'Europe -et tous les pays de sa périphérie- au moyen d'armes nucléaires, mais que ceux-ci n'ont pas le droit de répliquer au moyen d'armes américaines équivalentes. Poussée à son terme, la logique soviétique implique que l'URSS a le droit de disposer d'autant d'armes nucléaires que toutes les autres puissances nucléaires -non soviétisées- de la planète : Balance égale, donc avec les Américains au niveau des armes nucléaires stratégiques à portée intercontinentale (START), mais balance égale également avec les puissances nucléaires régionales à la périphérie de l'URSS (INF). D'où l'insistance soviétique à demander la prise en compte, à Genève, des forces nucléaires française et britannique, et les propositions Andropov dans ce domaine sur lesquelles nous allons revenir. Au total donc, "sécurité égale" pour l'URSS signifie sécurité absolue, mais aussi inégalité et insécurité absolues pour tous les autres.

A partir d'un tel concept, la position soviétique à Genève est à la fois simple, intelligente et "bétonnée" pourrait-on dire. Moscou ne prétend plus aujourd'hui -comme c'était le cas au début de l'affaire des euromissiles- qu'il existe une "parité" eurostratégique, et qu'il suffirait de prononcer un "moratoire" pour la confirmer. L'argument a quelque peu évolué en effet, mais le résultat est le même : M. Andropov propose aujourd'hui un accord autour d'un plafond égal entre le nombre des systèmes soviétiques SS-20 déployés contre l'Europe (moins, par conséquent, une bonne centaine de

ces fusées déployées à l'Est de l'Oural contre le Japon et la Chine), et la somme des systèmes nucléaires stratégiques français et britannique. Au départ, le plan Andropov prenait les missiles eux-mêmes comme unité de compte : d'où le chiffre de 162 proposé par Moscou en décembre dernier. Tout récemment, M. Andropov a décidé d'adopter le nombre d'ogives comme base de calcul, en fixant à 436 le nombre des charges françaises et britanniques. Le SS-20 portant 3 charges MIRV, cette solution laisserait à l'URSS environ 140 SS-20 déployés à l'Ouest contre évidemment zéro système américain.

La ficelle a beau être grosse, elle n'en est pas moins efficace. Aux yeux de bon nombre d'Européens, la proposition soviétique a toute l'apparence de l'honnêteté et de l'équité. Après tout, qui en dehors de la France ou de la Grande Bretagne, se soucie de différencier entre le caractère "stratégique" des armements de ces deux pays et les Pershing américains ? quelles que soient leur nationalité ou leur mission, ces armes ne sont-elles pas dirigées contre Moscou ? L'argument -il faut le savoir- porte auprès de nombre de nos voisins, et il est à craindre que posée en ces termes, l'affaire des euromissiles, après avoir divisé l'Alliance, ne vienne maintenant déchirer les Européens entre eux. Le risque est, en effet, que les Français et les Britanniques, en refusant -fort justement d'ailleurs- d'inclure leurs forces dans le marchandage de Genève, n'apparaissent finalement, aux yeux de non-nucléaires européens comme les obstacles à la paix, à l'accord qui empêchera les Pershing. Nombre de signes inquiétants qu'il serait trop long d'énumérer ici sont malheureusement visibles dès à présent.

L'autre avantage et non des moindres de la position soviétique -outre qu'il permet d'exclure tout déploiement américain- est qu'il donne aussi à Moscou une sorte de droit de regard à venir sur la modernisation future des forces françaises et britanniques. Si un accord de ce genre était signé, l'URSS pourrait s'opposer à tout accroissement des forces européennes en menaçant d'ajouter de nouveaux SS-20 pour chaque nouvelle ogive française ou britannique. Or, on connaît les plans de modernisation de ces deux pays à l'horizon des années 1990, notamment en ce qui concerne le déploiement de fusées à ogives multiples.

Compte-tenu de la position soviétique, le fait est que les négociations de Genève -et ce n'est pas là la moindre de leur ironie- tournent entièrement autour de la question de l'inclusion ou de la non-inclusion des forces des deux pays absents de la table des négociations : la France et la Grande Bretagne.

Bien évidemment, les négociations sont de ce fait totalement dans l'impasse : les Etats-Unis -et l'OTAN- ne peuvent en aucun cas céder sur le problème de l'inclusion pour les raisons évoquées plus haut... Quant aux Soviétiques, il est à mon sens exclu qu'ils reviennent sur les deux fondements essentiels -et fort anciens- de toute leur attitude dans cette affaire, à savoir : le refus de *tout* déploiement du côté américain et la prise en compte des forces européennes (que Moscou réclame depuis l'ouverture du

processus SALT en 1969). Dans ces conditions, il me paraît infiniment improbable que les négociations de Genève puissent aboutir à un accord dans un avenir prévisible et en tout cas d'ici la fin de l'année, date du premier déploiement.

L'ÉPREUVE DE FORCE POLITIQUE NE FAIT QUE COMMENCER

L'on se dirige donc vers une épreuve de force fondamentalement politique, dont le théâtre et l'objet seront une fois de plus l'opinion publique européenne.

Tout le problème pour les États-Unis, comme pour les gouvernements européens, va consister à maintenir la cohésion de l'Alliance dans les mois qui viennent et surtout à franchir le cap crucial du premier déploiement. Sur ce plan, la position occidentale apparaît aujourd'hui infiniment plus solide qu'à aucun moment depuis le début de cette affaire. La victoire de Helmut Kohl a sans conteste été un tournant fondamental, que viendront conforter les résultats des élections de juin en Grande Bretagne, comme en Italie. Par ailleurs, la division croissante des mouvements pacifistes -en proie à des problèmes de politisation nés de leur propre succès- et surtout la reprise économique transforment le climat des opinions publiques. Le prestige de l'Amérique est en hausse -surtout si celle-ci est perçue comme pouvant sortir l'Europe de la crise- et les Européens se lassent peu à peu des thèmes abstraits de la paix et de l'holocauste atomique pour se préoccuper surtout de la situation économique. Au total donc, l'hypothèse d'un déploiement réussi dans les trois pays clés concernés (RFA, Grande Bretagne, Italie) en décembre prochain, apparaît désormais comme politiquement possible sinon entièrement probable.

Il reste que l'issue de la bataille est loin d'être gagnée. L'URSS dispose d'ici décembre de deux cartes maîtresses qu'elle n'a pas vraiment abattues jusqu'ici.

La première consiste à faire pression sur l'Allemagne par le biais des relations inter-allemandes. Au lendemain de la victoire de Kohl, Moscou a fait allusion au risque pour la RFA de voir compromettre toutes ses relations avec la RDA en cas de déploiement des Pershing. Des tensions récentes à Berlin et l'annulation de la visite de Honnecker à Bonn démontrent une escalade certaine en ce sens. Toute la question est bien de savoir comment réagira l'opinion Ouest-Allemande devant un tel chantage, surtout s'il est couplé, comme c'est probable, à de nouvelles "concessions" spectaculaires à Genève de la part de l'Union Soviétique.

C'est là en effet que réside l'autre carte importante dont dispose Moscou. L'énorme quantité de SS-20 déjà déployés (350 au total dont 250 contre l'Europe) donne au Kremlin toute latitude pour proposer des "coupes profondes" spectaculaires que les Européens auraient bien du mal à refuser. On peut par exemple, imaginer, comme le lui a déjà suggéré M. Egon Bahr, lors d'un récent voyage à Moscou que M. Andropov propose une réduction de ces SS-20 non plus à 160 ou à 140, mais à 50

missiles (ou 150 ogives). En échange bien sûr du non-déploiement des Pershing. Là aussi, quelle serait l'attitude de l'Allemagne ou de l'Europe?

Reste enfin si ces deux cartes échouent une dernière option à la disposition du Kremlin. Celle de l'"après-décembre". J'ai dit plus haut que l'URSS n'acceptera aucune solution "intérimaire" américaine puisque ceci reviendrait à entériner un déploiement, même partiel de fusées américaines. Si cela est vrai, il pourrait être dans l'intérêt de Moscou de laisser s'effectuer (après s'y être opposé bien entendu) le premier déploiement prévu en décembre et de tirer avantage par la suite des retombées politiques qui en découleraient tant en Europe que dans l'Alliance. Il faut prévoir en effet que le premier déploiement s'accompagnera de manifestations qui elles-mêmes risquent de dégénérer dans la violence. Qui peut alors prévoir les conséquences d'un enchaînement qui commencerait par des coups de feu tirés aux abords d'une base de l'US Air Force en Allemagne ou en Italie? "L'idéal pour les Soviétiques" comme l'a suggéré récemment Pierre Hassner serait "de voir deux religieuses allemandes tuées par des sentinelles américaines au cours d'une manifestation qui aurait mal tourné". Quelles seraient alors les conséquences politiques aux États-Unis, au seuil d'une année électorale? On imagine aisément la réaction de certains candidats à la Maison Blanche devant des civils européens combattant des GIs, pour empêcher le déploiement d'armes sensées précisément protéger l'Europe!

Si l'affaire -et c'est dans le domaine du possible- prendrait de telles proportions, il serait alors politiquement impossible à l'OTAN de poursuivre l'application de sa décision. L'URSS aura certes subi un échec puisque quelques armes auront été déployées. Mais, ces armes seront immobilisées dans un tout petit nombre de bases américaines. Elles seront donc vulnérables. Et, surtout, leur prix aura été sans commune mesure avec leur efficacité militaire: puisque l'Alliance Atlantique dans son ensemble aura été profondément ébranlée, sans même parler des soubresauts qui pourraient se produire en Allemagne ou ailleurs. Sans aller jusqu'à évoquer le spectre de la République de Weimar, il est certain qu'en dernière analyse, le test du premier déploiement pourrait bien se transformer, en Allemagne notamment, en un test de la solidité des institutions démocratiques de l'après-guerre. En d'autres termes donc, l'échéance de décembre pourrait ne pas être l'aboutissement final de toute cette affaire, mais seulement la scène finale de l'acte I. Il serait bon que les nations occidentales se préparent à cette éventualité. La bataille des Euromissiles risque donc de se poursuivre bien au delà de la fin de cette année. Quoiqu'il arrive, les conséquences de cette affaire continueront à se faire sentir à très long terme.

Pierre LELLOUCHE

Directeur d'études à l'Institut Français
des Relations Internationales

(1) *Intermediate nuclear forces.*

LES STRATÉGIES SOUHAITABLES POUR L'EUROPE ET LA FRANCE

Rapport de l'Ambassadeur François de ROSE

France Forum m'a demandé de parler des stratégies souhaitables. Je voudrais limiter le sujet ; je parlerai du problème des stratégies souhaitables pour l'Europe et non pas au niveau de la planète et je me bornerai également à la stratégie militaire, ce qui ne veut pas dire que je néglige les dangers qui nous menacent dans le Golfe Persique ou ailleurs, ni que j'ignore que nous sommes confrontés à des problèmes sur lesquels notre adversaire joue sur le plan politique, de la propagande, du Tiers monde etc...

L'objectif de la stratégie c'est naturellement la dissuasion. Il n'y a que la dissuasion qui soit politiquement et moralement justifiée à l'ère nucléaire et je vais essayer de définir aussi largement que possible quels sont à mon avis les paramètres de la dissuasion en Europe.

Jusqu'à présent, la dissuasion a essentiellement reposé sur la menace d'escalade nucléaire en cas de conflit. Pourquoi ? parce qu'une grande guerre nucléaire serait irrationnelle et il faut reconnaître que les armes nucléaires ont introduit deux dimensions nouvelles dans notre réflexion sur ces problèmes ou plutôt elles ont infirmé deux opinions, deux quasi credo sur lesquels le monde a vécu fort longtemps. La première idée reçue, c'est la fameuse formule de Clausewitz affirmant que la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens. Or, si la politique s'efforce d'être un art rationnel même si elle n'y atteint pas toujours, la guerre nucléaire serait totalement irrationnelle. Il n'y a donc pas de relation de continuité entre quelque chose qui s'efforce d'être rationnel et quelque chose qui serait suprématiquement irrationnel.

La deuxième idée reçue, que les armements nucléaires ont fait disparaître, c'est la fameuse opinion de Karl Marx affirmant que la guerre est inévitable entre des États de régime différent. Khrouchtchev a reconnu que ce jugement de Marx était dépassé quand il a dit à Mao : l'atome ne connaît pas les différences de classe. Ce sont donc deux bonnes choses que les armes nucléaires nous ont apporté, avec un certain nombre d'inconvénients.. Mais en tout cas ces deux apports ne sont pas négligea-

bles puisqu'ils constituent un solide fondement de la dissuasion.

Il faut encore dans cette analyse, avant d'en arriver à des propositions plus précises, dire que de ce fait, nous sommes entrés dans une période nouvelle qui distinguerait profondément un éventuel conflit des conflits précédents. Il est de fait que les deux dernières guerres et surtout la dernière a été finalement gagnée par les pays qui y étaient les moins prêts au départ et qui voulaient se tenir à l'écart, les États-Unis et l'Union Soviétique, sans oublier naturellement la résistance britannique. Mais en définitive ce sont le potentiel humain de l'Union Soviétique et le potentiel scientifique et industriel des États-Unis qui ont été décisifs, parce qu'il y avait le facteur temps, et ce facteur a mis cinq ans à jouer. Une telle situation est révolue. Car si un conflit est peu probable de fait des armes nucléaires, il est certain que nous aurons des crises qui sont le pain quotidien de la vie internationale et que dans l'hypothèse d'une crise, ce sont les forces immédiatement disponibles qui sont prises en compte et non les forces potentielles. Dans l'affaire de Cuba, c'est Khrouchtchev qui faisant le bilan des vulnérabilités et des forces en présence des deux côtés a conclu qu'il devait céder. C'est donc ce bilan des forces et vulnérabilités qui comptera à l'instant d'une crise majeure nous amenant au bord de l'abîme. Cette observation est à conserver en mémoire pour définir quels doivent être à la fois la stratégie des Occidentaux et les moyens au service de cette stratégie.

UNE STRATÉGIE DE DISSUASION FONDÉE SUR LA MENACE NUCLÉAIRE

Le premier impératif de la stratégie, c'est évidemment qu'il faut garder la menace nucléaire, car s'il y avait un jour un conflit, à l'initiative des forces soviétiques dont la base de départ se trouve sur l'Elbe, il est évident que les opérations classiques ne mettraient pas l'Union Soviétique en péril. Seules les armes nucléaires sont en mesure de jouer le rôle essentiel de la dissuasion, qui est de faire peser sur l'agresseur le risque de dommages inacceptables. Les armes classiques sont totalement hors d'état de faire peser cette menace sur l'Union Soviétique, c'est

pourquoi la doctrine de "No First Use" (non emploi en premier) des armes nucléaires doit être absolument repoussée par les Occidentaux, car elle aboutirait à donner à l'Union Soviétique la garantie qu'elle serait totalement immunisée contre les dangers du conflit alors que nous, en Europe, nous serions en danger d'être ravagés par les armes classiques. Par conséquent, dans toute crise dans laquelle les deux camps auraient accepté l'idée de non recours en premier aux armes nucléaires, les Européens essentiellement se trouveraient dans un état de vulnérabilité physique et morale totale face à une Union Soviétique qui, elle, serait assurée d'une parfaite immunité au cas où la crise déboucherait sur un conflit. La partie serait totalement inégale.

La volonté de recourir si nécessaire au nucléaire est donc un élément non négociable de toute stratégie. Est-ce suffisant pour assurer notre sécurité par la dissuasion. Certainement pas et l'état d'esprit qui règne en Europe est un des éléments qui doit nous amener à rechercher comment compléter cette dissuasion nucléaire par autre chose.

En effet, si résister à une pression soviétique dans une crise signifie recourir immédiatement aux armes nucléaires, si le choix est entre la capitulation et la destruction atomique, notre position serait intenable. Or il faut savoir que pour arrêter les premières opérations offensives du Pacte de Varsovie, il serait nécessaire de procéder à la destruction des principales bases aériennes, noeuds de communication, dépôts, ports, points de passages obligés, etc ... et que tout cela devrait être fait dans les premières heures d'un conflit ; sinon, sur le terrain, l'Armée Rouge pourrait marquer des avantages décisifs. Actuellement cela ne peut se réaliser que par un recours très rapide aux armes nucléaires.

Or, que disent les Soviétiques ? M. Gromyko le 15 juin 1982 et M. Andropov dans son premier discours ont déclaré : Nous ne nous servons pas en premier de l'arme nucléaire ! Mais si vous y recourez alors la punition sur l'Europe sera épouvantable !... Nul ne sait ce qu'ils feraient. Mais l'important est qu'ils sont en mesure de le dire.

UNE NÉCESSITÉ : LES EUROMISSILES

Alors, que pouvons nous faire ? Il nous faut pouvoir répondre au chantage, à l'utilisation de la force soit au niveau atomique, soit au niveau classique. Sur le premier point, cela consiste à pouvoir répondre aux Soviétiques que s'ils recouraient en premier à l'arme nucléaire, ils n'échapperaient pas plus que nous aux conséquences. C'est-à-dire que leur territoire ne serait pas sanctuarisé si les nôtres sont dévastés. Pour cela il faut posséder les euromissiles. Non pas pour faire pièce aux S.S. 20, comme on a eu le tort de le dire ! Parce que ce qui s'est produit d'essentiel, ce n'est pas tellement l'apparition des SS.20, mais le fait que les avions américains basés en Europe, notamment les F.111 en Grande Bretagne (qui ont seuls la capacité d'atteindre le territoire soviétique au départ d'Europe) passeront de moins en moins au travers

des défenses antiaériennes soviétiques.

Ce qui revient à dire que, même sans la présence des S.S.20 il faut disposer des euromissiles parce que ce sont les seuls systèmes d'armes en Europe, qui sont capables d'atteindre des cibles militaires sur le territoire de l'U.R.S.S. plaçant ainsi les dirigeants de nouveau dans l'obligation de choisir entre deux réactions qui sont également impossibles. La première serait de riposter sur le territoire américain ce qui est, comme l'a dit le président Giscard d'Estaing dans son article du "Monde", ouvrir la porte de l'apocalypse nucléaire. La deuxième serait de ne pas répliquer sur le territoire des États-Unis, ce qui reviendrait à reconnaître que les États-Unis constitueraient un sanctuaire au moment où ceux-ci viendraient de démontrer que pour eux l'Union Soviétique n'en est pas un. Les deux hypothèses sont également inacceptables et les euromissiles apportent donc un élément dissuasif, absolument capital dans la dialectique de la crise par le couplage qu'elles assurent entre le théâtre européen et le système stratégique des États-Unis.

Une seconde erreur a été "l'option zéro", c'est-à-dire la proposition de ne pas déployer les euromissiles si Moscou acceptait de démanteler ses S.S.20. Je regrette d'avoir appris par le même article de M. Giscard d'Estaing que cette proposition avait été suggérée à la Guadeloupe au président Carter par M. Giscard d'Estaing lui-même, le Chancelier Schmidt et Mme Thatcher, car si cette option zéro était appliquée, il n'y aurait plus d'armes américaines en Europe capables d'atteindre le territoire soviétique.

Il y aurait donc "découplage", ce que tout le monde reconnaît comme suprêmement dangereux. Mais il y a plus, l'option zéro consisterait à supprimer en Europe toutes les armes qui ont la portée nécessaire pour atteindre, non pas même Moscou, mais les districts occidentaux de l'Union Soviétique au départ de la République Fédérale Allemande. Or, si on supprime ces armes nucléaires dans les deux camps, on conservera pourtant celles dont la portée ne dépasse pas 1000 km mais qui, déployées en République démocratique allemande, en Tchécoslovaquie ou en Pologne, (et les Soviétiques sont en train d'en mettre au point une nouvelle série), peuvent détruire la plus grande partie de l'Europe. Par conséquent, "l'option zéro" a été une erreur et il est profondément désolant que ce soit l'Allemagne fédérale qui ait insisté pour qu'on l'adopte et que tous les gouvernements européens l'aient appuyée.

L'argument soviétique qui a ébranlé les Européens et paraît-il leurs responsables suprêmes a été le fameux argument des 6 minutes qui serait le temps nécessaire pour que les Pershing atteignent leur cible (ce qui est inexact d'ailleurs, le temps réel étant de 12 à 13 minutes, exactement le même que celui des S.S.20 pour parcourir la même distance, les lois de la balistique étant les mêmes pour tous). Mais a-t-on dit, ce délai est inférieur à celui que mettraient les fusées intercontinentales soviétiques à atteindre les États-Unis. Ceux-ci disposeraient donc d'une capacité de première frappe contre l'U.R.S.S.

C'est ce raisonnement qu'a tenu l'ancien ambassadeur des Soviétiques à Paris et qui est intéressant, car il procède d'une arrogance de super puissance ; il consiste en effet à dire qu'il serait inadmissible que l'U.R.S.S. puisse être menacée par des armes qui mettraient un certain temps pour l'atteindre tandis qu'elle-même se réserverait le droit de posséder des armes qui mettraient le même temps pour détruire l'Europe !

Sous-marin nucléaire français

Ce serait là accepter une disparité de traitement que nous avons le devoir de récuser formellement.

En second lieu le nombre prévu pour les fusées Pershing en Europe est de 108. Or il y a 1398 silos de fusées intercontinentales en Union Soviétique réparties depuis des districts occidentaux jusqu'en Sibérie orientale. Prétendre qu'avec 108 fusées à charge unique on peut détruire 1398 silos, c'est vraiment consentir aux ingénieurs américains un crédit qu'ils ne revendiquent pas. Si les Américains voulaient procéder à une attaque préventive contre les fusées Sol-Sol soviétiques, le B.A. BA de l'exercice consisterait à faire arriver toutes les charges en même temps. Or, si on tirait en premier les charges qui ont besoin de 6 minutes pour arriver - en réalité de 12 minutes - on laisserait 24 mn à l'adversaire pour réagir, ce qui serait de la part des États-Unis, une conduite suici-

daire. En résumé, et très schématiquement, pour que la dissuasion continue à s'exercer au niveau nucléaire, il est nécessaire que les Occidentaux maintiennent la menace d'une utilisation de ces armes, et qu'ils détiennent en Europe des armes susceptibles d'assurer le couplage avec les moyens stratégiques américains c'est-à-dire capables d'atteindre le territoire soviétique.

Cela dit il est nécessaire aussi de ne pas tout miser, et dès les premiers moments d'un éventuel conflit, sur l'emploi des armes nucléaires, même celles qui sont qualifiées de tactiques. Il faut que l'adversaire sache que, même au niveau classique, il n'irait pas au devant d'une partie de plaisir et que les Occidentaux seraient en mesure de se défendre ; et que le conflit engagé à ce niveau serait pour l'agresseur plein d'incertitudes.

Sans doute les forces du Pacte de Varsovie ont-elles une grande supériorité dans le domaine classique. Tel fut le jugement du Président de la République après un examen profond des données de la situation. Mais, il n'est pas du tout impossible, dans les années qui viennent, de déployer en Europe des armes pouvant bouleverser la stratégie soviétique. Celle-ci prévoit une offensive aérienne sur les objectifs essentiels de l'Occident accompagnée d'une tentative de rupture des défenses de l'OTAN par les éléments de première ligne pendant que les forces des deuxième et troisième échelons feraient mouvement vers l'Ouest à travers les pays satellisés pour venir relayer par vagues successives ces forces de rupture et exploiter les premiers résultats. Tout indique que le commandement de l'Armée Rouge compte sur une décision très rapide.

FAIRE ÉVOLUER LA STRATÉGIE DE L'ALLIANCE

Dans l'état actuel des choses, il est certain que pour faire échec à ce concept l'OTAN devrait, dans des délais extrêmement courts, recourir aux armes nucléaires. Si, par contre, les Occidentaux étaient en mesure, même avec des armes classiques susceptibles d'être employées dès les premiers moments d'un conflit (et sans autorisation politique préalable) et s'il en résultait pour l'agresseur l'impossibilité de prévoir cette victoire quasi immédiate à laquelle il tend, c'est sa propre stratégie qui serait mise en échec avec, en outre, le risque de voir se développer chez ses satellites, c'est-à-dire sur ses lignes de communication, un problème grave de sécurité et de loyauté. Ce qui se passe en Pologne est à cet égard révélateur.

Or cela est possible grâce à certaines armes qui sont maintenant en cours de mise au point et de production. Certes, il n'y a pas d'armes miracles qui régleraient une fois pour toute notre rapport de force avec l'Union Soviétique. Mais il y a aujourd'hui des armes guidées avec précision sur les objectifs qui peuvent, dans une certaine mesure, obtenir des résultats comparables à ceux d'armes nucléaires de petite puissance.

Un exemple illustrera ce point : si dans un missile de croisière ou une fusée dérivée du Pershing, on place une de ces nouvelles charges qui font tomber une grêle de

projectiles à très fort coefficient de pénétration, il suffirait de deux à cinq de ces engins pour rendre inutilisable pendant 30 à 40 heures chaque piste d'envol d'une base aérienne ennemie. Pour obtenir le même résultat avec des bombes classiques, il faut de 10 à 15 avions. Or il y a une quarantaine de bases principales avec au moins deux pistes qu'il faudrait détruire. Il n'y aurait pas assez d'avions en Occident pour accomplir ce travail, et moins encore pour maintenir la pression compte tenu des pertes, alors que les missiles pourraient l'accomplir tout en laissant les avions disponibles pour les autres missions (défense aérienne, appui aux forces terrestres etc...)

De même ces missiles avec des charges adaptées pourraient attaquer d'autres objectifs en profondeur, ceux qui sont indispensables aux mouvements des renforts ennemis, tels ponts, noeuds de communication, points de passage obligés etc.. et isoler par conséquent le premier échelon.

A cela l'on répond généralement que sans doute ce processus serait possible. Mais que le coût en serait prohibitif. Argumentation qui mérite analyse. Certes tout armement est cher. Mais si nous revenons à l'exemple de ces bases aériennes que nous venons de citer, chacun des avions nécessaire vaut environ 20 millions de dollars alors que chaque fusée en coûte de 2 à 2,5 millions. D'un côté l'attaque de chaque base coûterait entre 400 et 600 millions de dollars, de l'autre entre 5 et 12,5 !

L'ensemble d'un programme de modernisation est estimé à 20 ou 30 milliards de dollars, ce qui n'est pas rien. Mais sur une période de cinq à sept ans et réparti entre les Alliés n'est pas prohibitif.

Un mot encore sur la stratégie de l'Alliance atlantique dans le cas où, malgré cette élévation de ses capacités classiques, elle serait contrainte à recourir aux armes nucléaires tactiques pour arrêter l'adversaire.

Le concept actuel de la "riposte graduée" prévoit l'emploi de charges de différentes puissances allant jusqu'à des centaines de kilotonnes sur des profondeurs variables principalement sur les territoires des satellites. Le concept a été défini au temps où la supériorité américaine dans le domaine des armes nucléaires faisait plus que compenser l'avantage de l'Armée Rouge sur le plan classique. Maintenant que les Soviétiques ont rattrapé leur retard nucléaire (et même au-delà pour les missiles à moyenne portée) l'on pourrait, et selon moi l'on devrait, modifier un peu, cette stratégie.

L'idée serait que l'OTAN, s'il devait prendre l'initiative nucléaire, le ferait exclusivement sur les forces qui auraient déjà envahi les territoires occidentaux et, de préférence, avec l'arme à neutrons. Ainsi serait-il clair que cette initiative se placerait uniquement pour des motifs défensifs, contre l'agresseur se trouvant déjà au-delà de la frontière Est-Ouest.

Par contre aussitôt que les Soviétiques répliqueraient, ils devraient le faire contre nos territoires et dans le contexte de leur agression. Dans ce cas la riposte devrait être immédiate sur *leur* territoire, par le moyen des euro-

missiles de telle manière que nous les plaçons dans le dilemme indiqué plus haut.

Comme le sujet que l'on m'avait chargé de traiter, était au pluriel, il convient de dire un mot maintenant de la stratégie de la France. Et comment elle pourrait s'intégrer dans le concept qui vient d'être esquissé.

LA CONTRIBUTION DE LA FRANCE

La politique de défense de la France depuis 1966 a essentiellement eu deux volets. Elle repose sur une assurance qui nous est donnée par la dissuasion que l'Alliance Atlantique exerce sur la frontière de notre indépendance, c'est-à-dire sur l'Elbe. Et quant à notre seconde frontière, celle de notre sanctuarisation, elle est sur le Rhin et sur ses abords immédiats. Là se trouve la réassurance pour le cas d'échec de l'assurance. La stratégie de la France a naturellement pour but de maintenir la réassurance qui est l'ultima ratio. Mais elle doit aussi contribuer à l'assurance car tous les Gouvernements l'ont toujours dit, si l'Alliance n'assurait plus la dissuasion sur l'Elbe, c'en serait fait de l'indépendance de la France ! Nous aurions peut-être le sort de la Finlande, ce qui est infiniment préférable au sort de la Tchécoslovaquie, mais nous n'aurions pas moins perdu notre indépendance. Par conséquent, notre politique doit naturellement continuer à entretenir et à moderniser notre force stratégique, mais il ne faut pas en faire le seul élément et un élément tellement lourd qu'il étoufferait les autres, ceux qui assurent la coopération à la défense de notre continent.

La question qui se pose alors est de savoir quel rôle la France peut jouer pour aider à la dissuasion à l'échelle du continent. Son armement nucléaire joue un rôle, c'est certain. C'est ce que reconnaît la déclaration d'Ottawa lorsqu'elle dit que les forces stratégiques de la France et de la Grande-Bretagne contribuent à la posture globale de dissuasion en Europe. L'idée étant bien de faire reconnaître par Alliance l'apport de notre force stratégique et de celle de la Grande-Bretagne à cette position globale de dissuasion par l'incertitude qu'elle fait peser chez l'adversaire sur les conditions dans lesquelles cette force serait employée.

Mais, l'incertitude n'est pas garantie. Il ne peut pas y avoir garantie. Même l'Amérique ne peut pas nous donner une garantie d'emploi de ses moyens stratégiques, car elle ne peut dire : si vous touchez à un cheveu de mes amis, je vais pulvériser 300 de vos villes, ce serait totalement incroyable. Tout ce qu'elle peut dire, et elle le fait, c'est que la défense de l'indépendance et de l'intégrité de l'Europe est d'un intérêt vital pour elle. Et cela suffit pour être compris là où il est nécessaire que cela le soit.

En ce qui nous concerne nous ne pouvons pas non plus donner une telle garantie. Mais nous laissons planer l'incertitude sur les situations qui pourraient nous amener à employer nos moyens nucléaires, ce qui ne peut que compliquer les calculs de l'adversaire.

Ajoutons enfin que, si nous nous comportions autre-

ment, non seulement nous ne serions pas crédibles, mais nous perdriions l'indépendance de notre décision. Toute la politique de la France depuis 20 ans consiste à revendiquer l'indépendance de ses décisions. Si, après avoir défendu cette indépendance face à nos alliés, nous prétendions donner une garantie d'intervention, nous remettrions en réalité la décision entre les mains de l'adversaire. Enfin, nous n'aurions plus aucune raison et aucun droit de refuser que nos forces soit comptabilisées dans les forces de l'Alliance, dès lors que ces forces seraient irrévocablement affectées à intervenir aussitôt qu'il y aurait une agression en Europe.

C'est pourquoi notre coopération dans les années qui viennent doit incontestablement faire un effort spécial sur la coopération au niveau classique.

Actuellement, notre doctrine de "l'ultime avertissement" ne coïncide pas avec celle de "riposte graduée" de l'Alliance, mais cela n'a pas eu jusqu'à présent beaucoup d'importance parce que les moyens eux, coïncident. Autrement dit, l'Alliance atlantique et la France sont en mesure de se battre pendant quelques jours au niveau classique. Il y a donc cohérence des capacités. Si par contre l'Alliance évolue conformément à ce qui est possible (et dès lors que dans le domaine des armements quelque chose est possible, on le fait, parce que, si on ne le fait pas, on perd la partie) la question de la compétitivité des moyens de la France se posera nécessairement. Supposons qu'en 1990 l'Alliance puisse se battre pendant quelques semaines au niveau classique et que la France, elle, ne soit capable de se battre que pendant quelques jours, elle risquerait de n'être plus dans le coup, et de ne pouvoir participer à la défense au cas où elle devrait

prendre une initiative nucléaire, non pas en raison de l'évolution de la situation sur le terrain, mais par suite de l'attrition de ses propres forces. Elle fausserait le jeu alors qu'elle a vocation de jouer le rôle de réserve générale de l'Alliance et d'être engagée à partir du moment où le conflit a pris un certain volume. L'incompatibilité deviendrait alors beaucoup plus grave.

Que pouvons nous faire ? Sans doute rechercher la consultation entre les alliés, sans la faire porter d'abord sur le nucléaire. En effet le nucléaire est américain et si les Européens se réunissaient pour discuter du nucléaire américain, ils risqueraient de se faire rappeler un mot assez spirituel de Guillaume II disant à François-Joseph : "tu fais bien du bruit avec mon sabre" ! C'est donc au niveau classique qu'il faudrait se consulter et déterminer ce que l'on veut, quel concept l'on chercherait à faire prévaloir, avec quels moyens et avec quelles conditions de production de ces moyens, avec quel partage de la technologie.

En définitive, ce que les Européens pourraient faire de plus utile serait de se mettre d'accord pour déterminer le niveau de forces classiques qu'ils devraient mettre sur pied pour donner une plus grande dimension à la dissuasion au niveau classique et prendre ainsi dans les conseils et orientations de l'Alliance une influence qui soit davantage en rapport avec leur contribution à la sécurité de l'Occident tout entier.

François de ROSE

N.B. François de Rose a récemment publié un ouvrage important sur les grands problèmes stratégiques actuels : *Contre la stratégie des Curiaces* (éd. Commentaire-Juliard).

Quelques données techniques

Le terme d'"Euromissile" s'applique essentiellement à trois systèmes d'armes.

- Le premier est soviétique, c'est le S.S.20, engin (ou missile) Sol-Sol balistique, mobile, ou plutôt semi-mobile, d'une portée maximale de 4.500 à 5.000 km et d'une précision de l'ordre de 400 mètres. Il est doté d'une ogive comportant 3 têtes nucléaires, d'une puissance unitaire de quelque 200 kilotonnes, soit 10 à 15 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima.

Selon les sources américaines, 360 S.S.20 seraient déjà effectivement déployés et opérationnels, dont 250 face à l'Europe Occidentale.

- Face à cette menace, déjà déployée sur le terrain, n'existe du côté occidental qu'un projet dont la réalisation, réclamée dès 1977 par le Chancelier Helmut Schmidt et appuyée dès 1979 par l'ensemble de l'OTAN, est prévue à partir de la fin de l'année 1983. Ce projet est constitué par deux systèmes complémentaires :

- d'une part, un missile Sol-Sol balistique, mobile, le

Pershing 2, doté d'une seule charge nucléaire et d'une portée de l'ordre de 1.800 km, mais dont la précision est de l'ordre de quelques dizaines de mètres (100 mètres environ). Le déploiement de 108 Pershing 2 est pour le moment envisagé -et préparé- en R.F.A.

- d'autre part, un missile dit "de croisière", non balistique que l'on peut comparer à un petit avion sans pilote, volant à vitesse subsonique mais à très basse altitude et porteur d'une charge nucléaire. Grâce à des procédés de navigation et de guidage terminal sur l'objectif, sophistiqués, sa précision serait également de l'ordre de quelques dizaines de mètres. D'une portée d'environ 2.500 km, ces missiles de croisière seraient déployés au nombre de 464, à raison de 96 en R.F.A., 160 en Grande-Bretagne, 48 en Belgique, 48 aux Pays-Bas et 112 en Italie.

- A noter enfin qu'au cours des discussions de Genève sur les "Euromissiles", les Russes s'efforcent de décompter, dans l'arsenal occidental, les engins Sol-Sol et Mer-Sol des Force Nucléaires stratégiques britannique et française.

ment, non seulement nous ne serions pas crédibles, mais nous perdriions l'indépendance de notre décision. Toute la politique de la France depuis 20 ans consiste à revendiquer l'indépendance de ses décisions. Si, après avoir défendu cette indépendance face à nos alliés, nous prétendions donner une garantie d'intervention, nous remettrions en réalité la décision entre les mains de l'adversaire. Enfin, nous n'aurions plus aucune raison et aucun droit de refuser que nos forces soit comptabilisées dans les forces de l'Alliance, dès lors que ces forces seraient irrévocablement affectées à intervenir aussitôt qu'il y aurait une agression en Europe.

C'est pourquoi notre coopération dans les années qui viennent doit incontestablement faire un effort spécial sur la coopération au niveau classique.

Actuellement, notre doctrine de "l'ultime avertissement" ne coïncide pas avec celle de "riposte graduée" de l'Alliance, mais cela n'a pas eu jusqu'à présent beaucoup d'importance parce que les moyens eux, coïncident. Autrement dit, l'Alliance atlantique et la France sont en mesure de se battre pendant quelques jours au niveau classique. Il y a donc cohérence des capacités. Si par contre l'Alliance évolue conformément à ce qui est possible (et dès lors que dans le domaine des armements quelque chose est possible, on le fait, parce que, si on ne le fait pas, on perd la partie) la question de la compétitivité des moyens de la France se posera nécessairement. Supposons qu'en 1990 l'Alliance puisse se battre pendant quelques semaines au niveau classique et que la France, elle, ne soit capable de se battre que pendant quelques jours, elle risquerait de n'être plus dans le coup, et de ne pouvoir participer à la défense au cas où elle devrait

prendre une initiative nucléaire, non pas en raison de l'évolution de la situation sur le terrain, mais par suite de l'attrition de ses propres forces. Elle fausserait le jeu alors qu'elle a vocation de jouer le rôle de réserve générale de l'Alliance et d'être engagée à partir du moment où le conflit a pris un certain volume. L'incompatibilité deviendrait alors beaucoup plus grave.

Que pouvons nous faire ? Sans doute rechercher la consultation entre les alliés, sans la faire porter d'abord sur le nucléaire. En effet le nucléaire est américain et si les Européens se réunissaient pour discuter du nucléaire américain, ils risqueraient de se faire rappeler un mot assez spirituel de Guillaume II disant à François-Joseph : "tu fais bien du bruit avec mon sabre" ! C'est donc au niveau classique qu'il faudrait se consulter et déterminer ce que l'on veut, quel concept l'on chercherait à faire prévaloir, avec quels moyens et avec quelles conditions de production de ces moyens, avec quel partage de la technologie.

En définitive, ce que les Européens pourraient faire de plus utile serait de se mettre d'accord pour déterminer le niveau de forces classiques qu'ils devraient mettre sur pied pour donner une plus grande dimension à la dissuasion au niveau classique et prendre ainsi dans les conseils et orientations de l'Alliance une influence qui soit davantage en rapport avec leur contribution à la sécurité de l'Occident tout entier.

François de ROSE

N.B. François de Rose a récemment publié un ouvrage important sur les grands problèmes stratégiques actuels : *Contre la stratégie des Curiaces* (éd. Commentaire-Juliard).

Quelques données techniques

Le terme d'"Euromissile" s'applique essentiellement à trois systèmes d'armes.

- Le premier est soviétique, c'est le S.S.20, engin (ou missile) Sol-Sol balistique, mobile, ou plutôt semi-mobile, d'une portée maximale de 4.500 à 5.000 km et d'une précision de l'ordre de 400 mètres. Il est doté d'une ogive comportant 3 têtes nucléaires, d'une puissance unitaire de quelque 200 kilotonnes, soit 10 à 15 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima.

Selon les sources américaines, 360 S.S.20 seraient déjà effectivement déployés et opérationnels, dont 250 face à l'Europe Occidentale.

- Face à cette menace, déjà déployée sur le terrain, n'existe du côté occidental qu'un projet dont la réalisation, réclamée dès 1977 par le Chancelier Helmut Schmidt et appuyée dès 1979 par l'ensemble de l'OTAN, est prévue à partir de la fin de l'année 1983. Ce projet est constitué par deux systèmes complémentaires :

- d'une part, un missile Sol-Sol balistique, mobile, le

Pershing 2, doté d'une seule charge nucléaire et d'une portée de l'ordre de 1.800 km, mais dont la précision est de l'ordre de quelques dizaines de mètres (100 mètres environ). Le déploiement de 108 Pershing 2 est pour le moment envisagé -et préparé- en R.F.A.

- d'autre part, un missile dit "de croisière", non balistique que l'on peut comparer à un petit avion sans pilote, volant à vitesse subsonique mais à très basse altitude et porteur d'une charge nucléaire. Grâce à des procédés de navigation et de guidage terminal sur l'objectif, sophistiqués, sa précision serait également de l'ordre de quelques dizaines de mètres. D'une portée d'environ 2.500 km, ces missiles de croisière seraient déployés au nombre de 464, à raison de 96 en R.F.A., 160 en Grande-Bretagne, 48 en Belgique, 48 aux Pays-Bas et 112 en Italie.

- A noter enfin qu'au cours des discussions de Genève sur les "Euromissiles", les Russes s'efforcent de décompter, dans l'arsenal occidental, les engins Sol-Sol et Mer-Sol des Forces Nucléaires stratégiques britannique et française.

"Les régimes de lâcheté sont ceux qui coûtent le plus au monde, et en définitive ce sont ceux qui peuvent finir et finissent réellement dans l'atrocité. En outre, c'est une atrocité de turpitude".

Charles Péguy

LE DÉBAT

Les rapports de MM. Pierre Lellouche et de l'Ambassadeur François de Rose ont été suivis d'un long débat, très animé, auxquels ont participé notamment M. Jacques Baumel, l'Ambassadeur Laboulaye et l'Ambassadeur Puaux, MM. Claudius-Petit, René Foch, Jean-Marie Daillet, Gabriel Robin, l'Amiral Delahousse, Pierre Hassner, Guy de Carmoy, Pierre Bernard-Reymond et Jacques Mallet.

La discussion s'est "focalisée" sur le problème des euromissiles, et par voie de conséquence celui de l'"ancrage" à l'Ouest de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que sur l'avenir des relations entre l'Europe et les Etats-Unis.

Pour M. Jacques Baumel, député, on ne doit pas dire : "Il ne faut pas trop en faire, le problème des euromissiles ne concerne pas la France". Il faut au contraire beaucoup en faire. Le problème nous touche directement, la France doit s'exprimer clairement sur cette affaire. Nous sommes fidèles à la politique du Général de Gaulle (force de dissuasion nucléaire nationale, autonomie de décision de la France) mais il faut adapter cette politique aux réalités d'aujourd'hui. Personne ne peut dire ce que ferait maintenant le Général de Gaulle. Qu'on n'interprète pas sa pensée !

Que pouvons-nous espérer ? Que l'Allemagne ne souhaite pas céder aux sirènes de l'Est. Mais ne nous y trompons pas : le mouvement pacifiste et les tentations neutralistes ont des racines profondes en Allemagne.

Nous ne pouvons dire à la fois aux Allemands : il faut vous battre mais tant que les tanks soviétiques ne fran-

chiront pas le Rhin, nous Français, nous ne bougerons pas.

Nous devons réviser notre politique de défense. Celle-ci doit être élargie à l'Europe qui est dans une situation dramatique. Au déséquilibre des forces s'ajoute le fait qu'une partie des Européens ne veulent pas se battre. Si les Européens ne veulent pas se battre, combien de temps les Américains continueront-ils à assurer leur défense ? Il faut que les Européens qui veulent se battre s'unissent. Il faut préparer une révision de l'Union européenne occidentale et de l'Alliance atlantique, et avant tout réaliser une union plus étroite entre la France et l'Allemagne, à laquelle serait associée éventuellement l'Angleterre, si elle y est disposée.

Pour l'Ambassadeur Laboulaye la tentation américaine d'isolationnisme n'est pas au coin de la rue. Ce que nous constatons c'est plutôt, du côté des Etats-Unis, un "unilatéralisme", une certaine irritation devant les hésitations des Européens.

Pour M. Claudius-Petit, ancien ministre, nous sommes déjà finlandisés. Les Européens pratiquent l'auto-neutralisation. Ils cèdent à une sorte de fascination devant la puissance soviétique. Il est grand temps qu'ils se réveillent. Nous devons donner un autre sens à notre combat pour l'Europe en créant une communauté de défense européenne.

C'est nous qui donnons à l'URSS, estime Pierre Lellouche, sur un plateau d'argent, la possibilité d'une victoire géo-politique majeure au moment où celle-ci éprouve de graves difficultés. Il existe une contradiction

singulière entre la sophistication des options nucléaires et l'état de nos opinions publiques. Le consensus français sur la défense n'est pas aussi parfait qu'on le dit. Des risques de rupture apparaissent : celui d'un découplage euro-américain et d'une balkanisation de l'Europe.

M. Jean-Marie Daillet, député, estime que le problème n'est pas d'abord militaire, il est politique. Nous devons mettre en œuvre une stratégie globale de la liberté. Pour commencer nous devons renforcer la défense nationale française. Derrière des discours courageux, il y a un affaiblissement de nos moyens qui entraîne un déséquilibre de notre appareil de défense. A la fin de période 1984-88, notre objectif devrait être de consacrer à notre effort de défense 4 % du produit intérieur brut marchand.

Nous devons en même temps commencer à bâtir le pilier européen de l'Alliance atlantique.

M. Gabriel Robin s'est ensuite expliqué sur les réserves qu'il avait exprimées dans la presse à l'égard de "la double décision" de 1979 (1). C'est une erreur de croire que la parité des deux superpuissances conduit au découplage. Chaque fois que les Etats-Unis ont estimé que leur sécurité était menacée, ils ont réagi. Mais il n'y a pas, il n'y aura jamais d'automatisme de la garantie nucléaire américaine. L'incertitude suffit à assurer la dissuasion. S'il y avait risque de découplage je ne crois pas, dit M. Gabriel Robin, que les Pershing recréent le couplage. Si les Etats-Unis sont convaincus que les Soviétiques riposteraient en frappant leur propre territoire en quoi le problème serait-il modifié ? Le "couplage" est un phénomène purement politique et psychologique : nul ne peut dire ce qui se passerait, le moment venu, dans la tête d'un Président des Etats-Unis.

Toute cette affaire a été conduite dans des conditions qui garantissaient l'échec, parce qu'on a établi un lien entre le déploiement et les négociations. Les Allemands et la plupart des Européens voulaient négocier. Les Américains ont proposé "l'option zéro", qui est précisément le découplage. On a sous-estimé les difficultés, la fragilité de l'Allemagne, et la capacité de l'URSS de les exploiter.

La polémique est facile, a répondu M. Lellouche. Il est vrai que l'OTAN a accumulé les erreurs. Aujourd'hui on est tous pris au piège. Le problème est : comment en sortir ? Il faut absolument éviter l'échec de la démarche collective des pays de l'Alliance Atlantique.

On ne trouvera l'issue, a répliqué M. Robin, que si on comprend qu'on a fait des erreurs. Il faut éviter la course à l'apocalypse, l'alternative entre le déploiement ou rien. Il est singulier de voir les Européens faire preuve d'un atlantisme que beaucoup d'Américains mettent eux-mêmes en doute aujourd'hui. Ne croyons pas à la possibilité d'une garantie automatique, mais créons les moyens de cette garantie. Les Pershing sont une arme de dissuasion dans la mesure où elles forcent les Soviétiques à prendre en considération le risque d'une attaque nucléaire sur leur sol. Mais ce n'est pas une condition suffisante de la dissuasion laquelle exige un dispositif

stratégique d'ensemble : élever le seuil nucléaire par le développement des forces classiques, même si les Pershing et les Cruise sont déployés, restaurer la crédibilité de l'emploi en premier de l'arme nucléaire, qui devrait être européenne pour être plus crédible.

MM. John Vinocur, chef du bureau de Paris du *New York Times*, Michel Tatu du *Monde* et Alfred Frisch ont présenté trois points de vue -américain, français et allemand- sur l'affaire des euromissiles, qui font apparaître, au-delà des différences de situation politique et de sensibilité des opinions publiques, certaines convergences d'attitude entre les dirigeants de ces trois pays.

C'est M. Pierre Hassner qui a conclu la discussion sur les euromissiles. Il faut des soldats. Il faut des fusées. Il faut agir. Le déploiement des euromissiles signifie l'imbrication qui crée la continuité et entraîne le risque d'escalade. L'absence d'un barreau essentiel nuirait à la dissuasion.

Il n'y a plus d'intérêt rationnel quand il s'agit du risque de guerre nucléaire. Si on pense que nous sommes embarqués sur le même bateau, c'est une illusion de croire qu'une guerre limitée à l'Europe serait possible. Des euromissiles atteignant le territoire soviétique obligeraient les Soviétiques à riposter sur les Etats-Unis.

Ne faisons pas la preuve négative de notre impuissance. La remise en cause d'une décision collective prise à l'unanimité depuis 1979, à cause de pressions soviétiques, prouverait que l'URSS peut exercer un droit de veto sur notre politique de défense. Ne lui donnons pas cette victoire !

Nous avons tous un discours ambigu quand il s'agit de l'Allemagne. Il y a, sur ce point, un certain discours français de plus en plus contre-productif. Nous disons aux Allemands en quelque sorte : vous êtes "les derniers des derniers" si vous n'acceptez pas ces fusées. Bien entendu nous, nous ne les prenons pas. Nous leur disons : l'Europe doit être indépendante à l'égard des Etats-Unis. Installez donc des fusées françaises en Allemagne, nous répondent nos amis Allemands... S'il existe un risque de glissement de l'Allemagne vers l'Est, de bonnes paroles ne suffiront pas à les conjurer, estime M. Hassner. Il faut aller plus loin.

L'Europe doit avoir une politique plus positive à l'égard de l'Allemagne si on veut la convaincre de rester "ancrée" à l'Ouest. Ce n'est pas en donnant l'exemple du nationalisme, voire du neutralisme, que nous la mettrons à l'abri des tentations. En criant trop fort au loup nous la découragerons encore plus.

La France doit donner maintenant un contenu concret à sa participation à la défense de l'Europe, répondre sans ambiguïté aux questions que se posent les Allemands sur la solidarité de notre pays en cas de conflit ou de menace de conflit.

(1) Le Conseil de l'OTAN avait décidé, en décembre 1979, le déploiement des Pershing II et des missiles de croisière à la fin de 1983 dans les pays européens, membres de l'Organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique, ainsi que l'ouverture des négociations avec l'URSS.

L'ALPINISME : SPORT DE DROITE OU SPORT DE GAUCHE ?

par Jean FABRE

L'auteur de l'article ci-après, Jean Fabre, originaire d'Aix-en-Provence, accomplit ses "premières armes" d'alpinisme dans le massif de la Sainte-Victoire et celui des Calanques.

Devenu guide-professionnel à l'âge de 24 ans, il effectue dans les Alpes les grandes classiques : face nord des Grandes Jorasses, couloir nord des Drus.

Il réalise, par la suite, de nombreuses premières en France et à l'étranger : dans les gorges du Verdon, dans les massifs de l'Atlas marocain et au Sahara, mais surtout au Pérou (premières au Chacraraju et au Taulliraju (6000 m), en Nouvelle-Guinée (première française du mont Carstens (5200 m) et en Patagonie (première française de la face nord du Fitz-Roy (3440 m).

Seuls quelques utopistes (habités par une flamme olympique vacillante) croient encore à l'innocence de l'athlète. Boycott des jeux olympiques de Moscou ; protestations contre les exhibitions des rugbymen sud-africains ; menaces des Brigades Rouges sur la personne de Bjorn Borg... autant d'illustrations de l'inexorable immersion du sport dans le bain (certains diraient la boue) de la politique...

Ce phénomène paraît surtout concerner les sports dits de masse, sports-spectacles donnant lieu à des compétitions officielles. Le stade, l'arène, c'est bien connu, détournent les passions du peuple, servent d'exutoire à une violence qui mal canalisée risquerait de provoquer de graves troubles sociaux. "Panem et Circences" ; les Romains (avant eux les Grecs) utilisaient déjà les jeux du cirque pour distraire et apaiser une plèbe avide de violence...

Mais notre sujet se rapporte à l'alpinisme, discipline sportive assez marginale qui se pratique "loin de la foule déchainée". Il peut sembler paradoxal de vouloir analyser les implications politiques d'une telle activité : mineure si on compare le nombre de ses adeptes à la multitude des footballeurs ou des tennismen ; dépourvue, a priori, d'intérêt pour le pouvoir politique si l'on tient compte de son incompatibilité avec toute forme de compétition officielle. En Chine, par exemple, à la suite de l'ascension de l'Everest en 1975 par des alpinistes chinois, toute aide gouvernementale aux expéditions en Himalaya a été supprimée. Dans l'esprit des dirigeants du parti, les retombées politiques de ce genre d'exploit s'avèrent insuffisantes.

Aujourd'hui, la thèse de la neutralité politique de l'alpinisme ne peut plus être valablement soutenue pour deux raisons essentielles.

Même si l'alpinisme n'a point acquis la dimension d'un sport de masse, il n'est plus réservé à une petite élite suffisamment fortunée pour s'offrir des vacances d'été à

la montagne. Des organismes à caractère social comme l'U.C.P.A. (1), la F.S.G.T. (2), Tourisme et Travail ont rendu cette discipline accessible aux milieux les plus modestes. Au delà d'un certain nombre de pratiquants, un sport prend inévitablement une dimension sociale, économique, culturelle entraînant la perte de son indépendance politique.

Toute activité subit, d'autre part, l'influence du milieu où elle est appelée à s'exercer ; or, les montagnes n'ont jamais été considérées comme des oasis isolées de toute politique. Servant, au même titre que les fleuves ou les mers, de frontières naturelles, elles furent, au cours de l'histoire, l'enjeu de nombreux conflits. A l'heure actuelle, leur importance n'est plus seulement stratégique d'un point de vue militaire ; réserves d'énergie (hydro-électricité, gisements d'uranium), sièges d'industries profitables (tourisme), les zones montagneuses prennent un intérêt économique de plus en plus marqué. Par ailleurs, sur un plan strictement politique, les chaînes de montagnes, dans les régions du globe actuellement troublées, constituent les refuges privilégiés de certains mouvements partisans de la lutte armée... En Afghanistan, la résistance contre l'armée soviétique s'organise et se développe à partir des vallées de l'Indou Kouch... En Amérique Latine, les gauchistes surnommés "montoneros" ou "mochilleros" (porteurs d'un sac à dos) se cachent dans la Cordillère des Andes... En Nouvelle-Guinée, les révoltes papoues contre le pouvoir colonial indonésien prennent naissance sur les hauts plateaux du Mont Karstensz (montagnards Monis et Danis).

Ceci posé, l'objet du présent article ne consistera pas à analyser les multiples relations qui ont pu s'établir entre l'alpinisme et le pouvoir politique.

Nous nous bornerons à rechercher si un sport comme l'alpinisme, au plan politique, se rapproche plus de ce que l'on appelle droite que de ce que l'on appelle la gauche ; s'il intéresse plus les régimes, les idéologies ou

les partis de droite que les régimes, idéologies ou partis de gauche, sans nous dissimuler la part de commodité de langage et d'artificiel qu'il y a dans les mots "droite" et "gauche".

L'alpinisme exerce-t-il un attrait plus sensible sur les marxistes ou les fascistes, les sociaux-démocrates ou la droite éclairée ?

Une telle réflexion doit, à notre avis, être examinée dans une perspective historique car les notions de droite et de gauche présentent un caractère fondamentalement évolutif et non point absolu.

L'ALPINISME ET "LA DROITE"

L'alpinisme dont la naissance officielle date de la conquête du Mont-Blanc (1787) exerça, dès son origine, une attraction plus marquée sur les partis de droite en raison :

- d'une part, de ses liens évidents avec la religion (et plus précisément le catholicisme),
- d'autre part, de ses aspects souvent très nationalistes et élitistes.

A - Alpinisme et religion

L'homme, depuis ses origines, a toujours conféré aux montagnes une valeur plus ou moins sacrée. Dans leur élan vers le ciel, les cimes semblent constituer le trait d'union naturel entre la terre et la demeure des dieux...

Selon la mythologie grecque, Zeus trônait déjà sur le Mont Olympe et les peuples celtiques imaginaient leurs divinités siégeant au sommet des montagnes... L'aspect mythique des zones d'altitude apparaît surtout dans les grands systèmes religieux comme le christianisme, le bouddhisme et les philosophies extrême-orientales (Chine et Japon). La Bible décrit Moïse recevant les messages de Yahvé au sommet du Sinaï... Le Mont Arara, le Golgotha, le Mont des Oliviers, autant de lieux élevés sanctifiés par le dogme chrétien... Le grand et le petit véhicule situent la résidence de Civa (Le Mahadeva, grand Dieu) sur l'une des cimes de l'Himalaya (le pic Kaïlas)... D'après la doctrine confucianiste, les empereurs chinois, fondateurs de dynasties nouvelles doivent monter sur le "Tai-shan" afin d'obtenir l'investiture céleste qui seule les autorise à gouverner l'empire du Milieu... Les neiges du Fuji-yama jouent également dans le culte Shinto japonais un rôle primordial.

Comme la montagne possède un caractère sacré, l'alpinisme (la quête de l'homme vers le sommet) s'apparente à un effort pour se rapprocher de Dieu, à une tentative de purification spirituelle et corporelle. Symbolisme des neiges éternelles : leur candeur reflète l'âme du montagnard blanchie par la souffrance de la conquête. Confucius lui-même avait déjà saisi tout l'aspect moral de cette discipline lorsqu'il écrivait "L'homme illustre se délecte de l'eau, l'homme vertueux des montagnes".

Il ne faut donc point s'étonner si en Europe (et plus particulièrement en France et en Italie) alpinisme et catholicisme ont longtemps formé un couple très uni.

Escalade du Fitz-Roy (face nord)

Jusqu'aux années soixante, l'Eglise catholique considérait l'alpinisme comme une expérience idéale pour éduquer la volonté, réaliser le dépassement de soi et élever les âmes. Un personnage ecclésiastique de l'un des romans de Saint Loup (3) compare les souffrances que s'impose l'alpiniste à de véritables mortifications monacales : "Porter un sac lourd dans une escalade dangereuse, en baver pendant des heures ou passer une nuit en prières à genoux sur les dalles d'une église et ceindre le calice, toutes ces épreuves ne sont que des clefs donnant accès aux joies supérieures".

Des catholiques convaincus ont érigé sur de nombreux sommets des Alpes françaises et italiennes (Drus, Grépon, etc...) des croix, des vierges et autres symboles matériels de leur foi. Un pape comme Pie XI, auteur de la première de la face est du Mont Rose, contribua à rendre ce sport très à la mode chez les croyants... Les scouts (mouvement fondamentalement chrétien) installaient leurs camps et déployaient l'essentiel de leur activité dans les zones montagneuses... Jusqu'à ces dernières années, il était assez fréquent de croiser en montagne des groupes d'adolescents encadrés par des abbés ; ceux-ci, l'été, devenaient moniteurs d'escalade, organisaient des courses en montagne et des randonnées...

Aujourd'hui, l'alpinisme semble s'être laïcisé ; les "chrétiens de gauche" sensibles surtout au message social du Christ ont cessé de considérer ce sport comme un moyen privilégié pour se rapprocher du Seigneur. Un bon croyant choisit d'autres voies, moins musclées mais plus altruistes. La montagne, victime d'une exploitation touristique et mercantile toujours croissante, perd d'ailleurs son caractère sacré et glisse progressivement dans le domaine du démon...

Toutefois, parmi les alpinistes de haut niveau, on pourrait déceler un mysticisme flou ne présentant plus aucun rapport avec le dogme chrétien... Pour certains grimpeurs anglo-saxons (et maintenant français), l'alpinisme devient une forme de lévitation ; il requiert des méthodes d'entraînement ascétiques comparables à celles pratiquées par les bonzes dans les monastères de l'Himalaya. En France, Ivan Ghirardini (4) prône un alpinisme panthéiste ; pour lui, chaque course en montagne devient une occasion de communiquer avec le "Grand Tout".

Néanmoins, l'époque où le mouvement "Jeunesse et montagne" entendait forger, grâce à la pratique de la montagne, de bons chrétiens et de grands serviteurs de la France, semble aujourd'hui bien révolue. Amour du Christ, amour de la patrie et amour de la montagne ne coïncident plus nécessairement.

B - Alpinisme, nationalisme, élitisme

Mohamed Ali Radzaï, ex-Premier d'Iran, mobilisant ses compatriotes contre l'agresseur irakien, avait tenu cet étrange propos : "Préparez-vous à une longue guerre ; faites de l'alpinisme ; dormez beaucoup".

Une telle déclaration fit l'effet d'une provocation dans certains milieux montagnards, écologistes, pacifistes. La comparaison entre l'alpinisme et la guerre semble logique à première vue et ne date pas de l'ère des Mollahs : stratégie, assaut, conquête, retraite, pertes en vies humaines... Le langage du grimpeur présente une identité troublante avec le vocabulaire du soldat. La montagne, quant à elle, utilise des procédés de défense comparables à ceux d'une citadelle assiégée ; les chutes de pierre s'apparentent à la mitraille, le grondement du tonnerre à celui du canon, les crevasses aux oubliettes... Les alpinistes de l'an 2000, moulés dans leurs combinaisons plastifiées, casqués et bardés d'instruments hétéroclites, évoquent les protagonistes de la "Guerre des Etoiles". On a prétendu même que le G.H.M. (Groupe de Haute Montagne) fût fondé au lendemain de la guerre de 14-18 par un groupe de grimpeurs ambitieux frustrés de n'avoir pu, trop jeunes, participer à la "grande bouche-rie".

Dès la préhistoire de l'alpinisme, on note l'ambiguïté des mobiles poussant certains "écervelés" à s'aventurer sur des parois rocheuses ou des glaciers pentus.

Vers les années 1490, Antoine De Ville, gentilhomme de la cour de Charles VIII réussit l'escalade du Mont Aiguille dans le Vercors, exploit remarquable au XV^e

siècle, car l'alpinisme ne prend un essor véritable qu'à la fin des guerres napoléoniennes. Bien que quelques controverses subsistent sur les raisons exactes de cette singulière première, il semble désormais acquis que De Ville ait agi par patriotisme et dévouement à son souverain (non point par simple goût du risque ou pour attendrir le cœur d'une Dame).

La conquête systématique des Alpes au cours du XIX^e siècle illustre avec plus de clarté les liens qui unissent l'alpinisme et le nationalisme.

Il ne faut pas voir un simple hasard dans le fait que les montagnes les plus renommées de l'Europe (Cervin, Barre des Ecrins, Vignemale) furent conquises, en premier, par des alpinistes britanniques. L'histoire a surtout retenu le nom d'Edouard Whymper à cause du drame du Matterhorn... Il faudrait citer aussi les Walker, Tyndall, Moore et autres Coolidge. La période comprise entre 1850 et 1880 (au cours de laquelle ces alpinistes manifestent leur talent) coïncide avec l'apogée de l'ère victorienne ; les Anglais tiennent à affirmer une suprématie globale : sur les mers, sur les continents les plus reculés et sur les montagnes.

Au début du XX^e siècle, l'avènement des régimes dictatoriaux, les préjugés de supériorité raciale exacerbent les rivalités nationales... Les sommets vierges (du moins sur le continent européen) n'existent plus ; la recherche de la difficulté conduit les grimpeurs à s'attaquer à des parois toujours plus verticales. La face nord de l'Eiger (1600 m de dénivelé) acquiert à cette occasion une notoriété particulière ; entre les deux-guerres, le gouvernement fédéral suisse décide d'en interdire l'accès aux alpinistes (Eiger signifie Ogre en allemand et le nombre d'accidents provoqués par cette paroi meurtrière alarme l'opinion publique) ; mais Andréas Heckmair, le guide bavarois qui en réussit la première ascension en 1936 a l'honneur d'être reçu et décoré personnellement par Adolf Hitler.

Même scénario en ce qui concerne la face nord des Grandes Jorasses dans le massif du Mont Blanc. L'italien Ricardo Cassin, après sa victoire en 1938, reçoit les chaleureuses félicitations du "Duce".

L'idéologie fasciste montre d'ailleurs un intérêt prononcé pour cette discipline difficile. Les grandes ascensions, en raison des épreuves et des dangers exceptionnels qu'elles comportent, deviennent un terrain privilégié de mise en valeur du surhomme... James Ramseiz Ullman (5), dans son roman "La Tour Blanche", entend justement dénoncer la conception nazie de l'alpinisme : celle où la conquête du sommet, la démonstration de la force, l'affirmation de la supériorité transcendent des valeurs comme l'amitié, la solidarité ou l'assistance à personne en danger... Mais les affinités entre les idéologies d'extrême droite, de droite nationaliste et l'alpinisme expliquent qu'en 1942 la croix gammée ait flotté sur l'Oushba, au cœur du massif du Caucase ; qu'en Amérique latine, au nord de la Cordillère des Andes, apparaisse le pic Bolivar ; que dans le massif de Chamonix surgisse l'ai-

guille du Maréchal Pétain (à la Libération, celle-ci redeviendra l'aiguille de la République). Sous le Gouvernement de Vichy, le mouvement Jeunesse et Montagne, grâce à la pratique de la montagne, entend revitaliser la jeunesse française, physiquement et moralement brisée par la défaite ; ses dirigeants choisissent un slogan révélateur : "Pour la patrie, par la montagne". Le Club Alpin Français a lui-même longtemps subi l'influence de ces conceptions nationalistes et élitistes.

La conquête des géants de l'Himalaya au cours des années 50 et 60 déclenchera un dernier sursaut de nationalisme.

En 1953, la reine d'Angleterre décorera Edmond Hillary, premier alpiniste avec le sherpa Tensing à atteindre le Toit du monde (8848 m : le Mont Everest).

En France, notamment la plupart des grandes expéditions dans les massifs extra-européens prirent un caractère officiel et national : octroi de subventions de l'Etat ; avantages administratifs et diplomatiques ; haut patronage du Président de la République. Maurice Herzog et ses compagnons, vainqueurs de l'Annapurna en 1950 furent, à leur retour, accueillis en héros, invités à l'Elysée par Vincent Auriol et solennellement décorés de la Légion d'Honneur. Valéry Giscard d'Estaing félicita publiquement Pierre Mazeaud, ancien ministre R.P.R. de Georges Pompidou, pour la réussite de son expédition Everest 78.

Il arrive enfin que la Droite ne s'intéresse pas à l'alpinisme pour des raisons de prestige, mais en vue d'une utilisation pratique : selon les révélations de la revue "Outside", en 1965, un groupe d'alpinistes américains de haut niveau aurait été soudoyé par la C.I.A. pour installer au sommet de la Nanda-Devi (Himalaya de l'Inde) un appareil d'espionnage électronique fonctionnant au plutonium 238. Cet engin, dont la radioactivité reste dangereuse pendant plusieurs années, était en principe destiné à détecter les explosions nucléaires chinoises... Mauvais temps ou difficultés de hissage, les alpinistes ne réussirent pas à atteindre le sommet et se contentèrent de déposer l'objet dans une crevasse ! Là, il fut rapidement détérioré par des coulées de neige puis écrasé sous les blocs de glace... L'affaire ne put plus alors garder le secret dont on l'avait entourée à l'origine. Les autorités américaines durent avertir le gouvernement indien de risques de pollution radioactive du Gange (la Nanda-Devi étant précisément située à la source du fleuve sacré). Ces révélations provoquèrent la demande d'ouverture d'une enquête officielle au Président Carter.

En dépit de ces derniers exemples, les liens entre "la droite" et l'alpinisme se dénouent progressivement. Cette discipline, depuis quelques années, amorce une sorte de mouvement de bascule vers "la gauche".

L'ALPINISME ET "LA GAUCHE"

Bien que chaque type de gauche entretienne une relation spéciale avec le sport (et plus précisément avec l'alpinisme), il nous semble fondamental d'opérer une

distinction générale entre la fraction communiste, dite orthodoxe, et les autres courants de gauche.

A - Alpinisme et gauche non-orthodoxe

Les valeurs telles que catholicisme, patriotisme, élitisme, qui imprégnaient les milieux alpins jusqu'à la fin des années 60 n'ont pas résisté au vent décapant de mai 68...

Les "événements" provoquent l'éclosion d'une nouvelle race de grimpeurs, porteuse d'une philosophie écologique et révolutionnaire... L'alpinisme cesse d'être considéré comme un sport ; il devient un art de vivre par lequel on manifeste marginalité, contestation et refus d'intégration au système. Au cours de la saison d'été 68, de nombreuses premières reçoivent les noms révélateurs de "pilier du peuple", "dièdre rouge", "voie de la Révolution". De jeunes citadins, passionnés de montagne, émigrent vers les vallées des Alpes, cherchant à embrasser le métier de guide ou à vivre de professions pastorales, manifestant un retour ostentatoire à la nature, proclamant le refus d'un travail urbain aliénant et le rejet de la société capitaliste.

Des modes nouvelles prétendent traduire, sur un plan plus extérieur, ce brusque changement philosophique issu de mai 68. Le grimpeur moderne cherche dorénavant dans son comportement et son habillement à se démarquer du héros alpin d'autrefois ; de morphologie filiforme, il porte de vieux blue-jeans effilochés, exhibe une longue chevelure, vante les mérites des paradis artificiels et de l'amour libre (à l'opposé même de l'athlète des années trente : muscles saillants, coiffure en brosse, gros godillots et continence).

En ce qui concerne la technique de l'escalade, les idéaux écologiques deviennent prioritaires pour cette nouvelle vague. Elle tient désormais le matériel et les innovations technologiques en grande suspicion, accuse les pitons de dégrader le rocher, méprise toute forme de progression artificielle (6)... Les expéditions nationales en Himalaya suscitent de sa part de vives critiques... Dans les Alpes, seules les escalades solitaires présentent encore à ses yeux une certaine valeur.

Un tel "radicalisme" reste bien sûr limité à une frange assez étroite : celle d'une jeune génération en mal d'intégration trouvant dans l'alpinisme une forme d'expression appropriée à sa révolte... Mais d'autres idées de gauche plus tempérées se répandent progressivement dans tous les milieux alpins. Le Club Alpin Français, bastion traditionnel de la bourgeoisie aisée, prend subitement la tête de la croisade pour la protection de la nature et des sites sauvages ; il s'oppose aux projets d'extension des remontées mécaniques dans les Alpes, freine le mouvement de commercialisation des refuges. Attitude écologique anti-mercantile bien éloignée de l'époque où le C.A.F. décidait de financer la construction de refuges dans tous les massifs des Alpes. Les journaux et revues de montagne marquent également une préférence sensible pour la gauche : ainsi s'expliquent quelques diatribes (7) dirigées contre Pierre

Mazeaud accusé de pratiquer un alpinisme de droite ainsi que certaines prises de position (8) anti-nucléaires. Dans la littérature alpine, le thème du "surhomme" conserve certes une place prééminente, mais nous ne sommes plus à l'époque de Saint-Loup ; les auteurs s'attachent tous à donner à leurs exploits une dimension écologique, humanitaire ou socialiste... Le héros réussit telle ascension non point parce qu'il appartient à une race supérieure, mais parce que d'extraction modeste, il a acquis très jeune le sens de la lutte, les capacités de souffrance et de privation (9).

L'alpinisme constitue enfin un moyen, pour la gauche, d'attirer l'attention de l'opinion publique sur quelques revendications précises. Les alpinistes polonais qui réussissent l'ascension de l'Everest en 1979 découvrent un drapeau sur lequel figure une étrange inscription rédigée en basque : "Le nucléaire non merci". Ils apprennent par la suite qu'une expédition venue d'Euskadi s'était attaquée à l'Everest quelques mois avant eux. Martin Zabala, le seul basque à avoir atteint le sommet avait placé le drapeau de son pays et crié "Gora Euskadi askatuta" (ce qui signifie "vive le pays basque libre"). Par le slogan contre le nucléaire, il entendait, d'autre part,

dénoncer la construction d'une centrale atomique dans la région de Bilbao.

Edmond Drummon, un grimpeur britannique très engagé politiquement, choisit la voie de l'alpinisme urbain afin de mieux braquer les feux de l'actualité sur certains scandales des sociétés occidentales ; ainsi, en 1980, il escalade la "colonne Nelson" à Londres en signe de protestation contre le régime de l'apartheid. Il avait gravi auparavant la célèbre statue de la Liberté dans le port de New-York pour signifier son désaccord contre l'exploitation économique du Tiers-Monde.

Le M.L.F., depuis ces dix dernières années, saisit toutes les occasions de mettre en valeur les exploits réalisés dans les Alpes ou en Himalaya par les femmes alpinistes. En 1980, l'obtention par Martine Rolland, première femme brevetée de l'E.N.S.A, (10) du diplôme de guide de haute montagne fut considérée comme une authentique victoire sur la misogynie réactionnaire des corporations de guides.

Cette récupération de l'alpinisme par la gauche prend un relief particulier dans les pays de l'Est, notamment en U.R.S.S.

B- L'alpinisme en Union soviétique

En U.R.S.S., l'alpinisme est devenu une discipline très populaire ; le nombre des grimpeurs déclarés s'élèverait, à l'heure actuelle, à plus de trois millions. Dans les massifs du Caucase ou du Pamir, ce sport se pratique selon des règles collectivistes, c'est-à-dire, dans le cadre de camps financés et entretenus par les syndicats, les grandes entreprises ou les sociétés sportives (ex : Spartak ; Locomotive). Toute approche de la montagne qui se voudrait extérieure à ces structures socialistes (par exemple, l'alpinisme solitaire ou même les cordées individuelles) est rigoureusement interdite.

Boris Garf, écrivain et alpiniste russe, affirme que cette discipline permet de développer les qualités propres au peuple soviétique : l'altruisme, la camaraderie, la subordination à la communauté de ses aspirations personnelles. Officiellement, l'alpinisme est considéré comme l'un des procédés susceptibles de mettre en œuvre le repos actif des travailleurs (notion communiste des loisirs).

Cette façade humanitaire masque difficilement un système fortement élitiste et compétitif. La réglementation soviétique instaure une hiérarchie très stricte. Les alpinistes se voient répartis en cinq classes en fonction de leur force ou de leur expérience ; on distingue les niveaux trois, deux et un, puis le stade de la candidature au Maître des sports, enfin le titre de Maître des sports. Parallèlement, chaque course en montagne fait l'objet d'une cotation précise... Les alpinistes appartenant à un niveau précis ne peuvent point entreprendre des ascensions réservées au niveau supérieur... Le droit de s'engager dans des itinéraires de haute difficulté est réservé aux titulaires du brevet envié de Maître des sports. Ces derniers jouissent à l'intérieur du camp d'un statut privilégié leur conférant certains avantages quant au matériel et à la nourriture.

La grande originalité de l'alpinisme russe réside, d'autre part, dans l'organisation de compétitions officielles d'escalade. Celles-ci ont lieu généralement en Crimée à la fin du printemps. Deux à trois mille personnes se regroupent sous les falaises où les alpinistes rivalisent. Un jury composé de spécialistes attribue des notes et désigne des vainqueurs. Le soir, remise officielle des médailles. La popularité de ce genre d'épreuves augmente d'année en année ; les soviétiques cherchent aujourd'hui à convaincre le C.I.O. (11) de les admettre comme discipline olympique...

Un titre de "Champion du Monde d'alpinisme" a déjà été institué pour récompenser chaque année le meilleur concurrent ; en 1979, il fut attribué à Sergeï Bershov, athlète exemplaire.

Signalons enfin que les sommets des montagnes exercent une fascination toute particulière sur les dirigeants socialistes russes : le point culminant de l'U.R.S.S (7485 m) dans le massif du Pamir porta longtemps le nom de pic Staline ; après la mort du "petit père du peuple", il se transforma subitement en pic du Commu-

nisme.

Au sommet du pic Lénine (7200 m), un buste de Vladimir Ilich Oulianov défie symboliquement la tempête... L'ascension de l'Elbrouz, point culminant du Caucase, donne lieu périodiquement à un gigantesque rassemblement populaire. L'effort et la volonté des alpinistes symbolisent l'effort et la volonté des militants communistes pour atteindre la société sans classes.

D'UN BON USAGE DE L'ALPINISME

En définitive, l'alpinisme de haut-niveau (hivernales, solitaires, expéditions), séduit surtout les régimes forts et les doctrines extrémistes (de droite ou de gauche).

Les marques d'intérêt notables prodigués à cette discipline par le régime soviétique rappellent étrangement l'attrait que celle-ci exerça sur les gouvernements et les intellectuels fascistes...

L'alpinisme, par essence, ne se situe pas à gauche ou à droite ; en revanche, la manière de le pratiquer peut être révélatrice d'un type de personnalité et d'une certaine philosophie... Les grands exploits alpins traduisent souvent l'orgueil, le goût du panache et de la domination, la volonté exacerbée de puissance. L'habitude d'affronter et de défier des risques mortels enduret parfois de manière excessive.

Il faut aussi se défier d'une certaine hypocrisie : suivez ce grimpeur moderne prétendument écologiste, socialiste pacifiste, vous vous apercevrez très vite qu'il se livre en cachette à un entraînement "stakanoviste", qu'il tyrannise ses compagnons de cordée et manifeste intolérance et dédain à l'égard de tout ce qui lui paraît inférieur.

Les vrais libéraux, les démocrates authentiques ne condamneront pas ce sport sain, original et humainement enrichissant. Cependant ils éviteront de le pratiquer trop intensément et d'en faire un absolu.

Ils se souviendront que cette discipline exaltée à l'extrême, attire surtout les athlètes en quête de puissance, envoûte les doctrines volontaristes et perpétue un courant de sympathie avec les régimes musclés.

Jean FABRE

(1) Union des Centres de Plein Air

(2) Fédération Sportive et Gymnique du Travail

(3) Saint Loup : "Face Nord"

(4) Auteur de solitaires-hivernales fameuses

(5) Ecrivain américain

(6) Artificielle : escalade à l'aide de pitons et d'étriers

(7) Revue Passage 4 : "L'Everest démasqué"

(8) Alpinisme et randonnée

(9) Montagne magazine : Pour faire un bon alpiniste, il faut avoir des mains de maçon (Yvan Ghirardini)

(10) Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme

(11) Comité Internationale Olympique.

DÉMOCRATIE ET PERSONNALISME

par Etienne BORNE

"Esprit", revue et mouvement liés, a été fondé en 1933 - peu d'années avant le déclenchement de la deuxième guerre mondiale - il y eut donc un demi-siècle en 1982. Ce cinquantenaire d'Esprit a été célébré par un colloque tenu à Dourdan les 30 - 31 octobre et 1^{er} novembre 1982. Les contributions et les nombreux témoignages seront rassemblés en un volume que publiera l'Association des Amis d'Emmanuel Mounier (19, rue Henri Irénée Marrou 92290 Chatenay-Malabry).

Etienne Borne qui a publié en 1972 un "Emmanuel Mounier ou le combat pour l'homme" aux Editions Seghers, a appartenu à l'équipe qui a pensé et lancé "Esprit". Et ce sont les commencements d'Esprit" qui ont été particulièrement étudiés dans ce Colloque du Cinquantenaire. Il était intéressant de déterminer quelle avait été l'attitude du personnalisme en son effervescente et dérangeante nouveauté à l'égard de l'idée et des institutions démocratiques. Tel fut l'objet de la communication d'Etienne Borne dont on va lire le texte intégral. Occasion de rétablir quelques vérités philosophiques et historiques contre des calomnies insolentes et des médisances sournoises qui ont fait dans les médias une triste carrière...

H.B.

Je suis un témoin de la naissance et des premières années d'"Esprit". On me permettra, en préalable, une brève explication sur le témoignage que je me propose d'apporter.

D'abord en ce qui concerne le caractère singulier de ma position, au sens j'allais dire géographique du mot, durant la décennie de l'avant-guerre. Bénéficiant sans y être pour rien d'une série de chances convergentes, il s'est

trouvé que, à mon rang et à ma place qui n'ont jamais été les premiers, j'ai participé à la plupart des équipes qui ont fait l'originalité inquiète et effervescente des années 30. Autour de Francisque Gay et des fidèles de Marc Sanguier et survivants du Sillon, les groupes de la "Vie catholique", puis de l'"Aube". Mais aussi le groupe de Dominicains qui après avoir fait "la Vie intellectuelle" lança l'hebdomadaire "Sept" qui après sa disparition fut

relayé par "Temps Présent". Groupe tala de l'Ecole Normale et Paroisse Universitaire, avec l'inoubliable rencontre de Teilhard de Chardin. Mais aussi le Meudon de Maritain où il est possible que dès avant le lancement d'"Esprit", j'ai rencontré Mounier pour la première fois. Et dès lors commença notre compagnonage.

Ensuite, et c'est le deuxième moment de ce préalable, j'avais déjà avant "Esprit" une certaine orientation que pour faire court et commode je dirai "démocrate-chrétienne", non pas que je fisse de politique religion ou de religion politique, mais il m'apparaissait qu'il convenait d'approfondir les rapports de correspondance théorique et de connivence pratique entre l'exigence démocratique et la foi chrétienne prises l'une à l'autre au niveau philosophique des conceptions de l'homme. Non pas une sécurité établie mais une recherche de pensée et d'action à entreprendre dans l'esprit de Maurice Blondel, une autre de mes multiples références et allégeances.

Mon témoignage ne peut pas ne pas porter la marque de cette situation, qui était en ces années d'apprentissage aussi éprouvante qu'enrichissante et stimulante. J'avais dès ce temps là l'esprit passablement œcuménique, prompt à prendre mon bien partout et, me croyant, non sans une témérité que l'expérience devait souvent dérouter, une vocation de conciliateur, j'étais ici et aussi bien là-bas, non pas au centre mais dans un coin le plus proche possible de la porte que je tenais entre-baillée, pratiquant des fidélités plurielles, parfois mal comprises, parfois libéralement tolérées. J'avais beaucoup à apprendre et notamment que des pensées certes diverses mais appelées, me semblait-il, à rayonner des lumières fraternelles, avaient chacune la fière passion d'une originalité qui n'était pas incapable d'éclipser le plus proche autrui. En toutes ces étoiles qui illuminaient mon ciel, je voulais voir une parlante, amicale et bénéfique constellation alors que chacune avait une irrésistible inclination à se considérer comme l'unique soleil.

Ainsi ébloui vers le même temps par Maritain et par Teilhard, je finis par me rendre compte, avec désolation, qu'ils étaient incapables non seulement de se comprendre, mais même de s'entendre dans le sens le plus matériellement acoustique du terme. Et même lorsqu'ils s'agissait d'une bataille en fin de compte historique contre un même adversaire, je pense à l'"Action française", au moment de la condamnation romaine, Francisque Gay et Jacques Maritain tenaient à mener le combat chacun sous ses propres armes bien visibles, de façon à ne point passer pour le partenaire d'une alliance qui ne pouvait être que d'accidentelle conjoncture.

Il me semblait pourtant que dans la proximité des vastes périls dont on pressentait l'approche sans en percevoir clairement la figure, alors que les démocraties et les libéralismes traditionnels souffraient de malaises et de maladies d'une extrême gravité en même temps qu'ils étaient contestés et assaillis du dehors par les différentes formes du fascisme, comme nous disions alors, des regroupements et des ressourcements s'imposaient tant du côté d'une démocratie à repenser dans ses fondements

que d'un christianisme à aiguïser dans ses plus tranchantes vérités. Le mal à dénoncer était partout la compromission qui falsifiait les visages et empoisonnait les substances. C'est alors que, comme pour exactement répondre à cette attente de pureté et de dureté apparurent un homme, un mouvement, une pensée, Mounier, "Esprit", le personnalisme.

*
* *

Personnalisme et démocratie. "La révolution personnaliste et communautaire" s'est présentée dès le départ comme une thématique révolutionnaire. L'idée démocratique de son côté avait un passé et n'était absente ni d'une pensée politique déjà classique, ni des institutions déjà existantes. Il s'agit donc de savoir ce que devient cette démocratie à la violente lueur d'une fulguration révolutionnaire. Car il faut le souligner comme une maxime majeure, mise d'emblée en avant et aussitôt pratiquée: "Ce n'est pas la force qui fait les révolutions, c'est la lumière" (1). Formule typiquement mouniériste.

Choc d'une rudesse révolutionnaire. Le premier trait sur et contre la démocratie est d'une véhémence flamboyante: "Nous ne sommes pas les moins sévères pour la démocratie libérale et parlementaire. Jam foetet. Démocratie d'esclaves en liberté, désœuvrés de leur âme et de leur gagne-pain, soumis à la domination brutale de l'argent qui a dévié jusqu'à leur révolte même" (2). A s'en tenir à ce seul texte, on conclurait à une condamnation d'autant plus radicale qu'elle est vigoureusement argumentée. Mais il faut regarder au contexte. Ces lignes explosives figurent dans le chapitre des "Pseudo-valeurs spirituelles fascistes". Et il semblerait au premier abord que Mounier veuille rivaliser d'agressivité avec la polémique fasciste qui juge la démocratie en tant que telle comme veule, dévitalisée, décadente, déjà condamnée par le mouvement de l'histoire. Car en ce temps là une certaine vulgate hégélienne qui devait faire tant de ravages en notre siècle, jouait au profit du fascisme. Et lorsque Mounier se demande si, avec son chef plébiscité, le fascisme ne serait pas "la forme ardente de la démocratie" il paraît être vulnérable à la malveillance partisane qui lui fait grief d'avoir été fasciné par un certain style vitaliste d'un fascisme dont il aurait été, par une commune détestation de la démocratie libérale, le complice objectif. Contresens proprement monstrueux.

Car le texte de Mounier, loin de faire écho à la critique fasciste de la démocratie, est une critique et radicale de cette critique. L'expression "forme ardente de la démocratie" est en elle-même riche de sens; elle montre que dans la pensée de Mounier cette forme ardente pouvait et devait être opposée aux formes usées et refroidies de la démocratie. Mais imaginer que le fascisme, qui rassemble des multitudes dans l'approbation exaltée, irrationnelle, mystificatrice de l'homme du destin, pourrait réaliser cette démocratie ardente, l'illusion que Mounier qualifie dans cette même page d'"escroquerie spirituelle" ne relève que d'une magistrale imposture. Mounier voit en ce dramatique moment historique, "la mystique du

chef" se proposer de "supplanter universellement la mystique démocratique"; et il s'en désole sans que son discours résolument antifasciste fasse place à la moindre équivoque. Certes pour Mounier est ouvert le procès de la démocratie libérale et parlementaire. Mais le procès qu'instruit le personnalisme naissant ne va pas sans un procès rigoureux du procès que poursuit le fascisme contre cette même démocratie. Et ce dernier procès, qui est le bon, ne saurait se clore que par un verdict d'absolue condamnation. Il faut citer, sans espérer que la race, très prolifique, des malveillants, aveugles et sourds volontaires, puisse voir et entendre.

"Ayons le courage de le dire, écrit Mounier, le problème de la démocratie, le problème de l'autorité, sont des problèmes neufs, encore irrésolus, devant les conditions que leur a faite le monde moderne". On insistera avec l'indispensable lourdeur qui convient sur la décisive précision de la formule. Ce qui est mis en cause, ce n'est pas la démocratie en elle-même, c'est, et Mounier parle un langage péguyste, la condition pitoyablement dévoyée dans laquelle elle se trouve par le fait des carences et des trahisons du monde moderne. Puisque la démocratie "problème neuf" est à réinventer, elle est le contraire même de ce principe de mal et de malheur que vitupérait, hors de nos frontières le fascisme, et en France l'école maurrassienne.

UN CHOIX INCONTOURNABLE

Le personnalisme en ses origines ne rejette donc pas la démocratie, en droit comme en fait; il est devant la démocratie, telle qu'elle est devenue, en état de perplexité interrogative. Mounier, persuadé qu'il avait quelque chose d'original et d'unique à dire, et il n'aurait pas été un créateur sans cette conviction originelle, poursuivait son chemin sans trop regarder à droite et à gauche. Or que la démocratie soit à réinventer tout en étant une valeur majeure politiquement, moralement et même spirituellement c'était depuis Marc Sangnier, une certitude animatrice de pensée et d'action pour cette tradition démocrate-chrétienne qui avait si longuement combattu et qui avait encore tant de mal à faire admettre et à naturaliser honorablement dans le catholicisme français l'idée de démocratie, tant le mot et la chose paraissaient encore subversifs pour une large part de l'opinion bien-pensante, entretenue dans ses préjugés par l'idéologie d'une "Action française" alors au zénith de son influence. Or voici que surgissait dans l'arène un jeune et nouveau combattant, qui ne se contentait pas de sentimentalités, qui était surabondamment équipé d'armes et d'armures philosophiques, dont la parole, subversive de tous les conservatismes rendait un son qu'on voulait croire fraternel, n'eût été le fracas et l'étrangeté de quelques harmoniques révolutionnaires. Qu'en était-il donc de la pensée d'Emmanuel Mounier touchant la démocratie chrétienne, et très précisément de l'idée que l'on y avait de la démocratie?

Le plus simple était de le demander directement au philosophe du personnalisme. D'où la "Lettre ouverte à

Emmanuel Mounier" de Paul Archambault, parue dans "l'Aube" du 21 Janvier 1934. Collaborateur de Francisque Gay, disciple de Blondel, Archambault intervenait moins en son nom propre que porté par toute la tradition démocrate chrétienne, et il mettait son interlocuteur en présence d'alternatives difficiles à éluder: oui ou non, êtes-vous avec nous ou contre nous? Aujourd'hui la démocratie est en question, êtes-vous oui ou non du côté de la démocratie?

La réponse de Mounier "Lettre ouverte sur la démocratie" (3) est capitale pour notre sujet. Le ton en est d'abord à l'irrespect et Mounier se laisse aller à un beau mouvement d'insolence juvénile. Quoique vous ayez fait, quelques chemins que vous ayez difficilement déblayés, comprenez que l'ingratitude est la vertu de la jeunesse, en dehors de laquelle elle ne saurait accomplir sa vocation de renouvellement créateur. "Celui qui à vingt ou trente ans, écrit superbement Mounier, se préoccupe de références ou de déférences commence à creuser son tombeau" (4). La cause paraît donc entendue, et l'indiscret recruteur en sera pour ses frais: Mounier ne sera jamais pour la démocratie-chrétienne une caution ou un renfort.

Il y a cependant dans l'argumentation de Mounier une part de précipitation imprudente. La démocratie-chrétienne ne se situerait que par rapport au passé. Vous poursuivez dit-il, des luttes périmées contre des fantômes. Sans être livrée au rythme désespérant du retour éternel, l'histoire concrète est cependant plus répétitive que ne l'imaginait le jeune Mounier. Ce "laïcisme" qu'il disait "démodé" gâte nos jours de sa médiocrité hargneuse. Et les idées de ce Maurras qu'il croyait "fini" étaient au pouvoir, peu d'années après 1934, dans la divine surprise, non de la défaite, mais du gouvernement de Vichy. L'histoire, c'est souvent les mêmes contre les mêmes, l'adversaire change de masque et non pas de visage. Enfin en moquant références et déférences, Mounier ne veut pas savoir qu'en vertu même de ce que son initiative a de créateur, la philosophie du personnalisme sera un jour une référence à laquelle d'autres impatients, de moindre envergure, moins évidemment créateurs et ritualisant le meurtre du père, refuseront à leur tour une juste déférence. Mais négligeons ces autour et alentours qui nous divertiraient de l'essentiel. La question qui lui était posée était une question de fond que Mounier tenait à honneur de ne point éluder. Et sa réponse est un morceau d'anthologie qu'il faut recopier de bout en bout:

"Ne croyez pas que je veuille masquer le choix sous des nuances. Commençons donc par un choix brutal. Appelons régime *totalitaire* tout régime dans lequel une aristocratie (minoritaire ou majoritaire) d'argent, de classe ou de parti, assume en lui imposant ses volontés les destins d'une masse amorphe fût-elle consentante et enthousiaste, et eût-elle par là même l'illusion d'être réfléchie. Exemples à des degrés divers: les "démocraties" capitalistes et étatistes, les fascismes, le communisme stalinien. Appelons *démocratie* avec tous les qualificatifs et superlatifs qu'il faudra pour ne pas le confondre avec ses

minuscules contrefaçons, le régime qui repose sur la responsabilité et l'organisation fonctionnelle de toutes les personnes constituant la communauté spéciale. Alors oui, sans ambages, nous sommes du côté de la démocratie. Ajoutons que déviée dès son origine par ses premiers idéologues, puis étranglée au berceau par le monde de l'argent, cette démocratie-là n'a jamais été réalisée dans les faits, qu'elle l'est à peine dans les esprits" (5).

Tel ou tel détail de ce texte dont j'ai tenu à respecter l'intégralité, appellerait des inflexions, susciterait des interrogations, mais, à travers sa richesse foisonnante, se lit en traits prompts et abrupts l'alternative qui, bien plus profondément que celle de la droite ou de la gauche, va être, était déjà proposée ou plutôt inéluctablement imposée à ce siècle, totalitarisme ou démocratie : "Appelons régime totalitaire... appelons démocratie... alors sans ambages nous sommes du côté de la démocratie". Archambault s'était fait rabrouer et sur quel ton mais il avait posé la bonne question et il avait obtenu en piquant au vif l'interpellé la bonne réponse, laquelle, quand on connaissait Mounier, ne pouvait faire de doute.

Autre événement, dont l'intérêt va au-delà de la date et de la conjoncture, en cette même année 1934 qui avait vu les émeutes du 6 février, la menace d'un assaut avorté et sanglant contre la Chambre des députés, où s'appesantissait sur le pays un climat de pré-guerre civile, où à droite se développait un commencement d'esprit fascisant sur le thème de la corruption parlementaire et où le parti communiste conjuguant les thèmes de la lutte sociale et du combat antifasciste réveillait la tradition révolutionnaire de la gauche. C'est alors qu'un groupe d'intellectuels et de laïcs catholiques publia le manifeste "Pour le bien commun".

L'initiative était venue du groupe de Meudon et le texte peut figurer à bon droit dans les œuvres complètes de Maritain. Mais il était le fruit d'une élaboration collective et avaient pris part à sa rédaction un certain nombre de signataires du texte, dont Mounier et moi-même. Quel était notre propos ? Un "double non" signifié aux partis en présence qui, au nom de la lutte contre le communisme ou contre le fascisme, invitent les chrétiens à rejoindre l'un des camps affrontés, alors que chacun d'eux pratique une violence et professe une idéologie, l'une et l'autre incompatibles avec un christianisme authentique ; non pas condamnation de la politique en tant que telle, mais affirmation qu'est possible une autre politique ouverte à l'inspiration chrétienne, mais qui n'a pas dans l'immédiat les moyens de s'imposer, car c'est un monde nouveau qu'il s'agirait d'édifier, qui demande patience et grand labeur intellectuel et spirituel.

En bon démocrate-chrétien, j'estimais que le "double non" au fascisme et au communisme ne pouvait pas être positif et valable que par un franc assentiment à l'idée démocratique. Je craignais que dans notre ardeur à tout défaire pour mieux refaire, nous laissions échapper quelques petites phrases assassines à l'encontre d'un parlementarisme qui, sur le contexte de l'époque, ne donnait pas une très fière idée de ce qu'aurait pu et du être la

représentation nationale. Notre texte, pensions-nous, devait faire choc sur une opinion désorientée et inquiète, et dans une intention de convergence réconciliatrice, je faisais tout ce qui était en mon pouvoir pour qu'il soit reçu et compris par tous ceux qui travaillaient à une vitalisation du christianisme ainsi qu'à un renouveau de la pensée et de l'action politiques, aussi bien du côté de la démocratie-chrétienne et de la rue Garancière que du côté de Meudon et d'"Esprit". Ainsi apparaîtrait objectivement une connivence dont le dévoilement me tenait à cœur.

Le résultat fut plutôt positif encore qu'un peu court. Etait affirmée la nécessité au moins morale d'un "tiers-parti", on disait alors à "Esprit" une troisième force qui aurait pris en charge "le bien commun" en s'opposant aux "partis qui déchirent la nation" ; mais ce tiers-parti, qui a toujours répondu à ma profonde et constante conviction, n'était évoqué que comme une utopie de la raison, une idée normative à réalisation impossible ou lointaine, alors que me semblait-il, les éléments de ce tiers-parti existaient déjà, mais impuissants du fait de leur dispersion, réduits au seul témoignage ou à une action très marginale ; et qu'ils auraient pu peser sur le cours des choses s'ils savaient se reconnaître et se rassembler. D'autre part, demi-succès ou demi-échec, la "démocratie parlementaire" était nommée sans être rejetée dans les ténèbres extérieures ; il n'était pas défendu de la considérer comme "un moindre mal" et ses tenants invités à faire la preuve qu'un tel régime n'était pas incapable de se réformer et de se moraliser, n'étaient pas traités en ennemis.

Je ne pouvais être mécontent ni de la participation de Mounier à l'élaboration du manifeste qui publié en brochure eût un certain retentissement, ni de sa réponse à "Esprit", à part entière, et je tenais à être ailleurs, à part également entière. Prenant mal mon parti de toutes les divisions, et d'abord de celles qui séparaient en groupements désaccordés la famille démocrate-chrétienne, je ne dirai pas que mon cœur était partagé, l'expression m'a toujours paru comique dans sa banalité, et au surplus dépourvue de vérité, car si esprit et intelligence peuvent être partagés, raisons contre raisons, le cœur ne souffre pas de partage. Tout mon cœur était à "Esprit". Tout mon cœur était à la démocratie-chrétienne. Et je pressentais d'un sûr instinct que la référence démocratique était la valeur majeure qui, allant plus profond que les contrariétés extérieures, abolirait, une fois reconnue par tous, toutes les contradictions. En ces débuts d'"Esprit", Mounier avait donc été amené à dire à l'idée démocratique : "Va, je ne te hais point". Bel exemple de déclaration d'amour dans le style des litotes classiques. Parmi les effervescences romantiques de l'époque, la pensée de Mounier, même dans sa rigueur révolutionnaire était une pensée classique.

LA DÉMOCRATIE A RÉINVENTER

Je résume mes lectures de textes. Comme d'autres

“non-conformistes des années 30”, Mounier menait une vive critique de la civilisation bourgeoise, s'élevait contre le règne du profit capitaliste ; achevant de méditer sur Péguy, qui était plus républicain que démocrate, il passait l'idée démocratique au feu d'une critique personnelle, et donc sans complaisance. Critique épuratrice et non point destructrice. Quelques rudes réserves qu'il ait faites et ne cessa jamais de faire sur le parlementarisme et le régime des partis, Mounier s'en prenait non à l'idée démocratique dans sa vérité ainsi décapée, mais aux idéologies individualistes d'un vrai ou d'un faux 1789 et aux pratiques corruptrices, séquelles du règne de l'argent, qui empoisonnaient la substance et falsifiaient le visage d'une démocratie devenue terriblement inégale à son idéal. Et à mesure qu'“Esprit” poursuivait un cheminement difficile à travers les vicissitudes dramatiques et les confusions politiques et intellectuelles de l'immédiate avant-guerre, l'option initiale “oui sans ambages pour la démocratie” est allée s'approfondissant, se développant, révélant chaque jour davantage au choc violent des événements, une toujours plus heureuse complicité entre personnalisme et démocratie.

“La démocratie personnaliste”. L'expression apparaît en 1936, l'année du Front populaire, dans le “Manifeste au service du personnalisme”. Non seulement les deux notions ne s'opposent pas, mais elles peuvent et doivent aller ensemble. Certes Mounier situe cette “démocratie personnaliste” dont il est désormais le penseur et le militant en antithèse avec “la démocratie libérale et parlementaire”. Laquelle est vertement critiquée en tant que libérale et parlementaire mais non pas comme démocratique. Espèce douteuse d'un genre qui pouvant se réaliser autrement ailleurs, ne saurait être condamné en lui-même.

Il y a une mauvaise démocratie. Mounier a peu de sympathie pour le principe de la souveraineté populaire qu'il tient pour idéologique, faisant écho ainsi aux inquiétudes de Meudon, car Maritain même acquis à la démocratie a toujours tenu à sévère distance une démocratie de filiation rousseauiste. Mounier estime lui aussi que “Le contrat social” n'est pas une œuvre personnaliste, que la mythique “volonté générale” a servi de couverture dans l'histoire à des systèmes totalitaires, et que la loi de la majorité et du nombre peut être, elle aussi du côté de la force et non pas de l'esprit. Critique de rigueur personnaliste, à mille lieues des réquisitoires droitiers et fascistes.

S'il y a une mauvaise démocratie, c'est donc qu'il y en a une bonne. Dans le même “Manifeste” Mounier avait, au chapitre de l'économie, naturalisé en terre personnaliste la notion de démocratie économique. Toujours sous bénéfice d'un inventaire purificateur et en excluant ce qu'il appelle “les tares de la démocratie parlementaire : irresponsabilité, faux égalitarisme, règne de l'opinion incompétente et beau langage” (7). Mais n'est-il pas clair qu'une fois ces tares, sinon ôtées d'un coup, du moins courageusement et patiemment combattues, la démocratie se rapprochant de son essence personnaliste, n'en sera

que de mieux en mieux démocratique ? Ainsi dans son propos de rénovation qui entend changer la cité des hommes tant économiquement que politiquement, Mounier multipliera les références aux notions désormais conjointes de démocratie et de personnalisme.

Un peu avant le “Manifeste” en 1935, la revue publiait sous la signature de Georges Zérapha un long travail assez minutieux de réflexion politique sous le titre significatif de “Recherches sur des points communs d'un programme électoral pour les antifascistes et les démocrates”. Les mots sont plus que les mots. “La démocratie”, “les démocrates” le vocabulaire pouvait paraître usé et vide. Je n'ai retenu que cette dernière référence entre tant d'autres semblables, car les exemples seraient nombreux qui montreraient cette promotion constante et croissante du langage de la démocratie dans la revue des années 35-39.

Et à mesure que les événements soufflaient en rafales, laissant pressentir le pire après le mal : les avancées sanglantes et triomphales du fascisme puis du nazisme ; les conquêtes de l'Ethiopie et de l'Albanie, l'Anschluss de l'Autriche, la guerre d'Espagne, la confrontation de Munich conclue par un abandon. Tout se passe comme si, à mesure que l'histoire contemporaine se dramatisait, “Esprit” découvrait de mieux en mieux que le combat pour l'homme, comme ne craignait pas de dire Mounier sans savoir qu'un jour la formule provoquerait la risée des esprits forts, était aussi un combat pour la démocratie.

Mais ce combat, personnalisme oblige, est en première instance, un combat pour le spirituel. Qu'on me permette de citer ici l'un des plus beaux textes de Mounier. Il a paru sous le titre “Les deux grandeurs” (9). Il est sans doute trop sévère pour ce que le Front Populaire, qui a eu des moments de vraie grandeur, a comporté sur ses marges de “grotesque Carnaval” et de “frenésie ridicule de bacchanale”. Mais Mounier sait à quel niveau se situe le combat. Il croit à la personne et aussi à la France : “Ne laissons pas contaminer, écrit-il nos valeurs fermement élaborées, appuyées au surplus sur une vocation nationale sûre par ces pseudo valeurs spirituelles dont il y a deux ans nous dénoncions la dangereuse ambiguïté. Ne cédon pas aujourd'hui l'angoisse de nos cœurs aux prestiges du fascisme si nous ne voulons pas que demain, il possède aussi nos vies, nos libertés, nos destins”. Suit alors le rappel de l'axiome fondateur du personnalisme : “ce n'est pas dans les urnes ou dans la rue que se joue le sort de la personne, c'est d'abord en chacun de nous”. Et Mounier, sachant ou pressentant la sorte de rassemblement que nécessite l'imminence du péril, ne craindra pas de citer en concluant Guy-Grand, un “individualiste libéral” et au surplus fort laïque, qui avait quelque notoriété en son temps : “Le succès de la force ne prévaut pas contre l'invincible résistance de l'esprit”. Non pas politique d'abord mais “énergie spirituelle” d'abord. “Ceux qui auront eu le courage de la nourrir, poursuit Mounier, tiennent en main le sort de leur génération” (10). Le mot

prophétique de résistance a été prononcé. Car c'est sous ce mot, qui allait être historique, que devait être sauvé l'honneur d'une génération et un peu plus que son honneur.

Résistance qui, en fait a commencé au refus de Munich. Sous l'interpellation de l'événement, alors que beaucoup de nos camarades hésitent ou vacillent, Mounier, en cornélien qu'il était, n'a point consulté pour suivre son devoir. L'éditorial d'"Esprit", en date du 1^{er} octobre 38 s'appellera : "Lendemain d'une trahison". Celui du 1^{er} novembre : "L'Europe contre les hégémonies", une "Europe fédérale" dira-t-il, menacée par l'impérialisme des totalitaires. Et c'est bien la démocratie qui est en cause, "une démocratie plus encore à inventer qu'à défendre" (11) dira-t-il en octobre, "un combat", précisera-t-il en novembre, qui devra aussi être mené sur un front intérieur "par des démocraties rajeunies, revalorisées, se débarrassant à la fois de la ploutocratie et de la démagogie, enfin organiquement populaires" (12).

Et ces appels à une résistance d'abord spirituelle et ensuite politique, selon la salutaire inversion propre au personalisme, n'allait pas sans étonnantes intuitions d'un proche avenir que les politiques réalistes, aveuglés par l'idéologie du réalisme, étaient incapables de soupçonner : envisageant un rassemblement des croyants et des incroyants autour de "la conception judéo-chrétienne de l'homme". Mounier poursuit : "Le duel du rationalisme et de l'irrationalisme n'est plus le combat central de l'humanisme. Les frères ennemis se réconcilient déjà, l'un de Moscou, l'autre de Nuremberg dans la désignation d'un adversaire commun ; il n'est pas impossible que demain, contre lui, ils oublient leurs divisions pour une même bataille contre ces transcendances insoumises : les hommes libres, les Eglises". Prémonition à un an de distance du pacte germano-soviétique. Mais intuition plus encore prophétique que prémonitoire. La parole vaut après cinquante ans pour la Pologne d'aujourd'hui. Un totalitarisme mis en échec par ces "transcendances insoumises : les hommes libres, les Eglises". Prodigeuse expression : les transcendances insoumises. Condensée en deux mots toute une philosophie, toute une métaphysique et faisant la beauté du mot, la fulguration du vrai.

En cette fin d'année 38, la démocratie personaliste devient un drapeau, dressé face à l'ennemi. "Esprit" de décembre contient l'appel de Mounier à un "rassemblement pour une démocratie personaliste". Le premier responsable d'"Esprit" avait pris enfin conscience de ce mal qu'était la dispersion des bonnes volontés lucides et réformatrices. "Nous n'avons aucune peine à reconnaître en tous lieux, écrivait-il, ceux qui acceptent avec d'autres mots les mêmes exigences de civilisation que nous affirmons ici. Nous avons pour devoir de faire qu'ils se reconnaissent entre eux et reconnaissent le principe de leur unité" (13). En tous lieux, unité. Je n'avais donc pas eu tort de parier pour la convergence et l'union et d'abord dans l'ordre doctrinal. Car cette fois éclatait la formule décisive, pleinement réconciliatrice : "Nous appelons

démocratie tout régime qui met le souci de la personne humaine à la base de toutes les institutions humaines" (14). En leur temps et dans leur langue, Montalembert et Sangnier, le catholicisme libéral, le catholicisme social, la démocratie chrétienne n'avaient pas voulu dire autre chose. Et Mounier ne m'est jamais apparu à la fois aussi grand et aussi fraternel que lorsqu'il rénovait l'ancienne architecture en lui ajoutant une plus haute tour, ce donjon du personalisme qui, en cas de besoin, serait l'imprenable sanctuaire.

UNE VEILLÉE D'ARME ?

A la veille de la guerre, Emmanuel Mounier regardait donc au dehors des frontières d'"Esprit" pour parler la langue du rassemblement, de l'appel et même de l'adjuration : "Français que les concessions, les lâchetés et l'inefficacité de la démocratie libérale poussaient déjà à douter des assises mêmes d'une démocratie réelle, arrêtez-vous au bord de cet entraînement" (15). Et, en caractères d'affiches, Mounier inscrit le mot qui est celui de la plus haute certitude spirituelle : "N'AYEZ PAS PEUR". Et Mounier appelle par le nom de leurs groupements et de leurs fidélités ceux auxquels s'adresse son appel, socialistes et cégétistes, syndicalistes chrétiens et démocrates-chrétiens des Nouvelles Equipes françaises, animées par Francisque Gay et Georges Bidault, et auxquelles j'avais adhéré. Mais, m'étant élu moi-même et déjà à "Esprit" je n'avais pas besoin d'être appelé. Et si on m'avait cru attardé en des fidélités vieilles, on se trompait : j'étais un précurseur.

Les dernières livraisons de la revue juste avant la guerre abondent en notations démocratiques et unitaires. Mounier avait toujours affirmé que l'Etat personaliste - qui n'est pas neutre, disait-il, puisqu'il est personaliste - ne peut être qu'un Etat pluraliste ; et le pluralisme ne s'exprime-t-il pas par la pluralité des partis ? En mai 39, il reconnaît que puisque "les options politiques auxquelles (le parti) donne forme sont inévitablement des options à incidence philosophique" il y a une grandeur du régime des partis, du moins "tant qu'il exprime des options réelles et non des opinions incertaines, plaquées sur des intérêts" (16) Mounier ne conteste pas la nécessité d'une forme rénovée de parlementarisme réellement représentatif des communautés et des personnes et il penche pour "le maintien irréductible d'une chambre politique" (17). D'un mot démocratie et liberté font une même cause spirituelle et politique. Pas de démocratie sans partis, au pluriel. Et l'ennemi de la liberté et de la démocratie est désigné par son nom : il s'appelle le parti unique.

Tout juste avant la déclaration de guerre, le dernier numéro d'"Esprit" a pris pour thème : 1789-1939. Mounier dit en éditorial quelle est l'intention, partagée par l'équipe : sauver des idéologies et des mythologies, l'esprit de la Révolution française, qui est en son fond, et en dépit des dérives et des abâtardissements, un esprit de démocratie et de liberté. Numéro actualisé en un moment d'histoire mais qui est actuel dans le sens plénier

d'une permanence prophétique puisqu'il défend les valeurs dont tout au long de ce siècle les totalitarismes conspirent la mort, pour parler le langage des révolutionnaires de 89. Mais pas de fanatisme contre le fanatisme. Une pensée politique personnaliste ne va pas sans une extrême vigilance critique : "La révolution française vue comme ancêtre des régimes totalitaires", article de Roger Labrousse. Mais la plus importante et la plus significative des contributions à ce numéro est celle de Davenson-Marrou, méditation philosophique et historique sur un héritage de liberté qui vient de 1789, et qui dans ce climat de résistance à l'entreprise totalitaire apporte au personnalisme une inflexion inattendue et précieuse.

Tout en maintenant l'indispensable et canonique distinction entre l'individualisme qui est une idéologie et le personnalisme qui reste la doctrine, Marrou se refuse pourtant à jeter par dessus bord l'individualisme révolutionnaire de 89, lequel n'était pas sans une intention personnaliste vite interrompue et crispée, alors que le totalitarisme, perversion radicale du sens de la communauté, aboutit à l'écrasement et à l'aliénation sans recours de la personne. "La personne est un individu et d'abord un individu" (18) écrit Marrou. La circonstance permet de modifier, non la note fondamentale de la doctrine mais ses harmoniques. On s'aperçoit que le totalitarisme dans sa réaction sauvage ou organisée contre l'individualisme ne peut pas ne pas opprimer la personne en même temps qu'il réprime l'individu. Si bien qu'une pensée et une politique personnaliste ne peuvent faire le même sort à l'individualisme, fût-il libéral et au collectivisme fût-il socialiste. Signe que le personnalisme n'est pas une précautionneuse doctrine de centre et de juste milieu entre deux contraires, également malfaisants.

Avant de nous arrêter au terme fixé considérons le dernier mot du dernier éditorial de Mounier pour la période 32-39 : en présentant ce numéro, qui sera la dernière livraison du temps de paix. Mounier prend à son compte la pensée de Marrou : "Nous sommes, écrit-il, des fils "bâtards" de 89, et en même temps du même mouvement sinon sur le même plan, et aussi intégralement que de la tradition française et de la tradition chrétienne" (19). La révolution personnaliste et communautaire avait au matin d'"Esprit" l'éclat et le tranchant d'une rupture avec le désordre établi. Et à mesure qu'approche pour Mounier, car le temps lui est compté, le moment de la maturité, ce révolutionnaire instruit par la méditation quotidienne de l'histoire qui se fait, découvre la valeur des traditions et la nécessité de leurs convergences. A un cheveu de l'épreuve qui mettra tout en question, au temporel et au spirituel, l'heure est aux enracinements et aux ressourcements. Mais la lumière du commencement toujours aussi brillante éclaire l'itinéraire d'un homme qui étant un vivant, n'est pas resté immobile. Rien n'est abdiqué de la fierté créatrice des premiers moments. Car l'innovation authentique édifie d'autant mieux, moquant les modes et la fugitivité du temps, qu'elle est la reprise créatrice d'une grande tradition, dont elle a condamné sans repentance possible les

retombées et les détournements.

UNE UTOPIE POSITIVE

Je n'avais d'autre ambition que de déterminer la place que, dans les premières années d'"Esprit", le personnalisme qui est aussi une pensée politique faisait à l'idée démocratique. Je crois avoir engagé une certaine ligne que j'oserai dire d'évolution récréatrice qui, soumettant l'idée de démocratie à l'épreuve de l'exigence personnaliste, la restitue à elle-même dans la vérité de son essence. Une telle recherche aurait pu être poursuivie de 1940 à 1950 dans la suite d'"Esprit" et dans la dernière décennie de la vie de Mounier. Je suis persuadé que cette enquête n'infirmait pas les résultats de la présente étude. Il y a même un certain parallélisme entre les périodes 32-39 et 44-50. Mounier n'a pas plus cédé à la fascination du fascisme dans la première période qu'il n'a consenti à la tentation du communisme dans la deuxième. De telles allégations ne sont que médisances d'étourdis ou calomnies de malveillants. Et à chaque fois le propos de Mounier qui était d'ouverture aux hommes et de résistance aux idéologies ne s'est maintenu dans sa fermeté que grâce à une conviction à la fois personnaliste et démocratique.

Ma tâche est donc achevée. Je demande seulement la permission de proposer quelques remarques finales qui, laissant de côté l'historique d'une pensée engagée, tenteront de poser pour lui-même le problème des rapports entre personnalisme et démocratie. Je me contenterai d'interroger la formule à la fois célèbre et oubliée de la "révolution personnaliste et communautaire" qui a été au point de départ d'"Esprit" comme une sorte de rampe de lancement.

D'abord quel contenu et quel sens donner à ce thème de la "révolution"? Il n'est pas impossible de l'entendre littéralement comme l'annonce et le programme d'une révolution qui après la révolution française 89-94 et la révolution russe de l'octobre 17 serait la troisième grande révolution de l'histoire. Une ultime révolution, enfin la vraie. La révolution libérale de 89 a abouti au règne d'un individualisme dissociateur des communautés. Elle n'était pas communautaire. La révolution communiste de 1917 a amené le triomphe d'un étatisme et d'un collectivisme oppresseurs des personnes. Elle n'était pas personnaliste. Mais manquer la communauté c'est manquer la personne et manquer la personne c'est manquer la communauté. Si bien qu'aucune des grandes révolutions de l'histoire ne pouvait être personnaliste n'étant pas communautaire et réciproquement. Mais une troisième, et encore une fois vraie révolution, pourra et devra être l'un et l'autre.

On me pardonnera ici une interprétation sans autre garantie que ma propre réflexion. "Révolution personnaliste et communautaire" la formule paraît porter à son comble l'idée de révolution qui ne serait totalement révolutionnaire que si elle était à la fois personnaliste et communautaire. On a le choix ici entre une lecture dogmatique et une lecture critique. J'opte pour le deuxième

terme de l'alternative.

Utopie positive, la formule est doublement critique. A un premier niveau, elle juge d'un mot deux grandes révolutions du passé et met dans une vive et accablante lumière les causes de leur échec historique : parce que l'individu des "Droits de l'homme" n'est pas la personne, parce que la collectivité marxiste n'est pas communauté, 1789 a conduit au terrorisme, au Césarisme et enfin au triomphe de la bourgeoisie, et 1917 ne pouvait pas ne pas inaugurer l'ère de nouvelles tyrannies dont le stalinisme a été l'exemple achevé. A un autre niveau, et comme lue au second degré la formule implique une critique radicale de l'idée de révolution. Car une révolution personaliste et communautaire ne peut se confondre avec un moment de grâce de l'histoire dans lequel un peuple révolté, trancherait d'un coup et sans leur donner l'espoir de renaître toutes les têtes de l'hydre, nommée exploitation, oppression, aliénation. Fable herculéenne qui rassemble en un instant d'explosion et d'illumination l'accomplissement d'exigences nombrables et innombrables qui demandent pour se réaliser patience et longueur de temps. Telle est la loi du mythe qui représente l'inachevable comme achevé dans l'immobilité d'un imaginaire esthétique.

"La révolution personaliste et communautaire" est la révolution des révolutions qui ne peut être une révolution de l'histoire, mais qui juge comme insuffisamment et même non-révolutionnaires toutes ces révolutions qui, comme on dit naïvement ont eu lieu ou auront lieu. Je prends l'inconvenante liberté de citer ce que j'écrivais sur ce sujet dans mon "Mounier", mon propos n'étant nullement publicitaire, puisque ce petit livre est introuvable en librairie et chez l'éditeur : "L'idéal de la révolution personaliste et communautaire reste même s'il ne peut se traduire dans la réalité des structures, des institutions, des mœurs, une "Idée de la raison" au sens kantien ou encore une utopie rationnelle à la manière de "La République" de Platon par le moyen desquelles s'exercera une critique inlassable de ce qui est, et dont il s'agit d'établir dans ou contre la légalité une toujours moins malhonnête approximation" (20).

Si bien que "la révolution personaliste et communautaire" est le meilleur raccourci qui soit d'une philosophie nécessaire à la démocratie qui n'est justifiable en dernière analyse que grâce à une certaine idée de l'homme comme personne et une certaine idée de la société comme communauté. Dès lors en dépit de préjugés irrationnels de la "mythique de gauche" comme disait Mounier, il pourrait bien se faire que le réformisme démocratique de la lutte sans fin soit plus révolutionnaire que toutes ces révolutions, qui flattent l'imagination et tournent si vite à l'imposture de cet absolutisme politique, qui détruit à la fois, l'histoire contemporaine en témoigne, la personne et la communauté.

Personalisme et démocratie. Entre l'un et l'autre non pas une harmonie préétablie, mais une harmonie sans relâche à établir et à rétablir. Harmonie toujours menacée par les paresse de l'esprit qui se contente de ce qui est ou se complait, contre ce qui est, d'alibis imaginaires.

Menacée aussi par les contraintes du réel qui ne sont pas toujours contournables. Encore que comme le disait Mounier en un ultime message, un rocher bien placé, dressé là où il faut, est capable de dévier le cours d'un fleuve.

Qu'est ce que la personne, sinon l'homme total, donc antitotalitaire, dont une part, la meilleure, ne saurait être intégrée ni intégrable dans le monde et la société tels qu'ils sont. L'homme, chacun de nous, tous les hommes ne peuvent se réaliser comme personne qu'en travaillant à la réalisation de communautés, lesquelles ne sont communautés que si elles sont communautés de personnes. Philosopher contre la personne, considérer l'homme comme objet, résultat de déterminismes entrecroisés, culturels et biologiques, c'est faire le jeu du diable, c'est-à-dire de toutes les tyrannies. Le personalisme est la vérité, première et dernière, alpha et ômega de la philosophie. La démocratie est la vérité de la politique, puisqu'un socialisme n'est authentiquement socialiste, que s'il est démocratique. L'une et l'autre vérité sont indépassables. Montrer, afin de la réaliser jour après jour, la correspondance entre l'une et l'autre vérité, devrait être le thème central de cette "Critique de la raison politique" qui reste à écrire et dont, en dehors du personalisme, ne peuvent exister que des caricatures blessées et blessantes. L'alternative est claire et si rigoureuse que qui n'est pas contre le personalisme, et sait dire pourquoi, est avec lui. On comprendra que ce dernier mot est parfaitement irénique.

Etienne BORNE

N.B. France-Forum dispose hors commerce, de quelques exemplaires de l'ouvrage d'Etienne Borne consacré à Emmanuel Mounier et qu'il est possible d'adresser à ceux de nos abonnés qui en feront la demande.

(1) Œuvres. Seuil p. 149

(2) Id. p. 226

(3) Œuvres Id. p. 292

(4) Id. p. 293

(5) Œuvres Id. p. 294

(6) Œuvres I p. 619

(7) Id. p. 599

(8) N° du 1^{er} septembre 1935 pp. 677-724

(9) "Esprit" 1^{er} mai 1936 pp. 149-153

(10) "Esprit" 1^{er} mai 1936 p. 159

(11) "Esprit" 1^{er} octobre 1938 p. 14

(12) "Esprit" 1^{er} novembre 1938 p. 163

(13) "Esprit" 1^{er} décembre 1938 p. 424

(14) Id. p. 427

(15) Id. p. 431

(16) "Esprit" 1^{er} mai 1939 N° spécial : le régime des partis, bilan, avenir pp. 262-263

(17) Id. p. 263

(18) "Esprit" 1^{er} septembre 1939 p. 711

(19) Id. p. 700

(20) "Mounier" "Philosophes de tous les temps" Seghers pp. 74-75

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

UNIVERSITÉ ET ÉCONOMIE

Les socialistes n'ont décidément pas de chance. Ils passaient parfois pour naïfs en matière de justice et de sécurité. Ou peu compétents en matière d'économie et de finance. "Ce sont des profs", disait-on pour les excuser. Justement, si ce sont des profs, il y a un domaine où ils devraient être meilleurs que tous les autres, imbattables, incollables, l'enseignement.

Or, voilà que le gouvernement présente un ambitieux projet de réforme de l'enseignement supérieur. Et patatra, ce projet fait une quasi unanimité contre lui. On le critique de partout, de gauche et de droite, pour des raisons évidemment contradictoires.

Je laisse à d'autres, plus compétents que moi, le soin de disséquer les articles du projet de loi Savary. D'analyser les amendements. De commenter les réactions des organismes qui refusent, condamnent, répliquent, hurlent, défilent à propos de ce texte.

J'observe simplement qu'à l'origine du projet de M. Savary, il y a deux ambitions : ouvrir plus largement les portes de l'université à tout le monde ; resserrer les liens entre cette même université et les besoins de l'économie. Les experts ont calculé que dans la tranche d'âge de vingt à vingt-quatre ans, il n'y a que 25 % d'étudiants chez nous contre 30 % au Japon et 50 % aux Etats-Unis. Le Japon et les Etats-Unis étant supposés être les phares du monde de demain, il faut donc se hâter de mettre la France à l'université. Tout le monde en Fac !

Soit ! Mais en même temps, il faut que l'étudiant ait un

diplôme. Que ce diplôme lui donne un débouché professionnel. Et que ce débouché corresponde aux besoins de l'économie de l'an 2000. Parfait. Donc, pas d'amateurs, pas de gaspillage, pas d'étudiants prolongés, ni de diplômés cul-de-sac.

Chacune de ces deux propositions peut se justifier. On peut ouvrir l'université à tout le monde, à condition d'en avoir les moyens, afin de favoriser l'accès à la culture. Si un diplôme de grec ancien vous donne le bonheur, pourquoi pas ? On peut aussi planifier rigoureusement les enseignements en fonction des besoins de l'économie ; canaliser les flux d'étudiants ; disposer barrières et chicanes pour épargner l'argent des contribuables et rattraper les Américains et les Japonais. C'est une autre finalité de l'enseignement supérieur. Discutable mais défendable.

Ce qui n'est pas discutable, c'est qu'on ne peut pas faire les deux choses à la fois. Ouvrir et fermer. Libérer et planifier. Accepter tout le monde et sélectionner.

L'université française n'est pas encore remise du traumatisme provoqué par son évolution depuis 25 ans : deux cent mille étudiants en 1958, un million aujourd'hui. Elle a certainement besoin d'une remise en ordre, mais pas d'une remise à plat. Lui faire subir dans la plus grande confusion et la plus totale contradiction un nouveau traitement de choc, c'est prolonger de dix ans son désarroi actuel. A force d'être soignée, elle finirait par mourir guérie.

24/05/1981

INVESTISSEURS ET INVESTISSEMENTS

Chômage - prix - salaire - franc - : les compteurs sur lesquels nous avons l'habitude de lire l'état de santé de notre économie ne sont pas toujours les plus significatifs. Le gouvernement en est d'ailleurs conscient. Voilà des mois qu'il essaie de faire redémarrer le moteur essentiel de l'économie, à savoir -l'investissement- ... les machines, les bâtiments, les prospections qui constituent l'équipement des entreprises.

Hier encore au conseil des ministres, deux mesures ont été prises dans ce sens... La création d'un nouveau livret d'épargne, appelé compte pour le développement industriel et destiné à financer des prêts aux industries... L'exonération de l'impôt sur les bénéfices, pour les entreprises industrielles âgées de moins de trois ans...

Ces mesures allongent un catalogue d'aides de toutes sortes - qui visent à ranimer l'investissement et n'y parviennent pas vraiment. Certaines d'entre elles ne sont d'ailleurs pas très bien adaptées. Il est rare, par exemple, qu'une entreprise industrielle, gagne de l'argent dans les trois premières années de son existence. Inutile donc de l'exonérer d'impôts sur ce qui n'existe pas.

Quand on observe la courbe des investissements industriels en France, on ne peut qu'être inquiet. La chute est ininterrompue depuis 1981. Elle est plus forte et plus durable que la précédente baisse de 1974 et 1975... Entre 1976 et 1980 les investissements industriels n'avaient guère progressé, mais au moins, ils n'avaient pas baissé.

Or, qu'est-ce-que signifie une chute des investissements ? Des outillages qui vieillissent. Du retard sur nos concurrents. Tout cela se paie sur les autres tableaux de l'Economie. Sur le franc, parce que nous perdons des marchés à l'étranger... Sur les prix, parce que nous n'avons pas les matériels les plus performants. Sur l'emploi, parce que lorsqu'on perd des marchés on perd aussi des emplois...

Il y a ainsi un lien direct bien qu'invisible, entre l'équipement des entreprises d'une part, la lutte contre le chômage et la défense du franc, d'autre part.

Mais pourquoi les industriels ne font-ils pas d'investissement ? L'Etat les aide... C'est leur intérêt en même temps que celui de la nation. Feraient-ils la grève de l'investissement parce que la Gauche est au pouvoir ? Simplifions la réponse à cette question centrale. Pour acheter une machine neuve ou construire une nouvelle usine, il faut de l'argent... Or, les résultats des entreprises n'ont jamais été aussi médiocres, et leur endettement aussi élevé... Il faut des marchés, or notre économie ne progresse plus. Il faut être secoué par les concurrents, et cela c'est toujours le cas ! Enfin, il faut des entrepreneurs... Des hommes qui croient à l'avenir, et en attendent des bienfaits, non seulement pour les autres, mais aussi pour eux-mêmes. Des hommes motivés et clairvoyants. En résumé la France ne manque pas d'investis-

sements... Elle manque d'investisseurs.

26/05/1983

APRÈS WILLIAMSBURG

De François à Ronald : "échangerais euromissiles contre promesse, même vague, de stabilisation des monnaies". Message reçu. Ainsi va-t-on résumer, en le caricaturant un peu, le Sommet de Williamsburg.

En réalité, le Président français n'a nullement eu besoin de se contraindre pour souscrire à la déclaration politique de résistance aux pressions militaires de l'Union soviétique en Europe. François Mitterrand est profondément convaincu, depuis longtemps, que cette partie de bras de fer est capitale pour notre avenir. S'il a soutenu, avec autant de constance, le projet américain d'installer de nouvelles fusées Pershing sur le vieux continent, (mais pas en France), dans l'hypothèse où les négociations sur le désarmement échoueraient, ce n'est pas par opportunisme ou avec l'idée d'en faire matière à marchandage.

Il ne faut jamais oublier que l'actuel Président de la République avait 22 ans au moment de Munich, quand les démocraties européennes ont cru sauver la paix en s'inclinant devant Hitler à propos de la Tchécoslovaquie. Certes, Andropov n'est pas Hitler, et l'Union Soviétique n'est pas l'Allemagne nazie. Mais le Chef de l'Etat français ne nourrit aucune illusion sur les régimes totalitaires, quels qu'ils soient.

Il ne s'agissait donc pas, à Williamsburg, de négocier les Pershing contre une baisse du dollar. L'accord sur les Pershing était acquis et la baisse du dollar ne dépend pas seulement du Président des Etats-Unis. Ce que les Européens ont expliqué à celui-ci, ce n'est donc pas qu'il devait leur rendre la monnaie de leur pièce. C'est qu'il aurait une contradiction totale à raffermir la coopération militaire en Europe, au moment où l'on affaiblirait la coopération économique.

La déclaration finale de Williamsburg sur l'économie n'est donc pas la contrepartie de la déclaration initiale sur la politique. Elle en est le corollaire. Elle dit la même chose sur un autre terrain, et de façon plus vague, parce que l'économie ne dépend pas seulement des hommes d'Etat, à la différence des armements. Elle dit que, dans une crise, la coopération doit l'emporter sur les égoïsmes.

A partir de là, chacun doit mettre de l'ordre chez lui pour ne pas être en contradiction avec le voisin. Les Américains doivent maîtriser leur déficit budgétaire, qui fait monter les taux d'intérêt, et par là, le dollar. Notons au passage, qu'il est assez piquant de voir des hommes de gauche reprocher - à juste titre d'ailleurs - aux autres, des déficits dont ils ont longtemps vanté les mérites chez eux pour lutter contre le chômage. Vérité en deça, erreur au-delà... Les Français doivent maîtriser leur inflation et leur déficit extérieur. Personne ne le fera à leur place. Pas même une conférence monétaire internationale, dont on a dessiné à Williamsburg, une esquisse encore assez floue.

Au total, on dira de ce Sommet qu'il a été un succès, si la reprise des affaires se diffuse dans le monde au cours des prochains mois. Et un échec, si elle avorte. Ce qui, au fond des choses, dépend assez peu des Sept hommes réunis dans cette ville de Virginie, et beaucoup plus que nous ne le pensons, de nous tous.

31/05/1983

LA RIGUEUR RÉELLE

Fallait-il que les médecins se mettent en grève pour rééquilibrer les comptes de la Sécurité Sociale? Les choses ne sont pas si simples. Certes, à la fin avril, la croissance des dépenses de santé est tombée à 11,5% en rythme annuel. Or, c'est le mois de la grève des médecins dans les hôpitaux. Mais une partie de l'argent que la Sécurité Sociale a ainsi économisé, les hôpitaux l'ont perdu. Il faudra bien équilibrer les comptes.

Toutefois, les pouvoirs publics ont désormais une assez bonne chance d'atteindre leur objectif de limitation de la croissance des dépenses de santé à 12,5% cette année. Malgré cela, il a fallu décider quatre milliards de francs d'économies pour se rapprocher de l'équilibre. Après que le chef de l'Etat ait balayé d'un revers de main, l'idée de réduire le remboursement de certains actes chirurgicaux, on a été obligé de tailler ailleurs.

Le Ministre des affaires sociales, Pierre Bérégovoy, avait trouvé 2,7 milliards de francs en pesant sur les tarifs des radiologues ici; en différant la majoration des prix des médicaments là; en agissant sur les prix de certaines prothèses, dentiers et lunettes. On a aussi freiné les prêts des Caisses de Sécurité Sociale à l'équipement des hôpitaux. Après tout cela, il manquait encore plus d'un milliard que l'on va chercher du côté d'un nouveau tour de vis aux dépenses hospitalières: moins d'embauche, moins de matériel nouveau.

Cet exercice à peine terminé, le gouvernement se retrouve face au déficit de l'assurance-chômage cette année et au déficit de la Sécurité Sociale l'an prochain. Pour l'assurance-chômage, c'est normalement l'affaire des patrons et des syndicats qui la gèrent. Mais comme ils ne veulent pas payer, il faudra prendre des mesures autoritaires. Un relèvement des cotisations -très prochain- paraît inévitable. Les patrons vont s'indigner, car on leur avait promis de ne pas alourdir les charges sociales. Les syndicats vont hurler, car on vient déjà d'augmenter les impôts pour de nombreux salariés. Malgré cela, on voit mal comment la potion pourra être évitée.

En ce concerne les comptes de la Sécurité Sociale pour 1984, les différents ministères ne sont pas d'accord sur l'ampleur du trou à boucher. Mais personne ne conteste qu'il y aura un trou. Environ vingt milliards de francs. Pour cela, on va renouveler très probablement, sous une forme ou sous une autre, l'opération du 1% du revenu imposable que nous sommes en train de payer. Cela ne suffira pas. Il faudra aussi augmenter légèrement les

cotisations à l'assurance-vieillesse.

Tel est le menu, plutôt frugal, en préparation. Tandis qu'après le dérapage des salaires au premier trimestre, le gouvernement hésite beaucoup à donner un coup de pouce au pouvoir d'achat du SMIC dans les prochains mois. Jusqu'à ces derniers temps, on parlait de rigueur. Désormais, on la fait!

3/06/1983

L'EUROPE DE THATCHER

Comment rouler à gauche quand tous les autres roulent à droite? Contrairement à ce que vous pensez, ce problème n'est pas celui des Anglais, c'est le nôtre. En effet, après la victoire de Madame Thatcher, aux élections de Grande-Bretagne, la France socialiste se trouve quelque peu isolée en Occident. Certes, il y a d'autres pays socialistes: l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Suède. Mais cela n'équilibre pas l'Allemagne de Kohl, l'Angleterre de Thatcher, l'Amérique de Reagan, le Japon de Nakasone. Et l'on ne prévoit pas un raz-de-marée à gauche aux élections italiennes de la fin du mois.

Après dix ans de crise, et avoir essayé beaucoup de remèdes, les peuples se rendent compte qu'il n'y a pas de potion miracle. D'ailleurs, Madame Thatcher n'avait jamais promis la fin de la crise pour demain. On ne l'aurait pas cru avec ses 3 millions de chômeurs, deux fois plus que lors de sa première élection en 1979. Elle a fait campagne sur des thèses nationalistes (vieille Angleterre réveille-toi!) et surtout anti-socialiste. Il faut dire que le parti travailliste est tombé dans un tel extrémisme qu'il s'est coupé en deux, les plus modérés fondant une socialo-démocratie néo-libérale.

Tout cela est plein d'enseignement pour la France, même si nous n'avons aucune raison d'imiter une politique qui fabrique des chômeurs en même temps que des bulletins de vote.

La victoire de Madame Thatcher a été acquise dans les classes populaires. La base sociologique des forces politiques évolue partout. Comme l'avait bien vu Valéry Giscard d'Estaing, la classe ouvrière traditionnelle, avec ses racines socialistes, recule devant des classes moyennes beaucoup moins homogènes, allant des petits employés aux cadres techniciens. Tandis que la fille de l'ouvrière du textile devient employée dans une compagnie d'assurance, le fils du grand bourgeois devient ingénieur technico-commercial, dans l'électronique. La masse de l'électorat flottant s'accroît, pouvant faire basculer le pouvoir avec une grande brutalité.

L'électorat de gauche peut être tenté par la droite, exactement comme l'électorat de droite peut être tenté par la gauche. On l'a vu en France en 1981. Mais de tels transferts sont fragiles. La gauche française par exemple, est en train de perdre les cadres qui doutent de sa compétence et subissent sa pression fiscale.

Flanqué de Kohl d'un côté, et de Thatcher de l'autre, Mitterrand n'a le choix qu'entre l'isolement et le recen-

trage. Déjà, sa ligne économique s'est recentrée, en avance sur sa ligne politique...

10/06/1983

PHILOSOPHIE D'UN PLAN

Le projet du 9^e plan qui couvre la période 1984-1988 a été accueilli assez fraîchement, tant dans la majorité que dans l'opposition.

La majorité reproche au gouvernement de présenter un texte trop littéraire, dépourvu de chiffres et de grandes ambitions. Le gouvernement est payé, si l'on peut dire, pour savoir qu'à vouloir faire trop de volontarisme on s'écrase sur un mur. Le mur du déficit extérieur et de l'endettement. Ayant fait une fois cette douloureuse expérience, il n'entend pas recommencer.

Un taux de croissance ne se décrète pas. On peut seulement se battre pour faire un peu mieux que les voisins.

La croissance de l'économie française dans les cinq prochaines années, dépend donc à la fois de la croissance à l'étranger et de notre propre effort. En fin de parcours, on essaiera de faire mieux que les autres. Par exemple, s'ils font 2 % de croissance, on essaiera de faire presque 3 %.

Mais, pour courir plus vite, il faut d'abord se remettre sur ses jambes quand on a trébuché, comme c'est notre cas. Aussi, cette année, notre croissance sera nulle, pour la première fois depuis 1975. Le président du Patronat, Yvon Gattaz s'en inquiète dans une interview au "Figaro" et annonce qu'il va prendre langue avec les partis de l'opposition, faute d'être entendu par le gouvernement. C'est un tournant dans la stratégie du Patronat.

L'an prochain, première année d'exécution du 9^e Plan, la croissance sera encore faible, autour du 1 %. C'est le prix de la rigueur. Celle-ci doit nous permettre de ramener la hausse des prix en France à la moyenne de celle de nos voisins, c'est-à-dire vers 5 % l'an prochain. Pari ambitieux qui n'est pas encore gagné. En réalité, dans l'esprit du Premier ministre, la partie se joue sur deux fronts: le freinage des revenus personnels, y compris les salaires, pour gagner la bataille des prix et celle des investissements; le partage du travail et des revenus pour gagner la bataille de l'emploi.

C'est la raison pour laquelle il n'y a aucun objectif chiffré en matière de chômage dans le 9^e plan. On sait que certains travaux techniques avaient montré que le risque existait de se retrouver avec 3 millions de chômeurs avant 1988. On a pieusement enterré des chiffres aussi horribles mais personne n'est rassuré. Aussi, Pierre Mauroy, qui a attaché son nom à la bataille sur la ligne de crête des deux millions de chômeurs, ne resterait sans doute pas Premier ministre si le Patronat et les syndicats (et sa propre majorité) n'acceptaient pas les formes nouvelles de lutte pour l'emploi qu'il leur propose: réduction des horaires de travail avec réduction de certains salaires et utilisation plus intensive des équipements, c'est-à-dire

travail à temps partiel, notamment le soir et durant le week-end.

Ainsi derrière le débat quelque peu théorique sur le 9^e plan, c'est une bataille politique et sociale qui est engagée au sein même de la majorité.

14/06/1983

LE CHOMAGE REPART

La trêve du chômage est-elle finie? Les chiffres, à la fin du mois de mai, marquent une légère augmentation du nombre des demandeurs d'emploi pour la première fois depuis l'été dernier. En effet, depuis cette date, le chômage était stable et même en légère diminution en France. D'octobre à avril, 40.000 chômeurs de moins. Evidemment, sur plus de 2 millions, c'est peu. Mais cela signifiait au moins qu'il n'y avait pas d'aggravation contrairement à ce qu'on observait à l'étranger.

En mai, il y a 25.000 chômeurs de plus qu'en avril. Là encore, le chiffre est faible par rapport au total. Il est trop tôt pour parler d'un renversement de tendance. Mais c'est tout de même un signe. Au demeurant un signe cohérent avec la baisse de la production et avec la politique de rigueur.

Aucun "traitement social" du chômage, pour parler comme Pierre Mauroy, ne peut faire qu'avec une production qui baisse l'emploi augmente. Quand on a fait le plus gros en matière de retraites anticipées et de mises en stage des jeunes chômeurs, quand on a "nettoyé" les statistiques, il n'y a plus d'autres moyens pour résorber le chômage que la reprise des affaires (elle n'est pas pour demain) ou le partage du travail. C'est-à-dire le travail à temps partiel et la réduction des horaires avec diminution de certains salaires pour ne pas accroître les coûts de production.

Les experts s'attendent donc à une augmentation du chômage en France au plus tard cet automne. Ils ne sont pas d'accord sur les chiffres. Certains annoncent 2 millions 100.000 chômeurs à la fin de l'année, d'autres 2 millions 200.000. Personne, hélas! n'imagine qu'on en reste là où nous sommes.

L'opinion publique s'y attend. D'après la dernière enquête de l'I.N.S.E.E, les prévisions des Français en matière d'emploi sont actuellement les plus pessimistes depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Cela va conduire les syndicats à relancer leur campagne pour la semaine de 35 heures. La C.F.D.T. a d'ailleurs organisé une journée d'études, la semaine dernière, sur ce thème. En conclusion, Edmond Maire avait souligné que les 35 heures posaient davantage de problèmes d'organisation du travail que de problèmes de salaires. De toute façon, cela demandera du temps. On avancerait peut-être plus vite en favorisant le travail à temps partiel. En tous les cas, nous ne pourrions plus, en matière d'emploi, nous prévaloir de faire moins mal que les autres. Aux Etats-Unis, le chômage diminue.

15/06/1983

LES FAUX EN L'HISTOIRE

par Jean CHÉLINI

Le scandale provoqué par la publication des *faux carnets d'Hitler* remet au premier plan de l'actualité un problème aussi ancien que l'Histoire elle-même, celui des faux historiques. Les professionnels du passé se sont immédiatement défiés de cette découverte trop opportune et en contradiction flagrante avec ce qu'ils savaient du personnage et de la période. Les meilleurs esprits ont refusé d'y prêter intérêt à cause du caractère éminemment sulfureux du Führer. D'autres se sont scandalisés de la légèreté du *Stern*, de *Match* et du *Sunday Times*, des sommes énormes payées pour la reproduction des élucubrations supposées d'un fou sanguinaire... Mais en l'occurrence, nous ignorons encore l'identité réelle du vrai ou des vrais faussaires et surtout leur motivation profonde. Connaitrons-nous un jour le fond de l'affaire ? Il n'est pas évident que l'appât du gain ait été le seul mobile. Des finalités politiques sont davantage probables.

LES PIEUX FAUSSAIRES

Le faux monnayeur, le faussaire qui imite une signature sur un chèque ou un effet de commerce travaillent pour un bénéficiaire immédiat. Le faussaire en documents publics à d'autres visées plus ou moins nobles et qui ont pu varier avec l'Histoire. Il agit quelquefois de sa propre initiative, mais le plus souvent sur ordre pour modifier, par un document nouveau, inconnu ou ... retrouvé, une situation donnée, ou pour infléchir dans son sens un processus qui pourrait lui être défavorable ou nuire aux intérêts de son maître. Les Évangiles apocryphes constituent en ce domaine très tôt dans l'histoire du christianisme un exemple de littérature mêlant des pièces authentiques et des passages forgés ou reconstitués dont le succès ne se démentit pas à travers le Moyen Age, sans que l'on puisse déceler chez leurs auteurs inconnus ou leurs propagandistes convaincus, autre

chose qu'un zèle religieux mal éclairé. L'histoire religieuse, l'histoire du christianisme en particulier, a engendré une légion de pieux faussaires.

LA FAUSSE DONATION DE CONSTANTIN

L'un des premiers faux de l'histoire religieuse de l'Occident, dont la mise en circulation a provoqué des conséquences politiques et religieuses immenses, est la donation de Constantin. Au début du VIII^e siècle, la pression lombarde sur Rome devint insupportable. L'empereur byzantin ne contrôlait plus que certaines régions de l'Italie du Nord-Est et les troupes de son représentant, l'exarque de Ravenne, se montraient impuissantes à délivrer l'ex-capitale impériale. Le pape songea alors à faire appel aux Francs. Pépin le Bref, maire du palais aspirait à la couronne. Il fit consulter le pape Zacharie. Celui-ci répondit à l'envoyé du pépinide qu'il valait mieux appeler roi celui qui exerçait le pouvoir que celui qui en portait le titre sans gouverner. Pépin prit cette réponse de bon sens pour un acquiescement et se fit élire roi par l'assemblée des grands du royaume d'Austrasie. Le légat du pape Boniface le sacra, inaugurant par ce geste inusité en Gaule et renouvelé de l'Ancien Testament à travers l'exemple wisigothique, une alliance organique du trône et de l'autel que la monarchie mérovingienne avait ignorée. Un pareil service méritait salaire. En venant en Gaule en 753, Étienne II le successeur de Zacharie, espérait bien encaisser sa dette.

Le pape après un séjour à Ponthion, réitéra le sacre de Pépin, lui associa sa femme Berthe et ses fils Charles et Carloman qu'il nomma patrices des Romains. D'où tenait-il cette faculté qui n'avait rien à voir avec le pouvoir des clés ? Dans ses bagages, Étienne II avait ramené un précieux document, la donation de l'empereur Constantin au pape Sylvestre I. Après la paix de

l'église et avant sa mort, Constantin aurait donné au pape l'autorité sur la ville de Rome et les territoires avoisinants, le droit de créer des patrices et lui aurait prêté l'hommage en conduisant sa mule par la bride ! Pépin le Bref, illettré ne disposait ni de moyens ni de la curiosité nécessaire pour contester une telle pièce. Il en accepta les termes, sans en appliquer dans l'immédiat toutes les conséquences territoriales et politiques. Mais il dut mener une seconde campagne contre les Lombards. Son fils Charles, notre Charlemagne, livra une guerre définitive aux Lombards, prit la couronne de fer et constitua effectivement en faveur du pape un état indépendant, mais sous tutelle impériale, composé de Rome et des terres environnantes. Vers 770 cet embryon de l'État pontifical est né, il disparaîtra seulement 1100 ans plus tard pour ressusciter en 1929, sous la forme de la cité du Vatican.

Bien entendu la donation de Constantin était un faux. Mais les faussaires du "scrinium" pontifical, n'étaient pas des criminels. La tradition, apocryphe probablement, s'était installée dans le milieu pontifical, de cette générosité impériale. Mais on ne retrouvait pas le document. Pour remplacer l'original perdu les scribes avaient élaboré la pièce présentée à Pépin en utilisant la technique de la copie figurée. Pendant des siècles, personne n'y vit que du feu. Il fallut les Réformateurs et leur solide hostilité antiromaine pour mettre en doute l'authenticité d'un texte dont l'historien allemand Levison démontra définitivement la fausseté. Mais quelle importance ! Un millénaire plus tard un faux a quelque chance d'être devenu vrai, s'il a réussi à marquer l'histoire. Ainsi d'une certaine manière, l'Etat pontifical repose à l'origine sur une mystification !

LES PROTOCOLES DES SAGES DE SION

Les fausses Décrétales et d'autres pieuses légendes sans avoir les mêmes conséquences, ont été forgées dans le même esprit. Les Réformateurs, grands pourfendeurs

de légendes, se montrèrent moins sévères lorsqu'elles étaient favorables à Rome. Ainsi les Centuriateurs de Madgebourg, érudits luthériens qui sous la direction de Mathias Flaccus Illyricus, entreprirent au XVI^e siècle une histoire polémique de l'Église, accueillirent dans leurs "Centuries" bien des affirmations douteuses que réfuta le cardinal Baronius dans ses *Annales Ecclésiastiques*. Mais d'autres faux plus récents furent moins innocents.

Ainsi en 1903 furent publiés en Russie les *Protocoles des Sages de Sion*, prétendus procès-verbaux de réunions secrètes, qui se seraient tenues à Bâle en 1897, lors du premier congrès sioniste mondial et révélant un plan juif de révolution universelle qui visait à assurer l'hégémonie d'Israël sous l'autorité d'un roi de Sion. En fait, il s'agissait d'un faux fabriqué par la police tsariste pour détourner contre les Juifs le mécontentement populaire russe. Les faussaires avaient démarqué un livre français : *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu*, publié anonymement en 1864 et dont l'auteur Maurice Joly, avait voulu faire un pamphlet contre la politique de Napoléon III.

Mais les *Protocoles* montrent bien que les faux ont la vie dure. Entre les deux guerres, ils furent utilisés par les antisémites français et allemands. Rosenberg, le fameux théoricien du nazisme publia en 1933 un pamphlet sur *Les Protocoles des Sages de Sion et la politique juive mondiale* pour étayer les campagnes antisémites de son maître. Ainsi on reparlera des *Carnets* d'Hitler même si aujourd'hui on a prouvé leur fausseté, qui n'était pas à démontrer ! On en reparlera, selon les besoins de ceux qui ont suscité ce faux ou de leurs héritiers spirituels ou politiques. Ceux qui ont fabriqué les *Carnets* d'Hitler ne l'ont pas fait innocemment.

En Histoire, le faux perdure et ressuscite, il faut le tuer plusieurs fois. Honnêtes citoyens à vos fusils !

Jean CHÉLINI

Yvan Christ, prix Renaissance des arts 1983

Le prix Renaissance des arts 1983 a été récemment remis à Yvan Christ, critique et historien d'art, par M. Christian Langlois, membre de l'Institut et architecte en chef du Sénat, en hommage "à la contribution déterminante qu'il apporte à la sauvegarde du patrimoine artistique français".

Les articles de notre collaborateur et ami, publiés dans divers journaux, ont bien souvent sauvé de l'oubli, voire de la destruction aveugle ou mercantile, des monuments, habitations ou œuvres d'art qui font la richesse artistique de notre pays.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

La correspondance de Tocqueville avec Francisque de Corcelles et Madame Swetchine - Le journal de guerre de Sartre - Les souvenirs d'enfance de Nathalie Sarraute - Julien Green, ou le pèlerin du monde - Marcel Arland dans sa pré-éternité.

La correspondance d'Alexis de Tocqueville et de Francisque de Corcelles (1) est un soliloque. Elle contient plus de deux cents lettres du premier mais trente huit seulement du second. M. Pierre Gibert à qui l'on doit cette édition, nous dit que la disparition des lettres de Corcelles est une "énigme". En 1873, lorsque Francisque de Corcelles écrivit ses Souvenirs encore inédits, il utilisa en très grand nombre ses lettres dont il avait pris copie. Où sont les originaux ? Où sont les copies ? Cette disparition est d'autant plus regrettable que les quelques lettres publiées par Monsieur Pierre Gibert sont celles d'un homme riche en dons littéraires. Tocqueville écrivait à son ami le 7 juin 1850 : "Personne ne sait plus écrire dans le siècle où nous sommes comme vous. Nul ne s'entend mieux à nous faire comprendre les choses importantes et à donner aux plus petits détails de l'intérêt". Plus loin : "Vous êtes un très agréable conteur et un très fin observateur des vices et des ridicules d'autrui. Vous excellez à faire parler le prochain". Voilà qui ne fait qu'accroître nos regrets ! Les souvenirs inédits de Corcelles sont conservés dans les archives de la maison d'Harcourt. S'ils en étaient exhumés, peut-être obtiendraient-ils le même succès que les passionnants *Mémoires* de Charles de Rémusat publiés il y a quelques années par Ch. M. Pouthas (2).

Francisque de Corcelles est né en 1802 d'une vieille famille bourguignonne. Il passa une partie de sa jeunesse dans un château de province auprès d'un oncle très pieux que la Révolution avait empêché de se faire prêtre. Son père rentra d'émigration pour lui donner une éducation libérale et le goût de l'aventure. Adversaire de la Restauration, cet ancien soldat de l'armée des princes entra à la Chambre avec Lafayette dans le même temps que son fils en épousait la petite-fille, et il allait devenir l'un des chefs de la Charbonnerie. Charles de Rémusat marié à une autre petite-fille de Lafayette et donc le beau frère de Francisque de Corcelles, écrit que le jeune homme respira dans ce milieu l'air d'"un patriotisme conspirateur". En 1830, c'est tout naturellement que, grâce à ces antécédents, Corcelles fut invité à prendre place dans la société des Amis du peuple. Mais il n'assista qu'à une séance. Il dresse alors un bilan désabusé des aventures intellectuelles et morales de sa génération. Il pressent que ce qui manque à cette jeunesse conspiratrice, c'est "la pratique des affaires". Il se range du côté de l'"ordre légal". Ainsi Duvergier de Hauranne nomme-t-il la monarchie de juillet. En 1834, il écrit une brochure sur l'impôt progressif que Louis-Philippe remarque, et après avoir publié un article, dans la *Revue des deux mondes*, sur la *Démocratie en Amérique*, il entre en relations avec Tocqueville.

“Tandis que la démocratie américaine se renferme dans la pratique, la démocratie européenne procède de l'esprit de secte”, avait noté Corcelles dans cet article. Tocqueville lui répond : “Vous me faites voir trop en noir l'avenir de la démocratie”. Francisque de Corcelles qui tendait à s'installer dans un libéralisme élégant et vague au-dessus des partis mais que le souvenir de son éducation catholique ramenait vers ses sources et qui cherchait un “repos moral” du côté de la religion, allait s'attacher, si différents qu'ils fussent à Alexis de Tocqueville. Avec Lanjuinais, Rivet, Combarel, Dufaure, il fera partie de ce que Rémusat nomme “la coterie difficile et distinguée” qui présente quelque ressemblance de ton avec le clan doctrinaire de la Restauration, la morgue intellectuelle en moins et qui, entre la droite et la gauche, est tout aussi inclassable. Tocqueville entrant à la Chambre des députés disserte longuement sur la difficulté de se placer au centre gauche. Corcelles lui proposait de le rejoindre à l'extrême droite, non qu'il trouvât une réponse à ses aspirations de ce côté de l'assemblée, mais c'était là dans cette région maudite que se rencontraient dans le même sentiment d'exclusion les rejetés de tous les partis. Tocqueville déplore “le désarmement universel, paisible et complet” de la classe politique. “Je ne crois pas, écrit-il, qu'il ait régné en France depuis 1787 un calme si profond, un vide plus total de pensées et de passions”. Il ajoute : “Croire que l'on peut faire quelque chose de bon à la Chambre, c'est une folie”. Dans cette enceinte où n'étaient débattus que des intérêts matériels et où Corcelles, selon le mot de Rémusat, passait son temps à “vociférer”, Tocqueville se prenait la tête à deux mains en se composant une attitude de penseur politique solitaire. Sainte Beuve disait qu’“il écoutait ses idées”.

Les deux hommes allaient être projetés ensemble dans l'action par la Révolution de 1848 et la réaction qui s'en suivit. Tocqueville deviendra ministre des affaires étrangères avec Gobineau pour chef de cabinet et Corcelles sera envoyé à Rome pour essayer de dénouer l'imbroglio politico-diplomatique dans lequel la fuite du Pape avait plongé l'Europe. Le duc d'Harcourt était notre ambassadeur auprès de Pie IX, mais les envoyés extraordinaires et confidentiels, chacun chargés de missions différentes ou s'inventant des consignes, se pressaient à l'entour. Après Lesseps, Corcelles. Il fallait aussi compter avec le Général en chef Oudinot. Francisque de Corcelles dont les lettres de cette époque sont les seules à avoir été conservées, écrit à Tocqueville : “Je suis supérieur par l'indépendance de mon esprit à mon emploi”. Il est de fait que ces lettres expriment dans une langue nette, avec un tempérament vif, une opinion ferme qui s'accommode mal des directives obscures d'un gouvernement incertain. Tocqueville s'évertue sans succès à les élucider et à les expliquer. Corcelles a une idée fixe : la sauvegarde du pouvoir temporel du Pape. Mais Louis-Napoléon qui a été élu président de la République par une majorité catholique et conservatrice pour rendre au Pape ses États, ne songe qu'à l'unité de l'Italie et il y travaille. Sans doute pourra-t-il dire plus tard aux Français qu'il les a compris. Corcelles, lui, comprenait trop où son ancien

confrère en carbonarisme voulait en venir ; il donna sa démission et rentra en France juste à temps pour monter dans la voiture cellulaire qui, le deux décembre, l'amena à Mazas. Trop grand, on lui fit une place à l'extérieur sur la banquette à côté du cocher.

Les dernières années de la correspondance Tocqueville-Corcelles expriment le désenchantement de ces deux hommes dont le rêve avait été de concilier la liberté avec l'ordre et qui sous le Second Empire, ne peuvent que se retirer de la vie politique. Ils ont à leur tour, comme naguère les légitimistes de la monarchie de juillet, *émigré à l'intérieur*. Tocqueville ne fait plus que passer à Paris. “L'air qu'on y respire, écrit-il, est celui de la servitude non pas subie mais acceptée, avec un certain goût pour le pouvoir qu'on méprise”. La France, il le constate, ne peut être vis-à-vis de ses maîtres qu'*insolente* ou *servile*. Mais dans la servilité, aucun corps ne se distingue mieux que le clergé catholique dont, au même moment, Tocqueville découvre, en écrivant *l'Ancien Régime et la Révolution*, qu'il fut sous Louis XVI “le plus éclairé, le plus national, le mieux pourvu de vertus politiques et en même temps de foi”. De plus en plus sombre, il ne voit plus qu'en noir, comme le lui avait prédit le lucide Corcelles, l'avenir de la démocratie.

*
* *

Ces années sont celles où pour Tocqueville le monde s'est rétréci “au point, écrit-il, de ne plus contenir que cinq ou six personnes dont la compagnie me plaise, m'adoucis, me reconforte”. La correspondance de Tocqueville avec madame Swetchine qui fait suite à la correspondance avec Corcelles et qui commence en 1865, montre que l'illustre convertie (et convertisseuse) fut l'une de ces cinq ou six personnes privilégiées. L'auteur de *l'Ancien Régime et la Révolution* lui écrit le 7 janvier 1856 : “Je suis entraîné dans un courant de sentiments et d'idées qui va au rebours de celui qui entraîne presque sans exception mes contemporains... Vous ne sauriez imaginer ce qu'il y a de pénible et souvent de cruel pour moi de vivre dans cette sorte d'isolement moral, à me sentir en dehors de la communauté intellectuelle de mon temps et de mon pays”. Tocqueville fait à Madame Swetchine cet aveu terrible : “J'ai des parents, des voisins, des proches... Mon esprit n'a plus de famille ni de patrie”.

Armand de Melun a raconté dans des Mémoires partiellement publiés par l'abbé Baunard au siècle dernier dans un livre dont je conserve précieusement l'exemplaire provenant de la bibliothèque de Robert Schuman, sa première rencontre avec madame Swetchine. “Elle avait peine à s'exprimer et sa phrase gênée semblait manquer de correction”, mais très vite. “la langue se délia et je me sentis soulevé par le courant d'idées de cette conversation aussi grande que simple”. Madame Swetchine élevée à la cour de Catherine II et de Paul II, avait abjuré la religion orthodoxe sous l'influence des jésuites de Saint Pétersbourg. Elle était venue s'installer à Paris en 1816 avec son mari le général Swetchine. Immédiatement, son salon de la rue Saint-Dominique s'ouvrit à

tout ce que le néo-catholicisme comptait de militants et de conquérants : Lacordaire, Montalembert, Falloux, mais aussi Gerando, Eckstein, Dom Gueranger, l'abbé de Genoude, Chateaubriand lui-même. "Un tel salon, dit Armand de Melun, ne tarda pas à devenir de grande mode à Paris". C'est cependant dans l'intimité de son cabinet tapissé de livres que s'exerçait l'action secrète de Madame Swetchine. Elle y dispensait à des âmes pénitentes une religion que l'abbé Baunard dit être nourrie de plus de sentiments que de science ; mais combien d'âmes, note Melun, ne lui furent pas moins redevables de la lumière et du salut ! Il faudrait écrire une histoire de ces Mères laïques de l'Église qui, des belles amies de Port-Royal jusqu'à Madame Daniélou en passant par madame Swetchine, exercèrent dans le monde une influence en profondeur qu'on ne soupçonne pas. "Rien ne m'a plus frappé, écrivait Tocqueville, dans l'expérience assez longue que j'ai des affaires publiques, que l'influence des femmes en cette matière... Ce sont elles qui donnent à chaque nation un tempérament moral qui se manifeste dans la politique". Que ne devrait-on dire de leur influence dans les affaires spirituelles ! Madame Swetchine dont le catholicisme du XIX^e et d'une partie du XX^e siècle, tout de charité, d'action sociale et bienfaisante, de militantisme populaire procède, en est un bel exemple. Elle témoigne pour une Église qui contrairement à ce que l'on écrit un peu rapidement, s'est non seulement bien ancrée dans son temps mais, au moment même où Tocqueville lui reprochait sa servilité envers le pouvoir, se mettait, sans rien renier de ses principes, au service des pauvres.

Tocqueville devait trouver auprès de Madame Swetchine une oreille attentive et un cœur compatissant à ses inquiétudes. Lui dont le dessein avait été avec Corcelles de réconcilier l'esprit libéral avec l'esprit de religion et qui craignait que "l'esprit intraitable du catholicisme n'adoptât jamais la société nouvelle", encore qu'il condamnât tout catholicisme *progressif* - "une religion est vraie ou fausse de manière absolue" - nourrissait intimement trop de doutes pour s'approcher de la réalité de Dieu. "Si vous connaissez une recette pour croire en Dieu, écrivait-il à Corcelles, donnez-la moi". Cette recette, la demanda-t-il à Madame Swetchine ? En tout cas, il se confesse à elle dans une lettre du 26 février 1957 indispensable à la connaissance de cette âme tourmentée : "La vue du problème de l'existence humaine me préoccupe et m'accable. Je ne puis ni en pénétrer le mystère ni en détacher mon œil... Dans ce monde, je trouve la vie humaine inexplicable et dans l'autre, effrayante. Je crois fermement à une autre vie, puisque Dieu, souverainement juste, nous en a donné l'idée, mais au-delà de ces notions claires, tout ce qui dépasse les bornes du monde me paraît entouré de ténèbres". Tocqueville, au moment où le Second Empire ruinait ses espérances, avait fini par se demander si la terre ferme qu'il cherchait en politique, existait et le jeune pèlerin du voyage aux rives américaines de la Démocratie, pouvait faire, en vieillissant, cette confidence : "Arriverons-nous jamais un jour ? Je suis fatigué de prendre successive-

ment pour le rivage des vapeurs trompeuses". La terre ferme au-delà de ce monde, la Jérusalem céleste, n'existait peut-être pas davantage. Sainte-Beuve note que Tocqueville n'apparaît plus alors, au milieu de tant de décombres, que comme "un bel esprit en ruines". Le bel esprit confesse à Madame Swetchine que sa passion du succès, du bruit, de la renommée, l'a détourné peut-être de la recherche et de la contemplation des véritables biens. Mais le petit homme taciturne que rongait l'appétit de la gloire confesse, lui, "l'inquiétude vague de l'âme, l'incohérente activité des désirs qui ont toujours été (chez lui) une maladie chronique". Cette maladie chronique, ne doit-elle pas être attribuée aux "virus épidémiques du siècle romantique" qu'il lui était arrivé de dénoncer et dont il avait si lucidement analysé les ravages chez son collaborateur Gobineau ? Madame Swetchine dont l'âme était elle-même trop pénétrée des effluves de son époque et où l'abbé Baunard avait décelé plus de sentiments que de science, était-elle armée intellectuellement pour le guérir du terrible mal ?

*
* *

Sartre a écrit pendant *la drôle de guerre* dans un cantonnement d'Alsace des carnets quotidiens dont certains ont été égarés et d'autres, retrouvés, viennent d'être publiés (3). Depuis *Les mots*, on n'a rien lu de plus passionnant sur la formation de la personnalité de Sartre que ces textes écrits pour témoigner historiquement de l'état d'esprit d'"un bourgeois mobilisé en 39" sur "la guerre qu'on lui fait faire", mais aussi du "difficile passage à l'âge d'homme" de quelqu'un qui profite de la *situation* (un mot bien sartrien) pour "se mettre au net". Profiteur de guerre, ainsi se nomme Sartre qui aurait été déçu que l'expérience bénéfique (pour lui) se terminât trop vite. Non seulement dans ces carnets où il écrit "n'importe quoi", il a voulu utiliser la relativité historique du moment à sa recherche de l'absolu, mais surtout il a voulu à la faveur de l'isolement *se regarder vivre*. Lui qui confesse n'avoir jamais été intéressé jusque là que par le monde et les autres, il est enfin incité à dresser un portrait *total* de lui-même. Il est *être-dans-le-monde* ; il se découvre et s'affine conscience, c'est-à-dire *non-monde en présence du monde*. C'est ce non-monde, ce néant, ce manque d'être qu'il comble de toutes ces petites notes non pas pour colmater une faille, mais pour l'élargir et s'installer à l'aise, si cela se peut, dans une existence en creux. La réflexion philosophique de Sartre est extraordinairement agile et éblouissante. Je ne me hasarderai pas à m'élancer à sa suite sur les trapèzes vertigineux de ses exercices de haute voltige de crainte de me retrouver, le nez écrasé, dans la sciure. L'important, ce qu'il faut du moins retenir, c'est que du *no man's land* de la drôle de guerre, du non-monde où il a insinué le sien, il parvient à dégager son *authenticité* (autre mot sartrien). "Il est plus facile, écrit-il, de vivre authentique et propre dans la guerre que dans la paix". Il revient d'une permission à Paris désabusé de toutes les illusions où il s'est laissé longtemps englué. La rupture est consacrée entre le passé et le présent. Quelle aubaine pour Sartre que cette

guerre !

Pourtant, pour s'identifier avec l'instant, il ne se détache pas si aisément de son passé et les pages les plus émouvantes, sinon les plus instructives, de ces carnets sont celles où il évoque des souvenirs. Lisant *Terre des hommes*, entre deux chapitres du *Journal de Gide* et du *Barnabooth* de Larbaud, il décèle dans la révolte aristocratique de Saint-Exupéry contre le capitalisme, le désir de se rattacher par quelque nouveau moyen à la glèbe. La maison bourgeoise du XIX^e siècle s'est écroulée. N'est-ce pas à travers le métier, le corporatisme, que l'homme peut retrouver une attache ? Sartre se défend d'une certaine tentation fasciste. Elle existe dans son œuvre. L'historicité, *l'être-dans-le monde*, tout ce qui lie l'homme à son temps, tout ce qui lui fait pousser des racines dans sa terre, ce sont autant d'éléments qui la véhiculent sournoisement. Mais il préfère s'analyser en homme abstrait : "Je suis, dit-il, le produit monstrueux du capitalisme, du parlementarisme, de la centralisation, du fonctionnarisme". Le capitalisme l'a retranché des classes laborieuses, le parlementarisme a fortifié son goût de la discussion, la centralisation l'a projeté dans Paris en l'éloignant des travaux agricoles de son ascendance paysanne - "dès que tu as deux vaches, lui confiait un de ses camarades de cantonnement, comme s'il avait pu être compris de Sartre, tu es tiré d'affaire"; enfin professeur, il n'a aucun souci matériel et il dépense sans compter un argent qui ne rémunère pas sa peine, mais honore sa fonction. Aussi bien, ne se sent-il pas responsable. Il n'est pas solidaire du monde, il ne l'est pas de lui-même : c'est un *homme en l'air*. Le retour vers le passé qui n'entre dans son système que comme repoussoir, n'est pas seulement empreint dans ces pages d'une nostalgie inavouée, mais il exprime le sentiment d'un manque. Sartre, pour faire son *portrait total*, a besoin du passé.

Ce passé n'est pas que le sien, mais celui de sa génération. Au moins Sartre est-il solidaire de celle-là. Il écrit, en bon jeune homme un peu boy-scout, sur la génération de l'avant-guerre : "Nous ne cherchions pas à détruire... Nous voulions sagement et patiemment comprendre le monde, le découvrir et y faire notre place". Le destin des vingt-ans en 1930 (Sartre a tendance à parler au nom de tous ceux de son âge-encore son instinct totalitaire) sera orienté par la lecture de *Qu'est-ce que la métaphysique ?* de Heidegger dans la traduction de Corbin. Sartre, après avoir passé six mois à Berlin dans la compagnie de Husserl, aura quelque peine, avoue-t-il, à "s'assimiler cette philosophie barbare", mais la question posée par Heidegger à travers Corbin répondait à une interpellation. Sartre et sa génération s'était constitué en public ; Heidegger ne pouvait plus que paraître sur la scène où il était attendu, pour exprimer en termes de tragédie grecque le pathétique dont ces jeunes gens nourrissaient le pressentiment.

Pourtant, Sartre persiste à dire qu'il ne prenait pas le monde au sérieux. Le manque de sérieux (marque normalienne, ô Brasillach !) l'ironie, le sourire, le goût de la farce, du café au lait, des petites choses de la vie, une

certaine légèreté fondamentale, projettent un jour curieux sur ces carnets. Sartre nous dit : "Je peux écrire des livres sinistres sans être moi-même triste". Il dit ailleurs : "Je me sens un peu ridicule, un peu sympathique ; je m'amuse de moi". C'est ce Sartre qui trouve tout drôle d'être un homme sympathique, ce Sartre qui s'amuse, ce Sartre qui écrit cinq pages du ton le plus normalien du monde pour savoir s'il mangera ou non un petit pain au lait à son déjeuner du matin, par mortification de sa condition de bourgeois mobilisé, mais en prévoyant très nettement qu'il n'abdiquera rien de ses privilèges et qu'il ne fera pas sa Nuit du Quatre-Août, c'est ce Sartre dont on fera ici la connaissance avec un peu d'étonnement.

*
* *

Sartre écrivant *Les mots* nous disait qu'il détestait son enfance et qu'il voulait "tenir son passé à distance". Cette enfance détestable ne lui en inspirait pas moins son meilleur livre. Mme Nathalie Sarraute s'approche de la sienne dans le même sentiment à la fois de répulsion pour son passé et d'attirance pour les images imprécises où elle a pris *forme* (un mot qu'elle hait). Elle commence dans *Enfance* (4) par multiplier les précautions, par s'excuser de ce qu'elle va faire. Evoquer des souvenirs... "Eh oui, je n'y peux rien, ça me tente... Je ne sais pas pourquoi... C'est peut-être... Est-ce-que ça ne serait pas..." Que d'hésitations, que de tergiversations pour raconter ce qui est si simple !

Mme Nathalie Sarraute s'est fait une spécialité dans ses "romans" de l'examen au microscope d'un monde mou et vague à peine dégagé de l'état protoplasmique, agité imperceptiblement de mouvements infimes et informes, produisant à l'échelle la plus élevée tout au plus des infusoires, des algues ou des champignons. Allant à la recherche de la petite fille qu'elle a été, s'avancant à tâtons à travers des limbes où tel un chat nyctalope elle a l'habitude de tracer son chemin obscur, que va-t-elle trouver, quelle tête va-t-elle faire (ou se faire) devant le premier état d'elle-même ? Elle a écrit jadis de l'un de ses "personnages" : "Elle faisait penser avec sa tête un peu grosse à un énorme champignon". Elle rappelle ici avant d'entreprendre sa descente dans son passé que "tout fluctue, se transforme, s'échappe"... que "ça ne ressemble à rien", que "ça se dérobe"... Ça, c'est en l'occurrence Mme Nathalie Sarraute. Est-ce que "ça parviendra peut-être à vivre ?" *That is the question...*

La question posée avec beaucoup de précautions, Mme Sarraute y répond en deux cent cinquante pages de chuchotements, le doigt sur les lèvres comme pour taire des secrets, mais qui peu à peu se dévoilent et qui finissent par composer un livre où apparaît une petite fille un peu renfrognée, un peu blessée, mais très attachante, dont on ne sait pas trop comment est la figure- est-elle jolie ? est-elle laide ?- mais dont on apprend qu'elle est une petite fille comme les autres, avec son ours en peluche, ses cahiers quadrillés, ses plumiers, sa blouse noire à lisérés rouges boutonnée dans le dos. Seulement, elle vit entre Saint-Petersbourg et Paris, entre une mère

et un père séparés et cette enfance est triste et la petite fille Nathalie ne sait pas si on l'aime. Elle voudrait qu'on le lui dise, mais le mot "amour" est dur à passer sur les lèvres où elle guette sa forme. Oh certes, Mme Sarraute évoque quelques souvenirs heureux, des images charmantes d'une Russie du temps du Général Dourakine avec des domestiques qu'on fouette paternellement et des jardins pleins de groseillers. Mais c'est comme avec honte, et elle revient vers Paris et les rues grises du XIV^e arrondissement. Le seul mot qu'elle entend se former distinctement autour d'elle, c'est celui de "malheur". On est passé du monde de la comtesse de Ségur à celui de Zénaïde Fleuriot où les petites filles de la bourgeoisie pauvre se sentent écrasées par le poids oppressant de la vie. Le seul bonheur de Mme Sarraute enfant lui est donné, curieusement, par la géométrie avec ses figures rassurantes. "J'aimais en elle ce qui est fixe, immuable, cernable..."

Est-ce la nostalgie de la géométrie, d'un monde net, pur, abstrait qui s'exprimera dans l'œuvre de Mme Nathalie Sarraute au milieu du monde sans formes où elle piétine, patauge et s'englué ? *Enfance* nous livrerait-il une clef pour pénétrer l'intimité, pour deviner le secret de celle qui a écrit *Le Silence*, *Le mensonge*, *Vous les entendez ?*, *Portrait d'un inconnu*, *L'ère du soupçon*, tant de livres qui tissent entre elle et le lecteur un voile un peu opaque de malentendus ?

*
* *

A peine avons-nous lu le tome XI du *Journal* de M. Julien Green que nous en parvenait le Tome XII (5). Après *La Terre est si belle*, voici *La lumière du monde* (6). Comparons ces deux titres à quelques titres des volumes précédents : *Derniers beaux jours*, *Devant la porte sombre*, *Ce qui reste de jour...* M. Green nous dit que le monde ne lui est jamais apparu comme un lieu de ténèbres. Non, peut-être, mais, en tout cas, comme celui d'un crépuscule où entre le ciel et la terre, une âme malade de son corps a cherché sa voie à la faveur de quelques feux clignotants et protecteurs, en essayant de s'arracher à la pesanteur terrestre et de s'élever vers des sommets où elle pourrait contempler l'univers invisible. Aujourd'hui, M. Green a du, peut-être à son insu, y parvenir. Et c'est de là-haut que la lumière qu'il découvre, éclaire non seulement ce qui nous est caché, mais se répand sur l'obscur terre et en chasse les ténèbres. Le crépuscule de M. Green est devenu une aube et le monde y apparaît tout baigné d'une clarté insolite. Le sens qu'il faut attacher à des titres comme *la Terre est si belle* ou *la Lumière du monde*, c'est celui d'une découverte de notre globe sous le projecteur de l'Éternité. Pourtant, jamais, M. Julien Green n'a tremblé autant pour l'avenir de cette Terre qu'il veut embrasser, alors qu'il en est encore temps, dans sa totale splendeur, et ses inquiétudes s'expriment parfois naïvement, il craint ainsi qu'une fusée américaine perdue dans l'espace ne fasse, en nous tombant sur la tête, exploser le globe ou que la Californie ne se détache du continent américain en nous précipitant dans des gouffres sidéraux, et il nous confie en grand secret qu'il y a sous la Côte d'Azur une immense excava-

tion. Le *Journal* est plein de ces terreurs qui rejouiront peut-être la postérité et alimenteront les thèses du XXV^e siècle sur la grande peur de l'an 2000. Mais c'est l'espérance qui soulève M. Green au-dessus de toutes ces vaines frayeurs et il s'élance d'une démarche intrépide sur les mille chemins du monde vers des pays qu'il ne connaît pas encore comme l'Espagne (trop violente pour lui) ou, dans une étrange croisière infernale, vers le Spitzberg (que n'a-t-il préféré relire *les Aventures du capitaine Hatteras* ou *le Sphinx des glaces* !), ou bien alors sa chère Italie (Saint-Pierre de Rome dont le dôme ne lui procure qu'une émotion théâtrale n'est pourtant pas sa paroisse favorite). Puis il revient à Paris. Et c'est toujours là en définitive, inspiré par la ville irremplaçable, qu'il écrit ses pages les plus émouvantes. Avec quelle joie, dans l'intimité de son salon entouré de livres, au bord d'un jardin tranquille, retrouvons-nous le pèlerin du monde revenu de ses entraînements autour du globe, au point immobile où sa destinée est ancrée et où veille son ange gardien !

*
* *

Au moment où M. Julien Green se jette dans une folle impatience à travers le monde sur des chemins qui ne paraissent être que des itinéraires de fuite, M. Marcel Arland reste où il est, à son poste de vigie, guettant on sait bien quoi. Qu'attend-il du monde ? Que lui a-t-il jamais demandé ? Il nous le confie encore dans son dernier recueil de confidences, *Lumière du soir* (7) "... un coin de désert où s'accomplir, une retraite où se livrer aux purs échanges, où rejoindre sous le regard de Dieu l'essentiel de la vie et de l'amour, le meilleur de la nature et de l'homme". Cette lumière du soir que son écriture filtre, éclaire doucement sa retraite, mais c'est la même qui se répandait sur les matins de sa vie, lorsqu'il écrivait *Les plus beaux de nos jours*, *La Grâce*, *Terre natale*, *Antarès*. Elle cerne les mêmes objets pour en dégager la même essence impalpable, pour en extraire une âme, pour nous permettre d'entrer en communion avec la nature en nous faisant pénétrer dans le profond silence de toute choses. Ce silence, c'est celui qui donne à l'œuvre de M. Arland son ton, son accent, c'est de lui que s'élève le chant auquel nous reconnaissons la voix inimitable. L'œuvre de M. Arland s'achève en sourdine, mais en se prolongeant dans une pré-éternité où les harmonies célestes se conjuguent avec celles de la terre dans un accord que rien ne peut plus mettre en question. Les derniers livres de M. Marcel Arland, *La Nuit et les sources*, *Proche du silence*, *Avons-nous vécu ?* sont des préparations à la vie éternelle. Déjà, la transmutation s'est opérée. D'un souffle de vie humaine, M. Arland n'en finit pas de tirer la musique même des anges. C'est elle que désormais d'un livre à l'autre, il ne cesse de moduler.

Philippe SENART.

(1) (3) (4) (7) Gallimard.

(2) Plon.

(5) (6) Le Seuil.

LE TEMPS ET LA LUMIÈRE

par Jacques BLOT

Notre ami Jacques Blot, qui s'inscrit dans le courant des poètes de "l'intériorité lyrique", vient de publier aux Editions du Seuil un second recueil de poèmes : "Le temps et la lumière". Aventure de mots et d'images qui, de la genèse à l'apocalypse, de la vie à la mort, est soumise aux pulsions du désir, à l'appel des grands espaces, au vertige de l'histoire. Aventure de mer et de soleil, de violence et d'amour ; destin singulier et pluriel d'une mémoire imaginaire ; chronique tour à tour épique et lyrique du temps et de la lumière, au rythme des heures, des jours, des saisons, des générations, du souvenir et de l'oubli.

Eternelles féminines

Vertes fraîcheurs berceuses bergères mes jolies amies
petites sœurs glaneuses d'épis si claires embellies
mes frivoles ingénues portant dentelles de lumière
mes danseuses buissonnières pimprenelles de printemps
enjôleuses d'antan secouez vos longs cheveux de glycines
l'eau bleue le sein le coing songe chaud de caresses
creux de main où se délie l'âge d'amantes succulences
murmures de menthe arias de miel ariettes de merises
meringues musardises mes oiselles de marjolaine
ruses savoureuses nuques nues de rousse lumière
le temps vous aime sur les versants parfumés des collines
où sorbes airelles du soir vous êtes fêtes d'étoiles
amandes sérénades phalènes d'envies mélodies
roses trémières muscades clartés des mûres patiences
femmes nous donnant la seule éternité qui vaille vie

Lumineux amour

Emportée toute blanche dans la pavane des étreintes
tu es ma déesse alizée l'inépuisable passion
d'un été de lumière au recommencement de pervenche
Ma souveraine à n'en plus finir s'offrent l'envie fruitée
de ta bouche la révélation de ton cou
ton cœur vit en bruits chauds ses allitérations de
jouissance
Doucement doucement tes mains qu'un plaisir d'ambre
dénoue
doucement ton souffle à anche en brise douce de safran
j'entends ta vie dans les charmillles les oiseaux font silence
et tes yeux dansent des chaconnes sur la grève du temps
Alors plus léger que les senteurs des mélèzes
sous les somnolences des parfums chanteurs fugue l'envol
sur des lyres d'orangers d'un fragile papillon bleu
que l'aurore musicienne accorde en sambuque de rêve
où la mer arpège une jubilation de souvenirs

Elégies d'Automne

Adieu c'était la saison douce
encore une fois les cerisiers en fleurs
dans les senteurs grisantes l'émerveillement d'un visage
Adieu c'était la saison des amours
l'alouette faisait chatoyer le monde
une araignée de feu dansait sur le colza
Maintenant ce temps déchiqueté d'avoines
un soleil de corneilles se prend à la fourche d'un arbre
et les oiseaux s'enfuient en griffant la sardoine des landes
Quand vous serez partis je pleurerai
sous les bétoines du ciel les heures bien-aimées du soir
bruisant dans les ramures mélodies d'arbres musiciens
je rangerai sous le linge des armoires
les souvenirs serrés dans l'odeur de lavande
pour m'endormir dans le parfum de mes chagrins

Saisons de violence

Petite sœur conte-nous la romance qui recommence
conte-nous l'histoire tendre à entendre du bon vieux temps
Sous le fer déchirement du cri front d'éclairs sur la mort
lueur dure la flèche crie lente cible et lent vertige
le temps guerrier harponne la vie Voilà comme
ils brulaient
les yeux les visages laissant les paupières calcinées
et quand poignait l'aurore amère d'un été de famine
battant dans la panique les durs tambours des terres
sèches
débuchait la course blessée de troupeaux hallucinés
que les cavaliers noirs poussaient dans un silence de sang
sous un ciel de safran vers de lointains espaces garance
Tant de guerres tant de guerres clouent la peau percent
le cœur
petite sœur tend tes mains rougies allume une lueur
qui console ces pleurs tendus de froid arrache la rage
du glaive pour en faire une fleur flamboyante d'espoir

AUGUSTE CHABAUD

par Henri BOURBON

Auguste Chabaud fut longtemps un des méconnus de la peinture contemporaine. Les histoires de l'art moderne, à l'exception de celles de Gaston Diehl, Bernard Dorival, Charles Chassé, ne lui consacrent que quelques lignes ou l'ignorent. Heureusement après l'excellente plaquette que Maximilien Gauthier publia en 1952, deux récents ouvrages reconnaissent à Chabaud la place qui lui revient légitimement dans le XX^e siècle : celui de Raymond Charmet (Bibliothèque des Arts 1973) et celui de Max-Philippe Delavouët (Editions Cercle d'Art 1983).

Né en 1882 à Nîmes, Auguste Chabaud vint très jeune en Avignon, puis vécut la plus grande partie de sa vie en Provence, à Graveson, dans le mas familial, après quelques années passées à Paris de 1906 à 1914. Comme René Seyssaud son ami de Saint-Chamas, il est profondément attaché à sa région dont il ne se lasse pas de décrire, d'explorer, d'exalter ce qu'elle a d'unique et de primordial avec des accents et des tonalités qui le singularisent.

S'inspirant des paysages de la Provence mistralienne et plus particulièrement de la Montagnette proche d'Avignon et de Tarascon, Chabaud a réalisé une œuvre puissante et dense, ardente et belle qui le situe parmi les meilleurs peintres français de son temps. "O Provence, creuset divin de toute beauté, ô pétrisseuse de divers apports pour en faire la plus civilisée des synthèses" s'est-il écrié dans son livre "Et moi aussi, je suis poète", car Chabaud possédait des qualités d'écrivains.

On perçoit mieux depuis quelques années l'importance et l'originalité de sa peinture, l'étendue de ses dons, la fécondité et l'audace de sa création. Fauvisme, expressionnisme, cubisme, Chabaud a participé de ces mouvements pour parvenir à une plénitude et une harmonie où s'expriment admirablement sa sensualité, sa sensibilité et son intelligence, sa force et sa tendresse. La Galerie de l'Empereur à Paris (1) a présenté en juin un ensemble de peintures et de dessins qui permettent de bien appréhender l'évolution de l'artiste et les périodes essentielles de son œuvre : la période de 1906 à 1911 où alternent les toiles parisiennes, les toiles africaines et militaires, les toiles de Provence ; le tournant des années 1911 à 1914 ; la période provençale de 1919 à sa mort en 1955, pendant laquelle le solitaire non-conformiste de Graveson dessine et peint avec passion les êtres dans leurs rudes labeurs, les

Gare du Nord - 1907

paysages dans leur austérité majestueuse et superbe.

*
* *

Ce méridional amoureux de la lumière des pays de soleil fut étrangement fasciné par les éclairages du Paris nocturne. Ses toiles de 1907 à 1910 aux tons violents et contrastés ont une force expressive qui attire l'attention d'Apollinaire et d'André Salmon. Les rouges, les bleus, les jaunes sont intenses, les blancs éclatants, les noirs et les gris profonds. Paysages de Paris, fourmillante cité, mystérieuse cité où le luxe cotoie la pauvreté, les fêtards les travailleurs, la magnificence le sordide, la joie de vivre la peine de vivre : Chabaud, avec un dynamisme de couleurs prodigieux, a traduit les émotions que provoquaient en lui les quais de la Seine, les cafés-concerts, les hôtels de passe, les rues animées et illuminées de Pigalle, de Montmartre, du Quartier Latin. Filles de Paris, belles de nuit lascives ou fiévreuses, outrageusement fardées dans le scintillement des boîtes à la mode ou la tristesse des maisons closes : Chabaud les a merveilleusement chantées en peintre et aussi en poète : "O ma petite amie, naïve fleur de vice - O ma prostituée, trouvée dans le

Les années 1911-1914 marquent ce que Raymond Charmet - savant commentateur de Chabaud - a appelé "la conquête de l'équilibre". Portraits, natures mortes, nus, révèlent sa parfaite maîtrise, son sens d'un certain classicisme. Chabaud est maintenant au sommet de ses moyens de créateur.

A trente ans, il accomplit son souhait de jeunesse : "me réaliser intégralement en peinture, selon la phrase de Barrès : l'important c'est d'être soi-même à sa plus haute puissance".

Après la guerre de 14-18 où il sert comme artilleur, Chabaud retourne en Provence, s'y marie, s'y installe et ne quitte plus que rarement son mas de Graveson. Les Alpilles, les Baux, Maussane, Eygalières, Arles, la Montagnette, Barbentane, Graveson, Boulbon, Avignon, l'étang de Berre sont désormais les lieux privilégiés où il puise son inspiration. Ses couleurs deviennent plus claires, ses tons retenus, avec parfois des vivacités éblouissantes. Sa palette s'élargit et comporte de subtils gris bleutés, des verts nuancés, des bruns sourds, des ocres jaunes, des blancs argentés. Le fameux bleu de Prusse de ses ciels est inoubliable, il resplendit de chaleur. En ses tableaux (comme en lui-même sans doute) s'associent, dans une magistrale synthèse, poésie rêveuse et réalisme austère, vigueur et douceur, dynamisme et mesure.

Simple, robustes, massifs ses personnages ont une authenticité et une noblesse émouvantes. Dans leur densité et l'ordonnance de leurs formes, ses paysages sont tels qu'il définit le Midi : "dépouillé, grave, sobre, réduit aux lignes essentielles de sa construction rocheuse".

Chabaud ne cesse pas d'être attentif aux réalités de la vie et du monde. Il est un homme de vérité et de vérité psychologique. Ses nombreux dessins, alertes et nerveux, en témoignent. Les carnets de croquis de Chabaud le classe parmi les dessinateurs les plus talentueux.

Chantre lyrique et obsédé de la Montagnette, il en fait le symbole des beautés de la terre des hommes, des rythmes et des harmonies de la nature entière. Chabaud c'est la Provence et plus que la Provence. Ne voir en Chabaud qu'un remarquable paysagiste de la Provence, c'est commettre une erreur, un contre sens-esthétique. Chabaud n'est pas un peintre régionaliste. Parlant de Cézanne il a très bien précisé comment un peintre, partant de l'architecture et de l'âme de son pays, devenait un peintre de l'universel : "Aimer la peinture de Cézanne, c'est à travers ce qui passe saluer ce qui demeure et goûter les plus hautes joies du cœur et de l'esprit, c'est communier avec une œuvre, c'est communier avec le pays qui l'a produite, c'est communier avec le monde entier, tant il est vrai que les "grands bougres" sont ceux qui à travers le régional se hissent au national, à travers le national à l'humain et à travers l'humain à l'éternel".

Henri BOURBON

(1) Rue Bonaparte - Paris.

Rue de village provençal - 1921

ruisseau -Un soir que le ruisseau reflétait les étoiles - O ma prostituée, ô ma petite vierge - Dont je sens que le cœur est pur comme une fleur..."

Pendant cette phase fauve, la Provence est peinte avec des audaces de style extraordinaires ; la simplification donne aux sites un caractère monumental ; les bleus soutenus flamboient, les formes sont cernées d'épais traits noirs. On a pu parler à cette époque de "la Provence noire" de Chabaud. Ses scènes de la vie quotidienne et des travaux rustiques, ses paysans, ses bergers, ses arlésiennes ne doivent rien au pittoresque ni au folklore, mais expriment l'humaine condition des gens de ce pays que l'artiste observe et fréquente. De ses places, de ses ruelles et de ses routes, de ses bourgs et de ses villages, de ses églises et de ses mas, de ses montagnes et de ses champs, de ses cyprès et de ses oliviers naît un lyrisme méditatif où mélancolie et allégresse se répondent.

Le cubisme n'a sur lui qu'une influence limitée ; il le conduit à une plus grande rigueur dans la composition ; mais Chabaud a trop besoin de communier avec la nature, il a trop "le goût chaud de la vie" pour s'attacher à un géométrisme intellectuel. C'est surtout par ses sculptures de 1909-10 et par quelques nus que son œuvre s'inscrit dans l'histoire du cubisme. Il a été pleinement fauve, il n'est que marginalement cubiste.

notes de Lecture

● Histoire et décadence de Pierre Chaunu

Avec ce livre qui a reçu le prix du Mémorial décerné au nom de la Municipalité d'Ajaccio, Pierre Chaunu inaugure une collection pareillement intitulée "Histoire et Décadence" (1). Si le projet de cette collection n'est pas de lui explique-t-il, dans un *Avant-propos* qu'on ne saurait négliger, du moins le thème le concerne-t-il intimement. La décadence le hante depuis sa petite enfance passée entre Verdun et Metz devant les champs de bataille désaffectés mais immobilisés de la guerre de 1914-1918. Elle lui a été présente en Espagne, avec d'autres images, quand il y a étudié le déclin de l'empire espagnol du XVI^e siècle *sur lequel -redisons le une fois encore- le soleil ne se couchait pas*. Enfin elle se révéla tout à fait comme ce qu'elle est, lorsque de retour en France il en vint à juger nécessaire pour la cerner définitivement d'introduire la démographie dans la science historique. La décadence n'est-ce point en effet, "la décrépitude et la mort quand de l'individu elle s'étend à l'ensemble du corps social ?".

Bien sûr, P. Chaunu, s'il est hanté par la décadence sait reconnaître qu'il en a été de même de la plupart des grands historiens philosophes de l'histoire de Vico à Toynbee. L'idée de la décadence n'est donc pas nouvelle bien que récente, puisqu'en tant que concept elle n'apparaît qu'au XVIII^e siècle. Ce qui est nouveau, c'est de pouvoir en déterminer le processus de manière aussi scientifique. Ensevelir le couple civilisation-décadence sous les fleurs de rhétorique d'un discours inévitable sur la fatalité ne convient plus à l'historien quand il sait que du fait de l'unité de l'histoire (nous y reviendrons) il est fondé à trouver dans les sciences (ici la physique et l'astrophysique) l'explication analogique de ce processus. L'histoire *nouvelle* rejoint ainsi le petit groupe fortement constitué depuis une demi-siècle des sciences humaines (sociologie, psychologie, linguistique...) en attendant, comme ses devancières, d'être passée au crible

de l'épistémologie... Nous souhaitons simplement à ces muses devenues matrones de ne pas oublier leur origine littéraire (oui, la famille des Belles lettres !) sans laquelle elles ne seraient pas ce qu'elles sont.

L'objet de ce livre et de ceux qui suivront sur ce thème est de montrer comment le processus de décadence s'insère dans le processus historique. L'ouvrage de Pierre Chaunu constitue donc une sorte d'introduction générale à des études et recherches d'histoire concrète. De là un certain aspect philosophique, encore qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une philosophie de l'histoire. Pour la philosophie de l'histoire Chaunu s'en rapporterait tout simplement à la "Métaphysique chrétienne" telle que restituée dans sa grandeur par un philosophe comme Claude Tresmontant auquel il rend le plus juste hommage. L'ouvrage de Pierre Chaunu, et celui là pas moins que les autres, frappe surtout par l'accumulation du savoir (j'allais dire l'artillerie du savoir en pensant aux champs de batailles évoqués tout à l'heure) qui ne lui fait rien ignorer de la pensée contemporaine arrêtée à la date la plus récente, comme pour un bilan aussi complet que possible (car il faut bien l'arrêter à la dernière date). Cependant quelle que soit notre admiration, ce qui doit retenir principalement notre attention, c'est plutôt la rigueur de la démonstration qui dans ce domaine doit emporter la conviction après avoir assuré la probabilité. *Alors qu'est-ce que la décadence, puisque là est la question ?* La décadence fait partie d'un processus et tout processus qu'il soit physique, biologique, humain comprend une phase de décroissance, une phase de montée dans l'ordre et de chute dans le désordre. Neguentropie, entropie selon les principes de la thermodynamique auxquels Chaunu a recours pour l'exposé de sa thèse. "Tout processus physique, explique-t-il, aboutit à un accroissement du désordre total de l'univers tandis que barrant

d'une diagonale cette tendance, la vie s'accompagne d'une montée vers plus d'ordre. Nous disons la néguentropie, mais cette montée de la vie vers un "plus d'ordre" vers une plus grande complexité doit être payée par un prélèvement d'énergie sur les ressources de l'univers. Donc la montée de la vie n'est possible que parce qu'il reste de l'énergie à dégrader, parce que le point de l'univers où nous sommes n'a pas achevé sa course vers l'entropie. Dans cette manière de dire propre aux sciences physiques et aux sciences de la vie progrès se dit néguentropie, décadence se dit marche vers l'entropie. A cette thèse il y a une hypothèse qui est que le processus en question porteur de déperdition, dégradation et enfin désordre - a un commencement dans le commencement même de l'univers, c'est-à-dire dans la création. Cela impose une conception du temps fortement marquée comme fondement de la théorie toute entière de P. Chaunu sur la décadence et sa présence dans l'histoire. Dans cette conception héritée du christianisme et corroborée par les récentes théories scientifiques qui établissent que l'univers est un processus scientifique ("cf. *Les trois premières minutes de l'univers* de Steven Weinberg) le temps a une histoire qui est vécue dans la conscience humaine mais sans que celle-ci puisse faire autre chose que de la percevoir.

"La conscience du temps n'a cessé de croître. L'histoire est non seulement déroulement du temps mais elle est le lieu de l'explosion, de l'envahissement de la conscience, de la temporalité. La conception chrétienne du temps que Chaunu désigne sous le nom de vectorielle tire son origine de la création. Genèse et cosmogénèse. Elle est foncièrement différente de la conception "cyclique" du temps qui nous vient des Grecs depuis l'éternité du monde chez Aristote jusqu'à cette notion proprement occidentale de la nature antérieure au temps tel que le mesurent les hommes. Il suit de là que la nature se trouve embarquée dans l'histoire d'une façon peut-être un peu expéditive et qui nous bouscule passablement, je le reconnais. Le temps vectoriel de Pierre Chaunu est terriblement linéaire. Il me semble que le processus historique pourrait être redevable aux deux conceptions en admettant une sorte de spirale qui ne retirerait rien à l'idée première chrétienne qu'il y a au temps un commencement et une fin. Mais ceci n'est qu'image... Ce qui est capital, disons-le avec P. Chaunu, c'est ce que nous apprend la science aujourd'hui au sujet du temps. Nous renvoyons sur ce point le lecteur au chapitre *Le temps de la science*. Toute conception présente et future de l'histoire est redevable nécessairement à la science contemporaine de ce qu'elle nous apprend de l'univers et de l'ensemble spatio-temporel qu'il constitue. Cette dernière et peut-être définitive conception du temps renouvelle la conception de la décadence en ce sens que la définition à partir d'un temps global d'un processus historique unificateur unifie aussi le processus interne de décadence. L'unification du monde et de la culture ou encore du genre humain dans une seule et même Histoire déjà moins enrichissante qu'appauvrissante, fait que "nous jouons d'un seul coup désormais une part importante de

notre destin".

La théorie de la décadence dans l'histoire, celle-ci ramenée à la préhistoire et datée de l'apparition de l'homme humain marquée par la première tombe, *c'est que la décadence existe au sein même de la croissance*. Objectivement, elle est mesurable et chiffrable par la démographie puisque "la première notion objective est celle du nombre des hommes". A ce titre la décadence objective exemplaire, c'est celle qui se situe au XV^e siècle en Amérique dans le nouveau monde. Et c'est justement parce que ce nouveau monde était sans mémoire qu'elle est passée longtemps inaperçue. Elle a entraîné la disparition en trois générations de 90 % de la population d'un continent, de la quasi totalité de l'acquit culturel de trente cinq mille ans d'aventure humaine sur 27 % des terres émergées, de 14 à 15 % de la population planétaire. La décadence américaine est sans exemple dans l'histoire moderne. Elle n'est proche que du lointain passé. Il y aurait eu quelque chose d'assez proche à l'épipaléolithique, estime P. Chaunu. En fait, il s'agit peut-être plus d'une catastrophe, sorte d'apocalypse réduite que d'une vraie décadence, "décadence référente" et référente à l'histoire qui est mémoire pour la conscience. C'est évidemment la décadence de Rome qui en donne le modèle le plus achevé. En dehors de Rome je ne vois pas de décadence parfaite, dit Chaunu. Mais un peu plus loin : "dans l'histoire d'après l'écriture, dit-il, je ne vois guère que trois moments qui peuvent répondre à la définition proposée d'une décadence objective : Rome bien sûr, l'Amérique indienne de la *Conquista* et plusieurs moments que je perçois mal de l'histoire de la Chine. Rome seule et la civilisation antique allient tous les indices. Rome est bien la décadence référente. L'Amérique est sans doute la plus brutale et la plus cruelle... Décadence objective, donc. Mais on aimerait saisir mieux la distinction que fait ici Pierre Chaunu entre décadence objective et décadence référente, celle-ci surtout dont la définition propre nous aura échappé. Les autres "décadences" constatées dans l'histoire sont appelées "décadences partielles". Elles sont d'autant plus nombreuses, voire innombrables qu'elles sont partielles avec tout ce que cela comporte de fractionnement. Mais elles ne sont pas toutes de la main de l'homme, si j'ose dire. Ainsi de l'épouvantable peste noire qui au XIV^e siècle ravagea la Chrétienté. "Évènement pur, évènement brut, évènement brut le plus important de toute l'histoire de l'Occident et dans une large mesure de l'Histoire, il fut avant la catastrophique erreur de 1960 (la mise en préparation sans aucune précaution de la contraception toxique hormonale) la plus grande menace qui ait pesé sur l'humanité, l'évènement à l'état pur, à l'état d'essence".

Et maintenant qu'en est-il de la décadence ? C'est la question à laquelle l'auteur entend répondre dans le livre III de son ouvrage *la Décadence au présent*. Ce qui est certain d'abord c'est qu'il n'y a pas et donc qu'il n'y aura pas d'état stationnaire "Marche, marche" disait Bossuet, dans une célèbre apostrophe à l'homme en chemin sur la terre. De plus, il va de soi que le processus historique qu'elle accompagne, néguentrophie, entropie fait que la

décadence est *avenir*, inéluctablement comme la mort dont elle est une image. Sera-t-elle totale ou partielle ? Le processus d'unification auquel nous sommes assujettis ferait craindre le pire dont l'évènement de 1960 dans le texte cité plus haut nous a donné l'idée. Cependant P. Chaunu pense que ce qui nous menace le plus directement dans le futur prochain, c'est un collapsus (chute simultanée) sans précédent de la vie et de la culture. La révolution contraceptive dénoncée comme "le défi le plus grave auquel l'humanité a été confrontée depuis son origine", l'effet d'une panique ("oui à la peur non à la panique") qui a fait prendre la vie pour la mort.

"En vérité, c'est bien la superposition de trois évènements, le passage du leadership de l'Europe (Angleterre, France...) à l'Amérique avec en conséquence la décolonisation galopante, la révolution des médias et la transition démographique propre au tiers monde suivant un modèle insolite non prévu qui a contribué à l'effolement devant ce qu'il est convenu d'appeler l'explosion démographique du tiers monde". Résultat : la croissance démographique du tiers monde n'a guère été atteinte ; par contre "la mise en action des nouvelles techniques non dominées est la cause principale de la chute de la fécondité sur 40 % des terres émergées, le quart le plus industrialisé de la terre. Elle fait apparaître des taux jamais atteints de non reproduction, une situation sans précédent aberrante et à court terme suicidaire".

Voilà donc avec le collapsus de la vie un risque de décadence généralisée. Le collapsus de la culture qui l'accompagne semble avoir trouvé son modèle dans l'Amérique des vingt dernières années, compte tenu du leadership rappelé tout à l'heure. Mais un redressement est possible et pas seulement en Amérique. L'étude de l'histoire dont P. Chaunu se dit persuadé qu'elle n'est jamais écrite à l'avance incite à poser la *question du sens*. S'agit-il là du "sens de l'histoire" ? Chaunu évite sans doute de le dire. N'est-ce pas avec cette formule qu'on a cherché à nous persuader que l'histoire était justement écrite d'avance. Non, ici la question posée est celle de *l'action et du sens de l'action*. Elle est donc posée en dehors du domaine strict de l'histoire. Ce n'est pas l'histoire qui a un sens, mais l'action projetée, voulue, dirigée. A une telle action qui est le contraire d'un activisme, il faut le double moteur de la vie et de l'intelligence. "Le chemin de la vie est celui de la transmission de la culture pour le progrès, mais du progrès pour quoi faire et de la vie dans quel but ?". Voilà qui nous conduit à l'unique essentiel. *Unum necessarium*. Nous voici donc sur le

chemin du religieux. En effet, dit Chaunu, les enquêtes indiquent que les familles doublement reproductives de la vie et de la culture appartiennent pour la plupart à la minorité de conviction et de pratique religieuses. Et c'est par rapport à ces minorités que s'organisent le système des valeurs et les axes d'espoir sinon d'espérance qui permettent de vivre. Mais vivre aussi c'est par rapport au processus en cours de décadence mortelle littéralement *survivre*.

Pour Chaunu cette survie de l'homme contemporain n'est possible qu'au prix d'un gigantesque effort de persuasion. Retenons le mot. Il s'agira sans doute pour les hommes religieux, les hommes du *lien*, -ceux qui relient- de persuader leurs frères qu'il y a au-delà des apparences mondaines une vie qui est la vraie vie. Ici, l'auteur de *La Mort à Paris (XVI, XVII, XVIII^e)*, ne manque pas de rappeler un de ces thèmes les plus forts, à savoir que la synthèse de la vie et de la culture se joue autour de la représentation de la mort et qu'il ne faut pas chercher celle-ci ailleurs que dans nos racines pagano-judéo-chrétiennes. Mais on peut se demander si le nécessaire discours prophétique sur la vraie vie ne risque pas de tourner au discours politique. Il y aurait en tout cas un équilibre à garder car le discours de la survie ne saurait exclure la politique.

Ce discours religieux, essentiellement, devra tenir compte de l'individualisation de plus en plus prononcée des consciences, phénomène dû à la forme de la culture moderne et qui implique par conséquent un certain libéralisme pour ne pas dire un libéralisme certain.

D'autre part, ce discours religieux qui n'ignorera pas (n'ignorera *plus*) la vision scientifique du monde, s'opposera à tous les réductionnismes partis à l'assaut général du sens tels que le marxisme, l'évolutionnisme et même la "méthode" d'Edgar Morin auquel Pierre Chaunu s'adresse en terminant. Le livre s'achève donc par une sorte d'apostrophe, un *envoi* au sens poétique du terme. Il serait intéressant d'expliquer pourquoi c'est en définitive à Edgar Morin que ce discours s'adresse. Cela nous ferait penser que le discours du sens est de l'ordre de la prédication, quand il n'est pas la prédication même. La prédication contre la décadence. L'histoire n'en est-elle pas remplie ? Voilà donc un thème pour la collection, mais plus encore un thème pour le discours et le sens du discours.

Jean-Yves CHEVALLIER

(1) Librairie Académique Perrin.

● A tous les retraités ... et à ceux qui ont peur de le devenir de Charles Delamare

La vieillesse est un apprentissage. Non de la mort, mais de la vie. Ce message paradoxal s'inscrit en filigrane du livre, écrit par Charles Delamare. Si cette thèse était affirmée et défendue de manière bien apparente et bien

rhétorique, nul doute qu'elle aurait provoqué un sentiment de curiosité et attisé quelques controverses. Mais cette idée se cache sous un escalier de raisonnements concernant le sort des retraités en cette fin du XX^e siècle.

Elle ressort des réflexions qui se prolongent après la lecture du livre. Elle n'est pas mise en avant comme une machine de guerre. Elle apparaît peu à peu comme une vérité.

N'est-ce pas étrange ? N'est-ce pas entrer en contradiction avec le sens commun ? Le livre part de ce dernier. Il commence par une sorte de chant funèbre sur la retraite. L'auteur se coule dans les jugements qui assaillent l'homme (beaucoup plus que la femme) voyant venir sa dernière heure de travail. Qu'elles émanent de son entourage ou qu'elles sortent du fond de lui-même, toutes les appréciations concordent. La retraite est la fin sociale de l'individu préfigurant sa disparition physique.

Dans un cheminement assez lent, parcequ'appuyé sur des arguments inédits, Charles Delamare démontre que cette interprétation de la retraite ne correspond plus à la réalité. Elle apparaît comme le reliquat culturel d'une époque antérieure à la révolution industrielle. Ce préjugé pèse très lourdement sur les âmes d'hommes et de femmes qui se sont ployés pendant des décennies sous la discipline de la production. D'autant plus que la société de consommation, libératrice à beaucoup d'égards, a détruit les réflexes et les coutumes qui pourraient servir de compensateur au vide profond dans lequel se trouvent lâchés les retraités. Ceux-ci s'apparentent à des parachutistes projetés dans un élément où ils ne comptent pas trouver un point d'appui.

Pourtant celui-ci existe. Ch. Delamare ne craint pas de le nommer, bien que le terme paraisse maintenant à la fois démodé et déprécié : la culture. Certes, il ne s'agit pas dans son esprit du rejeton maigrelet de la Sorbonne, tel que des générations inassouvies ont dû le contempler en faisant mine de l'adorer, comme un Veau d'Or, impassible et prétentieux. Bravant les rancunes accumulées contre cette idole d'un autre âge, notre auteur reprend ce terme de "culture" pour reconnaître en lui l'instrument par lequel les hommes arrivent à dominer l'angoisse de la mort.

Les retraités représentent la portion des vivants les plus préoccupés par elle. Les Européens sont menacés de l'anéantissement atomique de manière de plus en plus évidente, même s'ils évitent d'en prendre conscience par désinvolture ou stupidité. Le croisement entre ces échecveaux : la retraite et l'Europe rend nécessaire de tisser une nouvelle culture, c'est-à-dire une nouvelle manière de faire face au destin, qu'il soit général ou personnel.

Le propos de notre auteur commence à s'accélérer à partir de ce point. Pour lui c'est l'aventure la plus enthousiasmante qui commence. Les retraités sont riches (par

rapport aux grands créateurs d'espérances, comme par exemple les Athéniens du V^e siècle avant Jésus Christ). Ils sont nombreux (20 % de la population). Ils bénéficient de l'équipement culturel le plus extraordinaire qui ait jamais existé. Ils bénéficient d'une santé bien meilleure que celle des "honnêtes gens" du XVII^e siècle. Ils disposent pour créer en moyenne de plus de 7.000 jours de liberté après la cessation de leur travail. Qu'attendent-ils ? Au lieu de s'assoupir en geignant ils ont le devoir de prendre en mains les destinées du monde et de l'humanité.

Il est patent qu'ils ne le savent pas. Le but de ce livre consiste précisément à réveiller des forces qui restent inconscientes de leur devoir. Chez les individus également où l'entrée dans la retraite s'effectue de manière improvisée, incohérente et inconfortable. La préparation à cet âge nouveau, couvrant une vingtaine d'années, est quasiment inexistante. Notre auteur formule une série de propositions pour mettre fin à l'isolement qui constitue la grande blessure, la blessure mortelle de la retraite. Il y ajoute des recettes d'examen personnel pour que les individus rétablissent leur vérité profonde et comptabilisent leurs qualités avant d'entreprendre le voyage de la nouvelle vieillesse. Sans oublier aussi le départ pour Cythère, l'amour transformé et transfiguré entrant comme une composante essentielle de cette symphonie en mineur pour cheveux blancs.

Charles Delamare est-il trop optimiste ? Est-il trop insouciant des pesanteurs sociales ou biologiques ? Il répondrait à cette objection en prétextant que l'évolution technique mettra définitivement fin d'ici peu aux inégalités de classes ou de santé. Si nous sommes encore loin de cet état idyllique nous nous en rapprochons vite et il n'est que temps d'organiser l'accueil des oisifs futurs en mobilisant la partie la plus active des retraités d'aujourd'hui.

Mais on peut se demander si la culture nouvelle, luttant pour éliminer la violence de notre horizon humain, n'est pas antinomique avec notre destinée. Ne sommes nous pas condamnés à périr misérablement à titre individuel ou en tant que civilisation européenne, quoiqu'on dise ou quoiqu'on fasse ?

Si vous n'êtes pas de cet avis, lisez "A tous les retraités et à tous ceux qui ont peur de le devenir", vous y trouverez des idées pour vivre et des raisons d'espérer.

Un contrepoint stimulant à "La vieillesse" telle que l'a décrite Simone de Beauvoir.

Henri BOURBON

Editions France-Empire.

● Le système politique de la V^e République de Serge Sur

Peu avant l'élection présidentielle du 10 mai 1981, paraissait dans la collection Que sais-je ? un petit livre sur le système politique de la V^e République, signé par Serge

Sur, Professeur à l'Université de Nanterre. Juste avant le "changement" qui n'est pas prévu par l'auteur (au contraire les dernières pages parlent des "difficultés de

l'alternance", p. 120), il traite de la période 1958-1981, qui, avec le recul, apparaît dans son unité historique.

C'est une période longue : 23 années de stabilité avec trois Présidents de la République et sept Premiers Ministres : c'est remarquable après la formidable instabilité qui a présidé aux III^e et IV^e Républiques. En outre c'est le régime politique le plus long que la France ait connu, après la III^e République qui a duré 70 ans.

La question est traitée en quatre chapitres. Le premier traite des "forces et contreforces". Il s'agit pour l'auteur de présenter le rôle de l'opinion publique (il y a onze années "électorales significatives ou très importantes" p. 20), des mass-média, des groupes de pression (syndicats, associations) et des partis dont la multiplicité paraît "irréductible" (p.43), mais dont le fonctionnement s'est modifié du fait surtout de l'importance de l'élection présidentielle : "tout parti qui souhaite jouer un rôle autonome doit avoir un candidat présidentiel" (p.46), ce qui conduit à une personnalisation de la vie politique française. L'auteur évoque ensuite les "stratégies et regroupements" de ces partis, leurs alliances, la bipolarisation qui conduit à adopter en France les notions de majorité et d'opposition, notions plus anciennement ancrées dans les démocraties anglo-saxonnes.

Le chapitre III est l'occasion de présenter les problèmes qui ont dominé la vie politique française depuis 1958 : la décolonisation et en particulier la politique algérienne, les institutions, les problèmes économiques et sociaux et la politique étrangère. L'auteur termine par une réflexion sur les institutions : il définit le régime comme "présidentieliste" (p. III) c'est-à-dire dominé par le Président tout en restant parlementaire. Il considère qu'il n'est plus conjoncturel puisqu'il a survécu à la crise algérienne dont il est né et au départ du général De Gaulle, son fondateur, mais qu'il est "existentiel", conservant une sorte de "fragilité et d'incertitude" car le problème de l'alternance, dit-il, n'est pas résolu. L'évolution depuis mai 1981 dément ces propos : l'alternance s'est faite avec l'arrivée au pouvoir d'adversaires, qui semblaient irréductibles, de la V^e République, mais qui s'adaptent aujourd'hui - non sans contradictions - aux institutions. La thèse de Serge Sur est démentie par les faits.

Beaucoup de ses affirmations sont contestables : lorsqu'il écrit que le parti communiste est "souvent remarquable par la prescience de ses analyses" (p. 83) : je n'aurai pas la cruauté de lui rappeler toutes les fautes morales et politiques commises par ce parti lié à l'Union

Soviétique et tous les crimes contre les droits de l'homme qu'il a couverts et qu'il couvre de son silence. De même la présentation ironique de la colonisation, "entreprise de domination et d'aliénation" est parfaitement déplacée et injuste.

L'auteur a un parti pris idéologique qui laisse l'esprit scientifique pour une polémique qui ne devrait pas avoir lieu dans cette collection. L'impôt sur le capital est présenté comme le symbole de la lutte des classes (p.91) et considérant qu'il n'y a pas de justice sociale dans ce pays (avant 1981 !), l'auteur s'interroge sans rire : "un régime qui refuse la démocratie sociale peut-il être réellement démocratique sur le plan politique ?" (93). Il tait l'extraordinaire progression du niveau de vie que les français ont connu depuis 1958 avec une progression très forte de la justice sociale, maintenue malgré la crise, de 1974 à 1981. Il lui semble que la France subit "le capitalisme sauvage" auquel le programme commun de la gauche aurait rendu une "certaine fraîcheur" (sic. p.96).

Je passe sur de nombreuses attaques dignes de certaine presse à scandale comme le fait d'assimiler le vote des français à l'étranger comme un "bourrage légal des urnes" (p. 108).

L'opposition entre la politique économique gaulliste aux "objectifs nationaux" ("il s'agissait d'acquérir les bases de l'indépendance et du statut de grande puissance"), et la politique de Raymond Barre (dont les "perspectives sont moins claires" est-il affirmé, p. 97) est vaine et fautive. Parce que Raymond Barre a toujours fait sien la voie tracée par De Gaulle : "faire en sorte, quoi qu'il arrive, que le progrès soit développé, l'ordre assuré, la monnaie défendue, l'indépendance maintenue, la paix sauvegardée, la France respectée" (1). Le point de vue de Serge Sur est complètement contredit par le livre récent, qui fait autorité sur le gaullisme, de F.-G. Dreyfus qui parle du "gaullo-barrisme" (2).

Par ces quelques exemples nous constatons que, revêtu des atours du sérieux, inséré dans une collection prestigieuse, le livre de Serge Sur est bien peu rigoureux.

Jean-Dominique DURAND

Serge Sur, Le système politique de la V^e République, P.U.F., Col. Que sais-je ? ; 1981, 127 p.

(1) *Faits et arguments, N° 1, novembre 1982.*

(2) *François - G. Dreyfus, De Gaulle et le gaullisme, Paris, 1982, pp. 306-308.*

● Partis et familles politiques de D.-L. Seiler

C'est un pur produit de la science politique que livre l'universitaire canadien Daniel-Louis Seiler, aux Presses Universitaires de France pour la collection Thémis. Il se propose de fournir une taxinomie, une classification des partis politiques en limitant son étude aux sociétés indus-

trielles occidentales (Europe de l'Ouest, Canada, Etats-Unis, Israël, Australie, Nouvelle Zélande) car elles donnent aux partis des conditions semblables de développement :

- le pluralisme politique

- le développement industriel
- le substrat judéo-chrétien.

Cette dernière condition amène l'auteur à éliminer le Japon de son étude.

Celle-ci se partage en deux parties : en premier lieu, une "théorie générale" sur laquelle repose ensuite l'"analyse des familles de partis", analyse politique comparée.

L'exposé de la théorie générale est en quelque sorte un "état de la question" qui permet à l'auteur de présenter les diverses propositions de classification en présence, non sans porter des jugements sévères sur de nombreux politistes. En fait toute tentative de classification correspond à un choix arbitraire. La réalité des partis, et M. Seiler le souligne bien, est complexe et parfois contradictoire. Etablir une classification, c'est vouloir faire entrer dans un cadre rigide des partis qui, composés le plus souvent de diverses tendances, traversés de courants opposés, sont le contraire de la rigidité, mis à part bien sûr les blocs monolithiques que sont les partis communistes. De ce fait même les diverses théories existantes sont contestables, et le système d'analyse proposé par M. Seiler n'y échappe pas.

Il part de l'idée que "les partis traduisent la réalité des conflits structureaux qui affectent les systèmes sociétaux" (p. 421). Il propose quatre conflits ou clivages qui conduisent chacun à la formation de deux familles politiques (p. 127) : possédants/travailleurs ; Eglise/Etat ; centre/périphérie ; rural/urbain.

Il y a donc huit familles possibles, mais sept seulement existent car le lit urbain n'a pas donné naissance à des partis. Cela pose déjà une limite à cette classification, même si l'auteur tente de l'évacuer non sans prétention en écrivant : "l'intérêt d'une bonne typologie est d'être capable de prévoir les cases pour des unités non encore existantes ou découvertes" (p. 131).

En outre ce classement ne permet pas de voir que des partis participent à la fois à plusieurs clivages, dans la mesure où ces derniers sont bien réels. Le RPR est catalogué dans le clivage centre/périphérie, sur le versant "centre", c'est-à-dire partisan d'un nationalisme centralisateur ; mais n'est-il pas, et M. Seiler le remarque, également un parti défenseur des possédants (lié au patronat) tout en recrutant dans le monde ouvrier ? De même l'on peut se demander si le parti démocrate américain n'est qu'un parti "de défense de la périphérie", c'est-à-dire des minorités ?

D'autres exemples illustrent le caractère artificiel de la classification proposée : des partis anticléricaux sont proposés (le parti radical italien) mais parmi eux ne figure aucun parti socialiste ou communiste alors que l'anticléricanisme constitue un fondement de leur idéologie. Les radicaux de gauche français font partie des mouvements ouvriers (!), mais le parti radical valoisien se retrouve avec les autres composantes de l'UDF (y compris le CDS) parmi les partis bourgeois, partis de

possédants.

L'auteur propose les familles de partis politiques suivantes : les partis bourgeois (terme emprunté au vocabulaire politique scandinave) de défense des possédants ; les partis ouvriers et communistes. Ils forment les deux versants du clivage possédants/travailleurs, les partis anticléricaux et ceux de défense religieuse, les partis centralistes et ceux de la défense de la périphérie ; enfin les partis agrariens (clivage rural/urbain).

Pour chaque catégorie sont définis des caractères communs, des éléments de différenciation ; une typologie est élaborée.

M. Seiler pense que ce qui différencie les familles politiques, c'est principalement le "conflit de classe" (p. 133). Il néglige l'aspect philosophique ainsi que les projets de société des différentes familles qui sont à peine évoqués : c'est une lacune considérable. Il reprend à son compte la théorie de la lutte des classes, en fait le fondement de son système. Il ne cache d'ailleurs pas sa sympathie pour les partis socialistes. Les partis de possédants sont bien mal définis, car le terme même des possédants est ambigu : s'agit-il du petit épargnant ? Les partis démocrates chrétiens sont bien mal traités. Sans doute l'auteur fait-il sien sa remarque "parmi toutes les familles politiques nulle ne semble plus mal comprise que les partis de défense religieuse" (p. 303) et Pierre Letamendia qu'il attaque vigoureusement (p. 177) en connaît certainement mieux la réalité. C'est ainsi que la CDU est placée parmi les partis de possédants, conservateurs, sans voir que la Marktwirtschaft du Chancelier Erhardt, réduite à un néo-capitalisme, se déclare contre le libéralisme anarchique du XIX^e siècle et préconise une répartition des revenus conforme à l'intérêt général. De plus, obnubilé par la lutte des classes, l'auteur ne comprend pas la réalité allemande avec la crainte du communisme présent en RDA et imposé par l'Union Soviétique, qui entretient un fort courant antisocialiste, ni surtout que la CDU est un parti interconfessionnel, donc avec une vision chrétienne de l'histoire et de l'homme mais sans reprendre l'enseignement pontifical. L'idéologie est trop rapidement évoquée dans l'esprit de M. Seiler, les partis ouvriers ont le droit d'avoir en leur sein des tendances, mais les différences de sensibilité ne sont pas admises dans les partis démocrates-chrétiens. Le Parti Populaire Européen est dit avoir "un programme dont le flou artistique conviendrait à tout un chacun, de l'étudiant maoïste à la chaisière membre de tradition-famille-propriété" (p. 37), formule ridicule qui n'honore pas son auteur. Quant au CDS, ses origines démo-chrétiennes sont réduites à des "prétentions de M. Lecanuet" ! (sic). On le voit donc, une analyse très légère de la démocratie-chrétienne dont l'idéologie n'est pas comprise, mais réduite à la défense des intérêts matériels des croyants (pp. 312-313) et dont le déclin est prédit (ce qui fut démenti par les résultats des élections européennes, qui ne sont pas pris en compte dans ce livre paru en 1980).

L'analyse des partis ouvriers est tout aussi rapide : le parti communiste italien est présenté comme le proto-

type du "buon governo", de la "gestion probe et efficace" (p. 128), capable de s'allier à la démocratie chrétienne pour consolider la République! C'est ignorer l'histoire de l'Italie d'après-guerre. Le parti communiste français aurait rompu le "cordon ombilical" (p. 284) le liant à Moscou! C'est ignorer l'actualité...

Malgré ces nombreuses et importantes réserves, il est utile, pour ceux qui sont intéressés par l'action politique ou qui y participent, de lire ce livre de M. Seiler. Il a l'intérêt de proposer, comme l'ont fait d'autres auteurs,

une classification des partis politiques dans le monde industriel et judéo-chrétien. Celle-ci est contestable car elle repose sur des présupposés dépassés et relevant de l'idéologie archaïque de la lutte des classes. Pourtant elle peut être stimulante pour ceux qui, engagés dans l'action, souhaitent réfléchir sur le sens de leur combat.

Jean-Dominique DURAND

Daniel-Louis Seiler, Partis et familles politiques, PUF, Coll. Themis.

● Le pari français de Michel Albert

Michel Albert fait partie de ce groupe de technocrates qui, sans assumer de responsabilités proprement politiques, exerce une grande influence sur les décideurs politiques.

Michel Albert montre dans son ouvrage "Le pari français", sa remarquable capacité à réaliser la synthèse des faits techniques, économiques et politiques qui assaillent, depuis le début de la crise, le monde occidental et la France en particulier. Il dégage ainsi dans un premier temps les traits principaux d'une évolution qui aboutit à une France comptant deux millions de chômeurs. Michel Albert rappelle les bouleversements intervenus en l'espace de dix ans dans les situations de l'Europe et de la France depuis 1973. Et d'abord, deux chocs pétroliers. L'effet de ces deux chocs s'apparente à celui d'un prélèvement fiscal dont le produit ne serait pas réemployé à l'intérieur des frontières. A ces chocs s'ajoute celui de la diffusion du savoir faire industriel de base dans des nouveaux pays industrialisés, créant une concurrence plus rude. Ces deux changements cassent la croissance économique remettant en cause tous les équilibres économiques et politiques des pays à la fois dépendants du monde extérieur pour leurs matières premières et ouverts sur le commerce international, c'est-à-dire essentiellement de l'Europe. A ces difficultés extérieures s'ajoutent pour la France des difficultés particulières provenant d'une mauvaise orientation de sa capacité de travail et d'une situation démographique caractérisée par une faible natalité et un fort afflux de jeunes sur le marché du travail. Or, face à cette situation, la France "s'est bouchée les yeux". Résultat : deux millions de chômeurs en 1982 et 1983.

Michel Albert se félicite du fait que la France ait su résister aux fausses solutions de retour sur soi et d'autoritarisme telles que l'interdiction du licenciement ou le renvoi des immigrés. Mais il aurait été possible de faire mieux, en se rendant compte plus tôt que les politiques de relance par la demande n'aboutissent pas. Elles génèrent de l'inflation et des déséquilibres financiers inacceptables. Car dans le monde actuel accepter l'inflation pose rapidement un problème de compétitivité : il n'y a pas de marge de liberté. La France en a fait l'expérience en 1975-1976. D'autres pays ont suivi la même voie, connu

les mêmes échecs. C'est toute la politique "de gauche", c'est-à-dire selon l'auteur la politique néokeynésienne, qui a montré son insuffisance à cette occasion. Michel Albert estime ensuite que les politiques de droite, réaganienne et thatchériste présentent des probabilités d'échec. La discipline imposée par de telles politiques est à son avis, trop dure, trop stricte. Elle cause des dommages graves au tissu industriel et économique, sans être certain qu'une reprise viendra les compenser. Ce qu'il convenait de faire pour limiter les effets de la crise, c'était, selon Michel Albert, de rechercher dans les ressources de la démocratie et de la liberté les moyens de combattre ou de répartir la pénurie d'emploi. Michel Albert cite en exemple les cas de la Suisse ou du Japon ouverts sur le monde par nécessité, mais efficaces face à la crise parce qu'ils ont su appliquer les changements rendus nécessaires par les impératifs de la compétitivité internationale.

Pour Michel Albert le monde à venir ne s'annonce pas facile. Bien au contraire la période qui s'ouvre sera celle des "vaches maigres". La révolution de l'informatique et de l'électronique est encore à faire. Et cette révolution conduira nécessairement à la disparition d'une partie importante des emplois existant actuellement. De même que les campagnes ont perdu leurs paysans, de même les industries et les services perdront leurs ouvriers et employés. Or l'Europe et la France sont mal préparées pour affronter cette révolution. Elles disposent certes des potentiels intellectuels nécessaires. Mais elles doivent supporter le poids de leur passé. Elles sont dans l'obligation de soutenir leurs industries vieillissantes. La France subit de plus les handicaps dus à une répartition trop inégalitaire des richesses -appréciation contestée par certains économistes- et à un chômage qui frappe d'abord les jeunes. Ces inégalités crispent les intérêts catégoriels sur les situations acquises. Or la révolution informatique selon Michel Albert n'a de chance d'être correctement effectuée que si chacun accepte de bouger, de changer pour s'adapter aux nouvelles conditions technologiques. Les effets de cette révolution informatique, alliés à ceux d'une demande de temps libre, est de nature à créer à nouveau le plein emploi. Encore faut-il patienter jusqu'à ce moment.

Michel Albert mise sur trois types d'action : une nouvelle organisation du travail, la libération du temps de travail et une solidarité pour le partage de l'emploi. Nouvelle organisation du travail : les nouveautés technologiques rendent obsolètes les méthodes inspirées du taylorisme. Plus que jamais c'est l'homme qui est la seule richesse. Il ne s'agit plus de transformer l'homme en auxiliaire de la machine, mais de lui apprendre à se servir intelligemment de la machine. Là se trouve la solution du problème de la compétitivité. De ce fait les investissements en formation deviennent essentiels. Libération du temps de travail ensuite. La protection sociale et les modes de production ont abouti à des systèmes où il est impossible de choisir des situations intermédiaires entre un emploi complet et le chômage. Or la volonté affirmée de travailler moins, qui caractérise selon Michel Albert la population active, devrait permettre la multiplication des emplois à temps partiel à tous les niveaux de la hiérarchie. Le temps libre est un nouveau droit de l'homme, qui porte en lui-même la solution au problème de l'emploi. Solidarité pour le partage de l'emploi enfin. Les évolutions précédentes seront lentes : il faut donc gagner du temps, aider cette évolution à se réaliser. Et pour ceci il faut favoriser le partage de l'emploi. Ce partage ne va pas de lui-même. Il n'est efficace en matière de création d'emplois qui si ce partage ne s'accompagne pas d'une perte de compétitivité. Dès lors le partage de l'emploi exige une certaine forme de partage du revenu. Comme ceci ne va pas de soi, Michel Albert propose d'aider ceux qui seraient volontaires pour partager leur emploi, par la mise en place d'une prime aux volontaires

du travail à temps réduit qui compenserait en partie la perte de revenu.

En conclusion, Michel Albert rappelle que rien n'est possible sans concertation entre les Etats européens d'abord, occidentaux ensuite, situant ainsi la solution du "pari français" dans un contexte plus général.

L'ouvrage de Michel Albert est vivant, argumenté à partir des situations quotidiennes. Cependant si les idées principales du "Pari Français" gardent leur intérêt, l'ouvrage souffre de l'évolution de la conjoncture. Les situations de nos partenaires ont changé. Et les efforts du gouvernement français que Michel Albert salue, en matière de partage du temps de travail, se concluent par des échecs. La population française ne semble pas être prête à partager son revenu, voire à chercher à réduire son temps de travail. Et le "partage du travail" se traduit dès lors, dans les faits, par une éviction des personnes âgées du travail : c'est le résultat des contrats de solidarité. Et là est le danger que Michel Albert ne souligne pas suffisamment. De même que la réalité de la crise a été perçue avec un grand retard, de même les signes d'une reprise seront noyées dans une foule d'indices divergents. De ce fait répondre à des problèmes peut-être transitoires par des solutions définitives est dangereux. Or la crise actuelle est au contraire une période où tout doit être mobile.

Philippe LE GALL

Editions du Seuil.

● Science et foi

Le Secrétariat pour les non-croyants créé par le pape Paul VI en 1965 vient de publier un ouvrage collectif intitulé "Science et Foi". Il n'est pas possible de résumer dans ce bref compte-rendu les onze exposés, tous fort denses, qui constituent ce livre, mais il nous paraît utile de saisir cette occasion de souligner que le problème des rapports de la science et de la foi n'a rien perdu de son actualité. Pour ce faire, nous rappellerons quelques traits caractéristiques du contexte culturel dans lequel nous vivons - celui-là même auquel les auteurs se réfèrent pour traiter des rapports de la science et de la foi. Nous nous attacherons ensuite à commenter quelques réflexions de Mgr Poupard ; celui-ci, on le sait, a été nommé en juin 1980, par le pape actuel, Pro-Président du Secrétariat pour les non-croyants ; outre un avant-propos méthodologique, il a écrit une étude liminaire qui montre l'ampleur et la gravité du défi lancé par l'athéisme moderne, non seulement à l'Eglise institutionnelle, mais à tous les croyants.

*
* *

A première vue, la rencontre des mots *science* et *foi* paraît renvoyer à une problématique anachronique ; le lecteur français ne pourra s'empêcher de penser aux

affrontements qui opposaient au siècle dernier le pharmacien Homais au curé Bournisien. Bien des années ont passé depuis cette époque ; Pie XII, libérant l'exégèse en 1943 par l'encyclique "Divino afflante Spiritu", a disqualifié les lecteurs fondamentalistes de l'Ecriture ; vingt ans après, le Concile Vatican II, tout en notant que le progrès actuel des sciences et des techniques peut avantager un certain phénoménisme et un certain agnosticisme, a rendu hommage aux valeurs positives de la culture moderne (1). Fort de ces évolutions et aussi à l'aise (ou aussi mal à l'aise) que l'incroyant dans la civilisation scientifique et technique, le croyant pourrait juger dépassé la querelle du scientisme. Une vue plus objective et plus précise des choses nous oblige à renoncer à cet optimisme sécurisant, mais trompeur.

Tout d'abord, c'est d'un scientisme dépourvu de nuances que s'inspire la culture officielle des pays d'obédience marxiste, et nul n'ignore que l'expression de la foi n'y est pas libre ; le scientisme exerce également une influence non négligeable dans de nombreux pays du tiers-monde.

S'agissant des pays occidentaux, il est vrai qu'un certain style de conflit a pratiquement disparu ; par exem-

ple, personne ne songerait plus à reprocher aux auteurs de la Bible leur ignorance des découvertes de l'astronomie moderne. En revanche, on est fondé à se demander si les progrès des sciences et des techniques ne façonnent pas une mentalité collective peu propice à la transmission de la foi. Ce ne sont pas les affirmations positives de la science qui font problème, dans la mesure du moins où le croyant a su désolidariser sa foi d'une image traditionnelle du monde rendue caduque par la modernité. Ce sont plutôt les impératifs épistémologiques de la recherche qui sont en cause ; c'est ainsi que du matérialisme méthodologique qui fait loi au laboratoire, il n'est que trop facile de glisser à un matérialisme métaphysique pur et simple, sans prendre conscience du saut qualitatif qui se trouve opéré. Par ailleurs, le prestige -légitime- dont bénéficie le discours scientifique tend à disqualifier les autres types de discours, y compris le discours de la foi, non seulement dans leurs conclusions, mais même dans la méthode (par hypothèse non scientifique) de leur élaboration.

L'un des mérites de l'ouvrage analysé est de préconiser qu'au tête-à-tête du scientifique et du croyant, l'on substitue un dialogue à trois ; le philosophe, en effet, a son mot à dire dans ce débat, non seulement pour aider les deux autres interlocuteurs à prendre conscience des risques -réductionnisme et fidéisme, pour ne citer que ces deux-là- qui guettent une pensée insuffisamment critique, mais aussi et surtout pour rappeler qu'il est d'autres types de rationalité que la rationalité scientifique. Et si le scientifique se rebelle contre l'intrusion du philosophe, ce dernier n'aura pas de mal à montrer que les fantastiques progrès accomplis par la science depuis un siècle s'accompagnent d'une crise du sens d'une exceptionnelle gravité ; cette crise-là, ce ne sont ni la science, ni la technique qui nous aideront à la résoudre.

C'est d'ailleurs à trois philosophes que le livre fait appel pour étudier trois auteurs dont l'apport au débat qui nous préoccupe est capital : Marx, Freud et Wittgenstein. Faute de place, nous nous limiterons à une brève notation relative au marxisme. Après avoir reconnu que l'analyse marxiste a mis en jeu quelques données neuves et indiscutables (notamment au sujet de l'homme et de l'histoire) l'auteur de l'exposé dénonce la prétention du marxisme à la scientificité, montrant que le succès qu'il rencontre n'est pas dû à sa valeur scientifique, mais à son pouvoir de suggestion émotionnelle. Un témoignage d'origine yougoslave suit cet exposé, et montre que le marxisme est profondément discrédité dans ce pays, l'émergence de la Nomenklatura et le règne du totalitarisme idéologique ne pouvant s'analyser que comme l'échec d'une doctrine qui se voulait programme de libération de l'homme et promesse d'une société sans classe. Malheureusement, ce discrédit génère plus de scepticisme et de nihilisme pratique qu'il ne favorise le retour à une pensée libre.

*
* *

Dans l'étude qui porte le même titre que l'ensemble de l'ouvrage, Mgr Poupard s'attache à démontrer que les

rapports entre la science et la foi s'inscrivent dans une problématique profondément renouvelée. La culture scientifique, note-t-il, "peut devenir un obstacle à la foi, non pas, bien sûr, par le caractère positif de ses recherches et de ses découvertes, mais par l'humanisme clos qu'elle peut développer et qui finit par envelopper le chercheur dans sa suffisance et lui faire croire (...) qu'hors des sciences de la nature et des certitudes mathématiques, il n'existerait aucune forme légitime de savoir". Cette forme nouvelle que revêt le scientisme n'est pas moins dangereuse que les formes anciennes ; indépassable dans le domaine de l'opératoire, irremplaçable quand il s'agit de dire le *comment* des phénomènes, la science, aujourd'hui comme hier, est impuissante à dire le *pourquoi* du monde et de l'homme, et donc à permettre à celui-ci de donner sens à son existence ; néanmoins, trop d'hommes de science, "extrapolant, comme le note Mgr Poupard, à partir de préjugés philosophiques insuffisamment critiqués", méconnaissent cette impuissance et professent au nom de la science un athéisme dont aucune science ne saurait démontrer le bien-fondé.

De cette analyse, l'auteur tire quelques conséquences pastorales, soulignant tout à la fois la nécessité d'un dialogue entre croyants et non-croyants et l'impossibilité pour l'Eglise, sauf à se renier elle-même, de composer avec l'athéisme. "Il s'agit là, écrit-il, d'une incompatibilité radicale entre deux conceptions de la vie, dont l'une refuse toute ouverture au transcendant, et dont l'autre, au contraire, y trouve sa consistance et sa cohérence, son origine et son terme, et donc son mouvement vital le plus existentiel". Cet abrupt refus n'interdit pas le dialogue préconisé, il le rend au contraire possible en éliminant les équivoques qui le stériliseraient. Cependant, un dialogue qui se situerait à un niveau exclusivement conceptuel ne suffirait pas, et Mgr Poupard souligne que c'est en combattant pour la dignité de l'homme et pour la justice que le croyant répondra réellement au défi que lui lance l'incroyance contemporaine : "Devant le double athéisme, spéculatif et pratique, qui se répand en certains pays, il nous faut retrouver la vigueur de la pensée et la ferveur de la vie : rendre compte de l'espérance qui est en nous".

Et, de même que l'ensemble de l'ouvrage se clôt par le discours prononcé par le pape Jean-Paul II, le 2 avril 1981, lors de l'Assemblée plénière du Secrétariat pour les non-croyants, c'est au Saint-Père que Mgr Poupard laisse le dernier mot dans son étude en citant un texte dont nous extrayons la phrase suivante : "La rencontre entre la science et la foi pose des problèmes que le croyant peut résoudre raisonnablement. Mais le mystère de la foi ne peut se vivre que de manière existentielle".

Alain DUSAULT

(1) Constitution "Gaudium et spes", n° 57, § 5 et 6.

Science et Foi - Ouvrage collectif publié sous la direction de Mgr Paul Poupard par le Secrétariat pour les non-croyants - Editeur : Desclée International, coll. Athéisme et Dialogue.

DOCUMENT

Après la mort du Président Eduardo Frei, M. Alain Poher et le Père François Francou ont consacré des articles à l'ancien président de la République du Chili. Eduardo Frei était très attristé des accusations qui lui attribuaient des responsabilités dans l'installation de la dictature militaire dans son pays. A "France-Forum" nous nous en sommes entretenus avec lui. Le président Poher et le Père Francou ont au nom de la vérité historique rendu justice à Eduardo Frei. Nous pensons qu'il n'est pas sans intérêt de verser au dossier de l'Histoire la lettre qu'Eduardo Frei écrivit, le 25 septembre 1980, à notre ami Pierre Bordry, chef de Cabinet du Président du Sénat, au sujet de l'action menée par lui contre le régime Pinochet.

Santiago, le 25 septembre 1980

Monsieur et Cher Ami,

Je désire vous demander un grand service.

Le journal "Le Monde", dans son éditorial de septembre, entre autres choses, dit ceci :

"Mr. Frei n'est pas sans responsabilité dans l'instauration de la dictature militaire. Mais il bénéficie, en particulier à Washington, d'un prestige certain. Qu'il soit enfin sorti d'un long silence un peu honteux s'explique sans doute par son exaspération face à une libéralisation "toujours reportée aux calendes grecques".

Je n'ai pas voulu envoyer un rectificatif au "Monde" parce que je crois que c'est complètement inutile ; mais je pense que vous pourriez me rendre un grand service en montrant cette lettre au directeur de ce journal, étant donné l'évidence des contre-vérités contenues dans l'éditorial auquel je me rapporte.

Je ne vais pas commenter des affirmations telles que celles qui m'attribuent "une responsabilité dans l'instauration de la dictature militaire ou un prestige certain à Washington" et dont je ne vois pas bien ce qu'elles veulent signifier.

Mais je me limiterai à signaler l'erreur réellement grossière qui consiste à affirmer que je suis sorti "d'un long silence un peu honteux". L'éditorialiste paraît ignorer que, de tous les chiliens, je suis celui qui ai le moins gardé le silence non seulement à l'intérieur, mais même à l'extérieur du pays. Pour preuves : le texte que j'ai rédigé en 1974 sous le titre : "El Mandato de la historia y las Exigencias del Porvenir", dans lequel je propose une voie de solution pour mon pays et où je condamne sans appel le régime dictatorial. Ce document fut d'ailleurs intégralement publié par le journal "Le Monde", en particulier grâce à vos soins.

En 1975 j'ai publié un autre texte intitulé : "La Nueva Institucionalidad en Chile". Ces deux documents ont été largement diffusés dans le pays et bien accueillis par la presse étrangère.

La même année un "Conseil d'Etat" fut créé au Chili auquel, "de droit" devaient appartenir tous les anciens "Présidents de la République". A cette occasion j'ai fait une déclaration publique dans laquelle je refusais de participer à cet organisme, ce qui m'a valu une très violente attaque de la part du gouvernement et des "moyens de communication" contrôlés dans leur ensemble par les actuels détenteurs du pouvoir.

En 1978 on m'a rendu un hommage public pour ma participation à la "Commission Brandt". Profitant de ce véritable subterfuge, j'ai prononcé un discours dans lequel j'ai proposé les fondements d'un changement institutionnel au Chili. Il fut publié dans un petit cahier largement distribué et fut même recueilli dans un des journaux du gouvernement.

La même année 1978 le gouvernement appela à une "Consultation Nationale" c'est-à-dire à un plébiscite. A cette occasion, tout comme aujourd'hui, j'avais demandé publiquement que l'on m'autorisât à organiser une réunion publique et à accéder à la Radio et à la Télévision. Ce qui me fut intégralement refusé. En conséquence, je convoquais chez moi une Conférence de Presse à laquelle plus de cinquante correspondants étrangers assistèrent et où je remis une déclaration qui fut publiée par de nombreux journaux de l'extérieur et dont "Le Monde" lui-même, j'en suis presque certain, reproduisit plusieurs paragraphes. Cette déclaration fut publiée au Chili, et j'y condamnais en termes aussi vigoureux qu'aujourd'hui le gouvernement militaire et le plébiscite auquel il convoquait.

Je pourrais encore signaler, entre autres choses, quatre interviews accordées à la revue "Hoy" qui est l'unique revue qui, au Chili, accueille quelques unes de nos publications. Et y ajouter de nombreux articles publiés dans des journaux latino-américains, étant donné qu'il m'était interdit ici de le faire. Je pourrais, à ce sujet, citer pour le moins douze "interviews" directes publiées dans des journaux et revues du Venezuela, de Colombie, Equateur et certaines d'entre elles, au Brésil.

Chacune de ces publications a eu pour conséquence des attaques contre moi violentes et continues.

Il n'y a donc aucun chilien qui, au dedans comme au dehors du pays, puisse faire état d'un nombre d'interventions plus catégoriques. Dire par conséquent que je suis sorti "d'un long silence un peu honteux" constitue une contre-vérité grossière, qui n'est pas digne d'un journal comme "Le Monde" et moins encore d'un éditorial.

Il faut ajouter à cela -ce qui est de notoriété publique-, qu'il n'y a pas eu durant sept ans un seul discours officiel qui n'ait proféré quelque attaque contre moi. Ce n'est pas, évidemment, parce que j'ai gardé un silence un peu honteux...

Je ne prétends pas exiger une rectification. Mais comme je suis un lecteur de ce journal et crois que son directeur est un homme honnête, je voudrais qu'il prenne acte de ces affirmations erronées.

Je ne désire pas discuter les opinions politiques et les jugements de valeur. Je ne vais pas me mettre à débattre l'affirmation qui m'attribue une responsabilité dans l'instauration de la dictature, ce que j'estime être absolument faux. Et je pourrais le prouver. J'ai voulu seulement rectifier une affirmation qui implique des erreurs graves, injustes et offensantes.

Je sais que cette lettre va vous occasionner quelque gêne, mais dans la situation si difficile que nous vivons, j'ose vous demander ce grand service : prier simplement le directeur du "Monde" de lire ce que j'ai écrit ci-dessus.

Je vous prie de faire parvenir mes salutations toutes spéciales au Président Poher.

Eduardo FREI

Une Athéna pensive

par Etienne BORNE

Le musée de l'Acropole à Athènes. Discrète dans son recoin et n'immobilisant pas les foules qui se hâtent, une stèle sans doute funéraire, représentant selon la description de Malraux, une "Athéna pensive, appuyée sur sa lance". Un chef d'œuvre de pure et transparente mélancolie, au-delà de toute tristesse et par laquelle le bonheur de vivre devient question. Cette Athéna pensive ne sait pas tout et par exemple qu'il lui suffit d'être là, telle qu'elle est, pour rouler dans le linceul de pourpre où dorment les rhétoriques mortes la trop célèbre prière sur l'acropole que, donnant un définitif congé aux visions judéo-chrétiennes, Renan, jadis, adressa à une autre Athéna, autrement glorieuse, maîtresse souveraine de raison et de sagesse.

La déesse, casquée, incline le front sur une lance penchée en oblique, la pointe retournée sur le sol comme on fait d'une arme inutile pour honorer un guerrier mort ; et si une main tient fermement le haut de cette lance à l'envers, l'autre reste fixée à la hanche, dans un geste prosaïque de trop humaine lassitude et qui paraît signifier un adieu au divin. Une athéna, interrompant sa marche, qui en aurait presque assez de penser et de combattre, qui s'arrête interdite, mais sur le seuil de quel mystère ?

Faisons un moment réparation à Renan. La perfection grecque, disait-il, rejette du côté de la barbarie tout ce qui n'est pas elle, tant en occident qu'en orient. Et l'"Athéna pensive" paraît lui donner raison car, comparée à sa sobre et énigmatique élégance, des figures aussi saisissantes que "la Melancholia" de Dürer ou "le Penseur" de Rodin ne semblent plus proposer qu'un sublime boursoufflé et prétentieux. Sauf que cette perfection est trop interrogative d'elle-même et du monde pour coïncider avec la perfection royalement contente de soi à laquelle l'auteur de la prière sur l'acropole faisait ses rationalistes dévotions.

La beauté grecque existe. On la peut rencontrer et même sous des cieux moins clairs et près des mers plus sombres que les cieux et les mers de l'Attique. Mais dans une Grèce qui fut au long des siècles si ravagée de pilleries et de destructions, on ne peut la saisir qu'à l'état de fragment et de débris ; la perfection grecque est en miettes, comme le constate dans ces longs cimetières de colonnes couchées ou brisées, et de pierres de tous côtés éparses, que sont aujourd'hui les sites d'Olympie ou de Delphes. Et encore a-t-il fallu désensevelir ces trésors dont beaucoup ne survivent que parce qu'ils furent longtemps enfouis, oubliés, protégés. Passées les Propylées, le Parthénon lui-même, irrémédiablement blessé, s'enlève, prodigieux de puissante vitalité, sur un champ de ruines.

Aussi serait-on tenté de faire de l'"Athéna pensive" le génie de tous ces lieux glorieux et désolés. Comme si, il y a deux mille cinq cents ans, à l'âge d'or d'Athènes peut-être un peu auparavant, la déesse protectrice et inspiratrice de la cité, sachant dans sa lucidité que, selon la parole de Périclès, en son éloge d'Athènes "toutes choses sont vouées au déclin" avait été l'ora-

cle de ce tragique futur d'une perfection belle, un jour éclatée, et dont l'intégrité alors aura été inéluctablement perdue. D'où la mélancolie de la pensive, qui pense au temps et au destin.

Interprétation touchante mais qui risque d'apparaître, à qui revient de Grèce, plus heureux qu'angoissé, plate et superficielle. Certes on respire aux champs delphiques, entre la forêt d'oliviers qui descend en avalanche vers la mer et le stade imprévisible sur les hauteurs, une certaine sorte de mélancolie, mais limpide, sans tristesse et empreinte d'une étrange douceur. Le miracle grec en miettes ne supporte pas de recevoir de triviales condoléances. La poignante nostalgie du passé aboli et la poésie romantique des ruines brouilleraient et fausseraient le regard et toute déploration larmoyante apparaîtrait comme une dissonance, une faute de goût et même une offense à ce sacré dont Delphes reste le sanctuaire. Mélancolie d'une rare et unique qualité et assez exactement accordée à la mélancolie de l'"Athéna pensive", qu'il s'agit maintenant de ne point compromettre et de mieux révéler.

Athéna, méditant sur la mort d'un héros inconnu, est en passe de découvrir que l'intelligence et le courage, portés par la fille de Zeus à leur suprême degré, sont incapables de pénétrer et de maîtriser le grand secret. Elle craint de savoir que, de même qu'il n'y a de rivage que par rapport à l'indéfini de la mer, toute perfection achevée et déterminée ne prend sens que par la limite et l'au-delà de la limite. On touche ici au meilleur et au plus caché de l'âme grecque.

Le génie hellénique a inventé plus que le théâtre, la démocratie et la libre philosophie ; il a suscité cette atmosphère respirable et impalpable, jamais définissable, qui relie inlassablement ceci et cela, et que pour une fois on peut, sans prétention ni emphase, appeler la culture. Culture qu'il a faite visible aux yeux et sensible à l'esprit par la prolifération consonante de tant de signes. La Grèce profonde, celle des tragiques, et celle de Socrate et de Platon, a su en plus que l'extrême de la culture était dans la mise en question de l'homme par la conscience de ses limites et le pressentiment d'une limite absolue.

Ainsi se rejoignent dans une complicité de claire mélancolie l'"Athéna pensive" et la beauté en miettes des aires sacrées. Pensive parce que, reconstruant la limite absolue, elle ne sait plus que penser, Athéna nous représente la forme la plus haute de la pensée seulement humaine, qui est interrogation et attente. Et la beauté en miettes des grands sites révèle l'essence de la beauté beaucoup mieux qu'une beauté achevée, complète, satisfaisante et saturante, à qui il manquera toujours quelque chose, puisqu'elle "manquera de manquer". Athéna pensive, parce qu'elle pense pieusement à autre chose qu'à ce qu'elle sait faire ; la beauté mutilée, tendue vers autre chose que la restitution d'une intégrité antérieure, cela s'appelle la religion naturelle. Celle que, dans leur suffisance intellectuelle, avaient oubliée les Grecs face à Paul sur l'aréopage. Décidément la prière sur l'acropole serait à réécrire, puisque Renan s'est trompé d'Athéna.